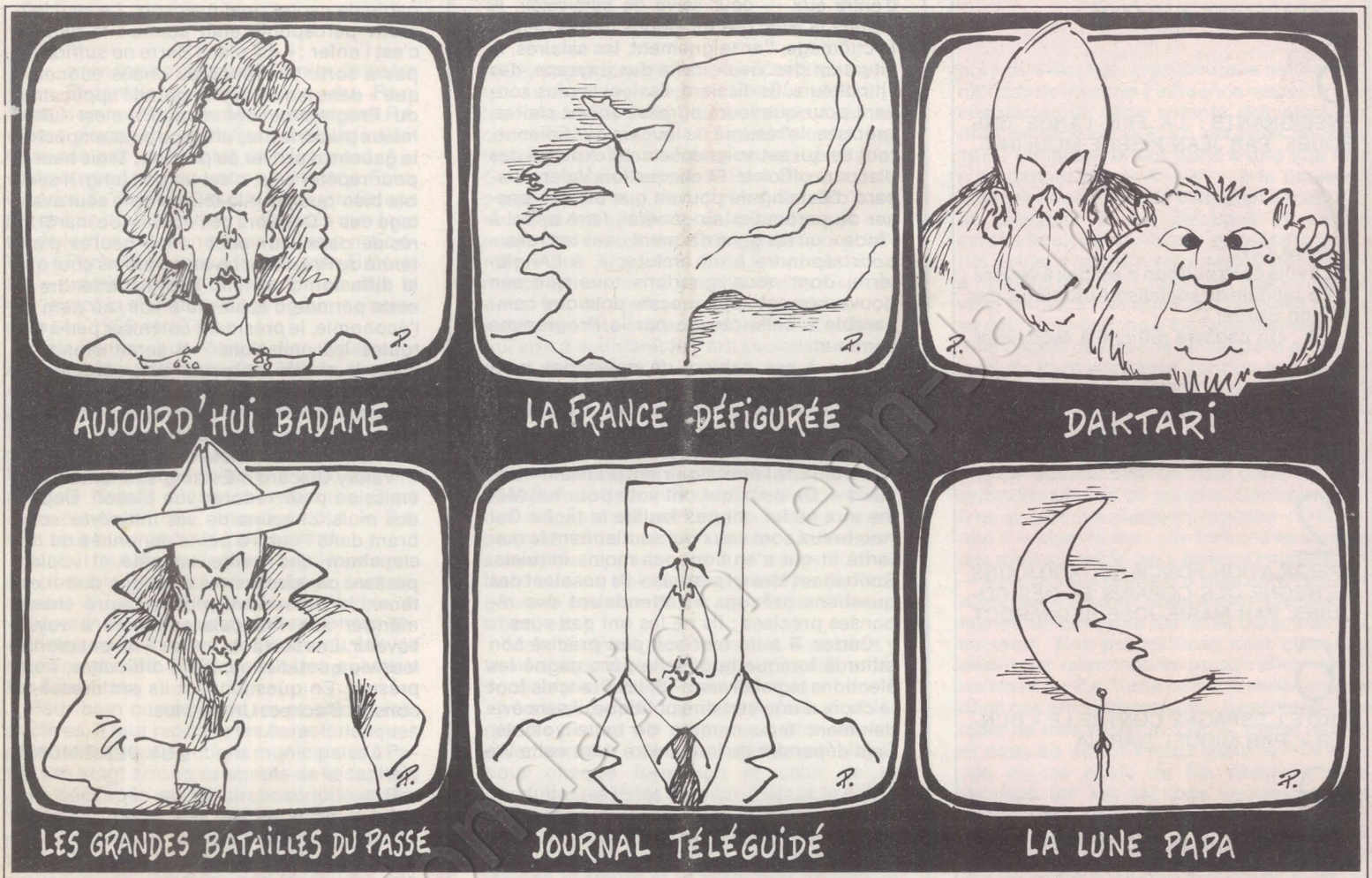
l'unité

N° 236— 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 4 au 10 février 1977



Le nouveau visage de la télé

Fort de l'« autorité » que donne sa fonction, de son langage, de sa technique des débats, du cadre même où il recevait « une France en miniature », le président de la République croyait pouvoir utiliser sans danger ce qu'il faut bien appeler « sa » télévision.

Et à force de croire que la magie de son verbe suffit à écarter les périls, Valéry Giscard d'Estaing a cru qu'en trois heures de petit écran il pourrait « reprendre les choses en main ». Un mois avant les élections municipales, l'enjeu est de taille. Car non seulement les Français doutent de plus en plus — à juste titre — de l'efficacité de la politique économique du Président et de ses équipes successives, non seulement la gauche se renforce, mais voici que dans son camp naît la « contestation ». Non pas que les « frères ennemis » du R.p.r. se désolidarisent de la politique d'ensemble, mais l'accumulation des appétits personnels, des visions tactiques différentes a créé ce que le président de la République appelle la « discorde ».

Pour réussir cette « reprise en main », soixante Français choisis par la Sofres furent convoqués. Par eux le Président allait s'adresser à la France.

Premier temps : la justification du choix. Là, l'ordinateur suffit. La science explique, rassure, affirme. Par la magie — car à ce niveau quel

→

TOUTE L'ESPAGNE CONTRE LE "BUNKER"

Sommaire

4
DREUX : UNE JEANNE D'ARC POUR « BRULER » CAUCHON, PAR EMMANUELE PLAS

5
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

6
ENSEIGNANTS : LA FEN LANCE UNE BOUEE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS

7
BESANÇON
▶ La ville de Proudhon n'est pas à vendre
▶ La capitale du socialisme utopique, par Gaston Bordet
▶ Lip : Un cadavre difficile à escamoter

10
RETOUR AUX SOURCES, PAR LE VICE-AMIRAL ANTOINE SANGUINETTI

12
SPECULATION FONCIERE : TOUJOURS LE REGNE DES COPAINS ET DES COQUINS, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

16
TOUTE L'ESPAGNE CONTRE LE « BUNKER », PAR MIGUEL GARCIA

19
SCIENCES : UN JEUNE HOMME DE 4 MILLIONS D'ANNEES...
▶ Entretien avec Yves Coppens, sous-directeur au Musée de l'Homme et organisateur de l'exposition « Les origines de l'homme »

2
CINEMA : LE CHAGRIN ET LA PITIE A HOLLYWOOD, PAR SERGE RICHARD

27
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE ». CETTE SEMAINE : MAX GALLO

32
MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 3) Barrigue (page 4) Coureuil (page 3,9, 26) Lacroux (page 19) Pascal Lebrun (pages 4, 6, 8, 9, 10, 19, 27, 29) Norma (page 13, 16) Pym (pages 1, 15, 17) Solo (page 25).

Les documents publiés en page 21 sont extraits du catalogue « Les origines de l'homme », en vente à l'exposition du Musée de l'Homme.

autre mot choisir ? — voici les bases mêmes de notre démocratie niées : eux, ces soixante, sont la France. Que les autres écoutent.

Et s'ils ont écouté ce sont les questions plus que les réponses. Car, à la surprise générale c'est le Président qui est tombé dans le piège. Sûr de lui, il n'imaginait certainement pas que ces soixante Français viendraient, avec des questions toutes simples, des exemples précis, des histoires de tous les jours — celles de leur vie —, enrayer sa belle mécanique.

Ils n'étaient pas venus — ou bien peu d'entre eux — pour servir de faire-valoir. Ils étaient là avec des questions toutes bêtes : le chômage, l'enseignement, les salaires, la situation des vieux, celle des paysans, des viticulteurs. Ils disaient, lisaient le plus souvent pour que leurs phrases soient claires, précises, le résumé de leur vie quotidienne, tout ce qui est soigneusement expurgé des discours officiels. Et chaque fois Valéry Giscard d'Estaing ne pouvait que biaiser, passer du particulier au général, faire appel à l'Inde « où les gens dorment dans les rues » pour répondre à un architecte, à l'Angleterre, dont nous ignorions tous que son gouvernement applique une politique comparable à celle prévue par le Programme commun.

Face à ces cahiers de doléances inattendus, à ce catalogue du mal-vivre, Valéry Giscard d'Estaing ne trouvait à répondre que l'éternel « ça va mieux qu'hier, ça va mieux qu'ailleurs, ça ira mieux demain ».

L'ironie de l'émission vient pourtant « des siens ». De ceux qui ont voté pour lui. Même eux ne lui ont pas facilité la tâche. Car nombreux sont ceux qui soutiennent la majorité et qui n'en sont pas moins inquiets. Souhaitant être « rassurés » ils posaient des questions précises et attendaient des réponses précises : ils ne les ont pas eues.

Certes, il a un tant soit peu précisé son attitude lorsque la gauche aura gagné les élections législatives : « Si les Français font le choix d'une certaine politique, il sera évidemment tenu compte de cette volonté. Cela dépendra de la manière dont cette volonté sera exprimée. » Réponse encore ambiguë. Que signifie le mot manière ? Faudrait-il que la gauche soit polie ? Faudrait-il qu'elle dépasse la barre des 55%, des 60% ? On aimerait savoir. De la même manière ces trois heures nous ont permis de savoir que Valéry Giscard d'Estaing n'aimait pas, mais pas du tout Jacques Chirac, qu'il fallait se méfier de la droite conservatrice, et que l'ennemi principal, la gauche, imposait l'union de la droite pas du tout conservatrice (?) qu'il représente avec l'autre.

A part cela rien. Pas une vraie promesse, une bonne grosse ficelle bien électorale capable de capter quelques voix. Le seul leitmotiv perceptible était connu : la gauche c'est l'enfer ; « dix plans Barre ne suffiraient pas à sortir la France du chaos économique » dans lequel la plongerait l'application du Programme commun. Et c'est lui le mieux placé, le plus efficace pour empêcher la gauche d'arriver au pouvoir. Trois heures pour répéter cela, c'est un peu long. Il semble bien que pour la télévision le seul avantage des « Dossiers de l'écran » de mardi ait résidé dans leur coût : trois heures d'antenne du Président revenant moins cher que la diffusion d'un film. Faut-il s'attendre en cette période d'austérité à voir, au nom de l'économie, le président coloniser peu à peu toutes les émissions ? Il serait étonnant, après la soirée de mardi, qu'il accepte. Car « l'écho des questions » qu'il souhaitait entendre a été plus fort que le ronron de ses réponses. Et ce sont des questions dont se souviendront les téléspectateurs.

Valéry Giscard d'Estaing souhaitait cette émission pour redorer son blason. Depuis des mois, chacune de ses initiatives sombrant dans l'oubli à peine annoncée ou déclenchant une petite tempête, il voulait, passant par-dessus ses amis qui, doit-il estimer, le desservent plus qu'autre chose, montrer aux Français comment il voyait l'avenir. Les soixante « élus » lui ont montré leur vie quotidienne, leurs difficultés, notre présent. En questionnant ils ont dressé un constat d'échec. Un de plus.

GUY PERRIMOND

QUELLE DESESCALADE?

La hache de guerre enterrée entre Jacques Chirac et les giscardiens ? C'est ce que l'on voudrait bien nous faire croire pour sauver un minimum d'apparences. Jean Serisé par-ci, Olivier Guichard et Jérôme Monod par-là, les « colombes » des diverses coteries de la majorité avaient essayé de recoller quelques morceaux. Et les media avaient été chargés de répercuter la bonne nouvelle majoritaire : c'était « la désescalade ». Le secrétaire général du R.p.r., Monod, laissait même entendre lundi qu'on pourrait faire liste commune là où le spectre hideux du socialo-communisme serait trop menaçant. Ah, ouiche ! Mardi, Chirac balayait les illusions des réconciliateurs, déclarait sans ambages qu'il ne négocierait avec les giscardiens aucune circonscription parisienne et confirmait qu'il comptait aller loin, fort et vite.

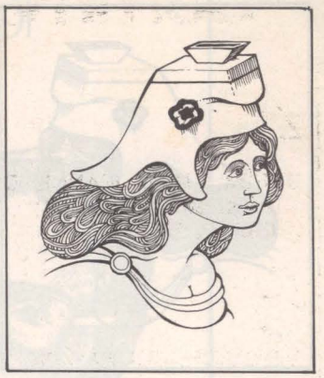
Un peu intoxiqué par son ministre Olivier Guichard et ayant appris qu'au Comité central R.p.r. de dimanche Chirac ne sortirait pas de ses gonds, Barre se crut autorisé à lancer l'opération désescalade. Son passage au Club de la presse d'Europe 1, dimanche soir, ressembla donc à une longue ingestion de tranquillisants d'où il ressortait que « la bataille de Paris » n'était qu'une « péripétie »

Rude péripétie, alors. Car mardi après-midi, à nouveau, on était sur le sentier de la guerre. Oh ! avec un peu plus de formes peut-être. Mais Chirac, tenant conférence de presse à la Mutualité, n'hésita pas un instant lorsqu'on évoqua la suggestion d'alliances de premier tour avec les R.i. dans les secteurs parisiens menacés par la gauche : « Non. Aujourd'hui, nos listes sont constituées ». Et de distribuer une feuille énumérant ses têtes de liste dans tous les arrondissements. La seule concession, ajoutait le président du R.p.r., c'est notre engagement de désistement automatique, formule à laquelle d'ailleurs « les autres » n'ont toujours pas souscrit...

Et « les autres », pendant ce temps ? La « minorité de la majorité », comme les appela cruellement Chirac à deux reprises mardi ? Sachez alors que Michel d'Ornano existe toujours. Et même il vient de lancer la bombe de sa campagne électorale : un bouquin de 218 pages. C'est décidément une marotte, chez les giscardiens, de s'imaginer que la plublication d'un livre tient lieu d'action politique...

ANTOINE VIOLET

LES CONDITIONS POUR VAINCRE



La rencontre de mardi dernier entre les Fédérations parisiennes du Parti communiste, du Mouvement des Radicaux de gauche et du Parti socialiste s'est terminée par un constat de désaccord. Aucun nouveau rendez-vous n'a été pris. Faut-il parler de rupture ? Nous nous y refusons parce que nous sommes persuadés que face au désordre qui règne dans le camp majoritaire à Paris, la gauche a le plus grand intérêt à s'y présenter unie comme c'était déjà le cas, avant la signature du programme commun, en 1965 et 1971.

Mais l'union, pour être réelle, et, j'ajouterai pour être efficace, doit être le résultat d'un compromis dans lequel chacun des partenaires trouve une réponse satisfaisante à ses légitimes revendications. C'est dans cet esprit que les socialistes parisiens, dont la délégation est parfaitement solidaire, ont négocié depuis plusieurs semaines. C'est dans cet esprit que, jusqu'au bout, le P.s. fera tout pour aboutir à un accord.

Mais il faut bien voir que si celui-ci n'a pas été possible jusqu'ici, ce n'est pas, contrairement à ce qu'affirment Henri Fiszbin et « l'Humanité », en raison des exigences socialistes mais bien au contraire du fait de l'intransigeance du P.c.f. sur une question fondamentale.

Pour bien comprendre les positions respectives, il faut rappeler les caractéristiques particulières des élections municipales à Paris. Les vingt arrondissements de la capitale sont découpés en 18 circonscriptions (les 1er et 4e, d'une part, les 2e et 3e, d'autre part, ne formant qu'une seule circonscription). Sur ces 18 circonscriptions, 5 sont actuellement détenues par la gauche qui a obtenu en 1971 31 élus (20 communistes, 9 socialistes et 2 radicaux de gauche. L'augmentation du nombre de conseillers (de 90 à 109 pour l'ensemble de la capitale) fait passer ces cinq circonscriptions de 31 à 36 sièges, soit 5 supplémentaires.

Parmi les 13 autres circonscriptions, les résultats des précédentes élections laissent penser qu'une progression de la gauche pourrait lui permettre d'en enlever trois ou quatre autres. Ce sont les 2e et 3e arrondissements, le 10e, le 12e et le 14e. La victoire de la gauche dans ces quatre circonscriptions lui donnerait d'ailleurs la majorité dans le nouveau Conseil de Paris, avec 57 sièges sur 109. A ces secteurs « marginaux » on peut ajouter encore les 1er et 4e arrondissements.

Faux équilibre

En revanche, dans les huit autres arrondissements, qui sont, de toute évidence, les plus « bourgeois » de Paris, à savoir les 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 15e, 16e et 17e, la gauche n'a pratiquement aucune chance de l'emporter.

Ce rappel pour dire que la répartition équitable que nous souhaitons entre les différentes formations de la gauche ne peut pas se concevoir en prenant en compte indistinctement tous les arrondissements de Paris. C'est ainsi que lorsque le Parti communiste propose au P.s. d'avoir 9 têtes de liste, dont six dans les secteurs où la gauche n'a aucune chance, et de n'en garder pour lui-même que 7, dont 5 dans les arrondissements tenus par la gauche et deux autres dans les arrondissements « jouables », il s'agit, de toute évidence, d'un faux équilibre qui vise à maintenir le Parti socialiste en position subalterne.

Au demeurant, les négociations menées depuis plusieurs semaines ont permis de rapprocher sensiblement les positions des uns et des autres sur les 13 secteurs actuellement tenus par la droite et cela tant au plan des têtes de liste qu'à celui de la répartition des sièges dont un certain nombre serait proposé, d'un commun accord, à des personnalités appartenant à d'autres formations que les trois partis signataires du Programme commun (P.s.u., gaullistes d'opposition, etc.)

Mais là n'était pas l'essentiel. Il ne peut y avoir d'accord global que si un équilibre raisonnable est atteint dans les cinq « bons » arrondissements. Là encore deux problèmes se posent qui ne peuvent être résolus qu'ensemble : celui du nombre de sièges pour chaque formation et celui de la conduite des listes d'union. Depuis le début des négociations le Parti communiste exigeait, d'une part, d'avoir 21 sièges sur les 36, soit un de plus que de sortants dans ces mêmes secteurs et, d'autre part, d'avoir la tête de liste dans chacun de ces cinq secteurs.

Cette dernière exigence se fonde sur un curieux argument qui est la volonté des électeurs qui ont, en 1971, élu dans ces secteurs des listes conduites par des communistes et qui, en 1973, y ont encore élu des députés communistes. Mais comme il n'y a pas eu d'autre élection à Paris depuis 1973 (en dehors de l'élection présidentielle qui ne permet pas de mesurer l'influence respective de chaque parti) cette volonté des électeurs dont se réclame le P.c.f. est celle de mars 1973. Sa thèse revient donc à dire que rien n'a changé depuis 4 ans — à la limite on pourrait se demander s'il est bien nécessaire de procéder à des élections et s'il ne conviendrait pas de laisser en place la majorité actuelle que la « volonté des électeurs » a mise en place en 1973 ! Ce raisonnement vise, en fait, à nier que l'équilibre des forces au sein de la gauche s'est sensiblement modifié depuis quatre ans du fait de la progression du Parti socialiste dont on ne voit pas pourquoi elle n'existerait pas à Paris alors qu'elle est constatée et confirmée dans l'ensemble de la France.

Georges Dayan et Georges Sarre, dimanche dernier au Marais.



Voilà pourquoi le P.s. ne peut accepter de n'avoir aucune tête de liste dans les cinq arrondissements de gauche. Contrairement à ce qu'a écrit à plusieurs reprises « l'Humanité » — dont la nouvelle formule ne semble pas avoir supprimé les « fautes d'impression » — et à ce qu'a déclaré à plusieurs reprises aussi Henri Fiszbin, nous n'avons jamais demandé de conduire les listes dans tous ces secteurs. Nos propositions sont claires et elles sont raisonnables puisqu'elles reconnaissent au P.c.f. une certaine prééminence dans ces arrondissements : il garderait trois têtes de liste (dans le 13e, le 19e et le 20e) et nous en aurions deux (dans le 11e et le 18e où les chefs de file désignés cette semaine par les sections socialistes sont respectivement Georges Sarre et moi-même).

Une telle proposition nous paraît répondre en outre a un souci d'efficacité car la gauche ne peut avoir une position conquérante à Paris que si la présentation de ses listes fait apparaître que le Parti socialiste y a la place que doit lui valoir son audience d'aujourd'hui et non celle de 1973.

Pour tenter d'arriver à un accord qui était possible mardi nous avons fait, en définitive, au P.c.f. une proposition globale qui comportait une nouvelle concession de notre part : nous acceptions qu'il obtienne le 21e siège qu'il réclamait, à condition qu'il accepte que le P.s. conduise les listes d'union dans le 11e et le 18e.

Au nom de sa délégation Henri Fiszbin a refusé cette proposition et maintenu l'exigence des cinq têtes de liste pour le P.c.f. D'où le constat de désaccord dont nous avons saisi mercredi les instances nationales du Parti.

Encore une fois, nous ferons tout jusqu'au dernier moment pour arriver à un accord mais nos camarades communistes doivent savoir qu'il n'y aura d'accord que s'ils reconnaissent au P.s. la place qui lui revient, condition nécessaire pour vaincre non seulement dans les cinq « bons » arrondissements mais dans plusieurs autres qui peuvent être arrachés à la droite si la gauche met tous les atouts dans son jeu.

CLAUDE ESTIER



DREUX : UNE JEANNE D'ARC POUR " BRULER " CAUCHON

De notre envoyée spéciale

Lundi : jour de marché à Dreux, Eure-et-Loir. Le maire centriste (C.d.s.), Jean Cauchon, descend de sa voiture pour serrer les mains. Le plus possible de mains : les élections approchent. « Les trois quarts des gens de Dreux me tutoient », dit Cauchon, qui termine son deuxième mandat municipal. Sénateur à partir de 1971, questeur de la haute Assemblée depuis 1974, le maire est plus souvent à Paris qu'à Dreux. « Mais depuis un mois il se montre partout », dit François Maillard, un employé de pressing, membre du M.r.g. et qui a été pressenti pour faire partie de la liste d'union de la gauche. La presse locale le confirme : Jean Cauchon assiste au banquet de la Saint-Charlemagne, visite les vieillards et hâte les travaux de voirie.

La circulation déjà difficile en temps normal dans l'agglomération drouaise l'est encore plus au milieu de ces travaux préélectoraux. La transformation en souterrain du passage à niveau Saint-Denis qui coupait la ville en deux et qui n'était prévue que pour 1980 vient de s'achever. On assiste aussi à une véritable frénésie de trottoirs depuis un mois ou deux. « Mais ces trottoirs faits à la va-vite seront fichus dans un an. On a déjà vu ça pour les autres élections », dit un Drouais désabusé. Même le vieux beffroi n'échappe pas à un ravalement préélectoral.

Il semble bien que le maire ne soit plus sûr de gagner ces élections. « Ça le tourmente », disent les gens, ici. Et il faut bien dire que les chiffres sont contre lui. Car si la gauche n'avait obtenu en 1971 que 36 % des voix, les Drouais élisaient en 1973 un député socialiste : Maurice Legendre. La même année, les voix de gauche totalisaient 58 % aux cantonales. Puis François Mitterrand remportait 52 % des voix. Enfin, aux dernières cantonales, Legendre réunissait plus de 60 % des voix sur l'un des cantons. Dans le deuxième, tout spécialement découpé cependant pour le maire, 49,50 % des voix allaient à une jeune socialiste : Françoise Gaspard.

« Je ne pouvais pas rêver mieux, une femme se présente contre moi », avait pourtant dit le maire. Il est bien obligé aujourd'hui de prendre « Françoise », comme il se plaît à l'appeler, au sérieux. Il est loin le temps où Cauchon traitait par le mépris cette « gamine » venue lui apporter la contradiction lors de sa campagne électorale de 1973. Trop au sérieux, peut-être : « Je ne peux pas faire une visite dans la ville sans que quelqu'un de la mairie passe derrière moi », dit Françoise Gaspard.

Avec le banquier

Françoise a trente ans. Elle est née et a passé son enfance à Dreux, où son père possède une entreprise artisanale. Elle est agrégée d'Histoire et a déjà enseigné. Aujourd'hui, elle est élève de l'Ena. Depuis 1971, elle milite au Parti socialiste dans sa ville natale. Elle a été mandatée par ses camarades pour conduire la liste d'union de la gauche à l'assaut de la mairie. Cauchon ne sourit plus : François Mitterrand apportera son soutien à Françoise ce samedi, lors d'un meeting organisé par le Parti socialiste. A ce meeting la mairie n'a, d'ailleurs, répondu que par une mesquinerie. Elle a en effet refusé aux organisateurs la grande salle des sports, les contraignant à tenir leur réunion dans la salle des fêtes, dont on sait déjà qu'elle sera trop exiguë pour accueillir tous les auditeurs.

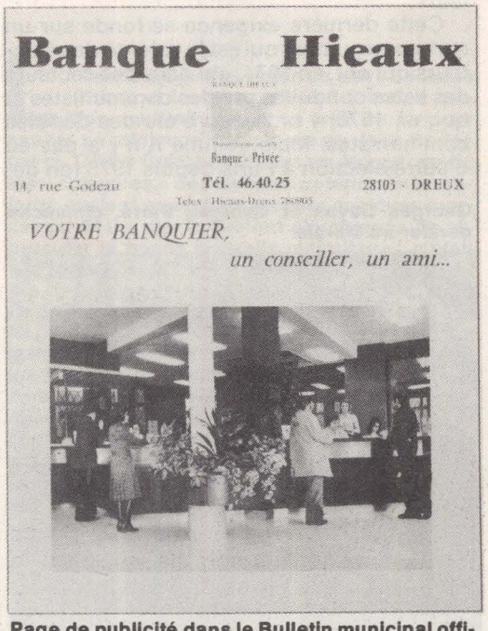
« Les élections municipales ne sont pas des élections politiques. Il faut dissocier les débats locaux des débats nationaux », dit le maire, qui affecte la sérénité. L'apolitisme sera le cheval de bataille de sa campagne. Le thème principal : la qualité de la vie — « ce n'est pas du tout électoral, sincèrement ».

Dreux a bien besoin, en effet, qu'on s'occupe de la qualité de sa vie. Deuxième ville du département après Chartres, Dreux a vu sa population passer de 25 000 habitants en 1965 à plus de 35 000 aujourd'hui. C'est une population jeune puisque 14 000 Drouais sont scolarisés. Mais après 8 heures du soir, la ville est morte : pas un café, pas un restaurant n'est ouvert. On ne compte pas un cinéma permanent. Des bandes de jeunes errent dans les rues. La délinquance est importante : les jeunes s'ennuient.

Dreux est aussi la ville de France où le pourcentage des travailleurs immigrés est le plus élevé : 16 %. Il y a des quartiers-ghettos comme Les Chamards où ce pourcentage s'élève à 60 %. Et le racisme s'est installé à Dreux. La ville naguère commerçante et bourgeoise est devenue une ville industrielle mais où les emplois manquent. Les emplois tertiaires y font même dramatiquement défaut.



Françoise Gaspard.



Page de publicité dans le Bulletin municipal officiel. Le banquier Hieaux est adjoint au maire pour les finances.

Dix au Lièvre d'or

Est-ce avec une liste « rajeunie et féminisée », mais qui ressemblera comme une sœur à la précédente (quelques R.p.r., deux ou trois indépendants, une majorité de centristes, quelques militants chrétiens) que la municipalité sortante résoudra demain des problèmes qu'elle a laissé s'accumuler ? « J'ai un handicap à l'égard de Françoise, c'est l'âge, mais la confiance qu'inspire mon équipe compense », assure Cauchon. Il semble bien que ce ne soit pas l'opinion de la grande majorité des Drouais, confrontée à une équipe dont l'adjoint aux finances est le banquier local Jean Hieaux...

« Dreux n'a pas su grandir ou, plus exactement, on n'a pas su la faire grandir pour le bonheur de tous. La ville est aujourd'hui une juxtaposition de quartiers qui ne sont pas tous liés entre eux et dont certains sont tota-

lement dépourvus d'animation », dit Françoise Gaspard.

Les socialistes drouais dénoncent d'abord l'urbanisme déprimant des nouveaux quartiers bâtis sur les plateaux. C'est là qu'on a rejeté tous les logements sociaux. Dans ces quartiers où l'on ne trouve aucun café où se retrouver et difficilement quelque commerce en dehors des supermarchés, la cote mobilière est élevée : la cote d'un F 3 à Dreux correspond à celle d'un F 5 dans la commune voisine de Vernouillet. En revanche, le centre ville est désert : dans les rues Parisis, des Tanneurs, de Flandre, d'Orléans on compte sur les doigts des deux mains les gens qui les habitent. Si les commerces sont demeurés, eux, ils périclitent puisqu'il est pratiquement impossible de se garer. Les commerces d'alimentation ont presque tous disparu. Pas de réhabilitation du centre historique : la mairie achète et revend les terrains à des sociétés privées qui, depuis quelque temps, y construisent des immeubles de luxe où les paysans beaucerons placent leur argent.

Ville dortoir

« La municipalité, dit Sylvie Dauphin, secrétaire de la section socialiste, n'a jamais décidé en matière d'équipements ; elle n'a fait que saisir des occasions, comme en témoigne la réalisation du centre social culturel du Lièvre d'or, dont elle se flatte. Ce centre, dont le budget de fonctionnement est d'un million, a été plaqué sur un quartier sans consultation de la population ou de ses associations. Les spectacles qu'il a fait venir n'ont pas réuni dix personnes chaque fois. Et le seul lieu d'animation de quartier pour les enfants reste le supermarché : des gosses de 9, 10 ans volent et se livrent au racket. A l'origine de ce fameux centre, il y avait un projet de la Sonacotra pour les ouvriers immigrés du quartier. La mairie s'en est saisie, ainsi que des subventions. Elle a établi un projet plus grandiose pour un résultat nul. Ici, tout ce qui se fait au plan culturel, et même les colonies de vacances, est dû à des associations bénévoles. Et la mairie, par le jeu des subventions, joue de l'une contre l'autre ».

La gauche accuse aussi la municipalité d'avoir laissé s'implanter presque uniquement des industries dépendant de l'automobile ou de l'électrotechnique. « Il y a ici 1 700 chômeurs, dit Françoise Gaspard. Les gens partent travailler à Paris, et Dreux devient une ville dortoir ».

A Dreux, pour résoudre ces problèmes, il ne suffira pas, contrairement à ce que dit le maire, de « fignoler un peu pour que ça s'arrange ». Mais bien de faire un choix politique pour changer la vie.

EMMANUELE PLAS

DIPAPACÉQUOI

HISTOIRE D'O



PAR PIEM

Le petit garçon arrondit ses lèvres et fit un « o », tout rond. Comme la chose était plaisante il en fit plusieurs à la suite, les mit bout à bout et cela fit un grand serpent.

— Dis, papa, c'est quoi un « o » ?

— Une voyelle politique.

— C'est quoi une voyelle politique ?

— Une lettre qui change l'esprit du mot. Tu trouves d'un côté, auréolé de pureté, le mot Majoritéunie et de l'autre les mots repoussants de démago, judéo, facho, crypto, prolo et socialo.

— Quelle est la différence entre un socialiste et un socialo ?

— Fondamentable, mon fils ; une différence fondamentable. Un socialiste est un individu à peu près normal avec lequel il est possible d'entretenir des relations et d'établir un dialogue prudent. C'est un Français à part entière. Le socialo, bien au contraire, est un drôle de coco.

Dans le langage politique les mots se terminant par « o » ne sont pas de bonne compagnie.

— Dis, papa, Chirac est contre les socialo ?

— Bien sûr, et c'est à ce « o » là qu'il veut mettre le holà en prenant par i.

— Où il veut faire son nid.

— En définitive ce Chirac est un Chiraco.

Pendant qu'ils parlaient ainsi, le serpent enroulait, déroulait ses anneaux. Il était le descendant en ligne directe du serpent de l'Eden et rêvait de pomme de discorde. Une pomme c'est rond comme un « o », comme un Ornano avec ses pépins.

— Chiraco pourrait parler des socialistes en disant sociali, c'est plus gentil ou sociala pour faire cracra ou socialu pour faire cucu.

— Non ! il préfère socialo c'est plus salaud.

Le petit garçon ferma les yeux et il s'efforça d'imaginer un socialo à la chiraco.

L'homme est coiffé d'une casquette penchée sur l'oreille, un mégot au coin des lèvres, les mains enfoncées dans les poches d'un pantalon de velours trop large ; une ceinture de flanelle rouge lui barre la bedaine. Il a l'air goguenard et buté. D'une poche de sa veste de coutil sort le dernier numéro du « Nouvel Observateur » ; un litre de vin rouge est à portée de sa main épaisse aux doigts courts.

Le portrait était affreux, l'enfant poussa un cri.

Quelques Bourgeois affolés s'envolèrent précipitamment.

Le père serra tendrement son fils contre lui et le calma ; il lui parla des espoirs à venir et des lendemains plus généreux. Il en parlait avec une telle gourmandise que l'enfant en eut de nouveau l'« o » à la bouche. C'était une eau pure et rafraîchissante, elle prenait sa source au fond des cœurs et n'avait pas l'intention de se laisser tarir.

Le père, ayant ainsi parlé, écrasa la tête du serpent de discorde, se leva et mit son fils sur ses larges épaules.

— Allons de l'avant, dit-il.

— Hue ! Hue ! cria l'enfant et ils partirent au galop des municipales.

Enseignants

LA FEN JETTE UNE BOUEE



Passagers d'un navire qui paraît souvent en perdition, les enseignants ont besoin d'une bouée à laquelle se raccrocher. Le document « projet d'école » de la Fen entend être cette bouée.

Imaginez Georges Séguy, Edmond Maire ou André Bergeron présentant tour à tour devant le public leur propre projet de « réforme de l'entreprise ». La stupéfaction, sans doute, serait grande. Les uns y verraient un pas en avant vers le pouvoir syndical, d'autres une régression vers le réformisme. C'est pourtant ce que vient de faire très tranquillement, dans son secteur — très particulier, il est vrai — la Fédération de l'Education nationale, la 3e centrale du pays (550 000 membres) sans qu'en son sein nul ne s'offusque du fait même qu'elle ait publié son propre « projet d'école » (1).

Un tel consentement sur une démarche pourtant extraordinaire s'explique assez aisément. De tous les travailleurs, ceux de l'éducation, de la recherche et de la culture ne sont pas les plus défavorisés matériellement, mais ce sont sans aucun doute les plus « paumés ». Passagers d'un navire qui paraît souvent en perdition, ils ont besoin d'une bouée à laquelle se raccrocher. Le document de la Fen entend être cette bouée.

« Il y a, explique André Henry, secrétaire général de la Fen, une profonde crise de confiance dans l'école. Il faut bien le dire : celle-ci est souvent discréditée, incomprise ; elle constitue pour beaucoup un monde à part, tenu en réserve, voire en suspicion ». Cela, au demeurant, n'a rien d'étonnant. Le système scolaire des années 1880-1955 n'a tenu bon que parce qu'il reposait sur l'accord très large d'une part très importante de la société. Or ce consensus s'est évaporé. D'un côté, la demande de promotion ou, au moins, d'égalisation par l'instruction n'a pas cessé d'augmenter. La grande majorité des enseignants se réclament aujourd'hui de cet objectif. D'un autre côté, le pouvoir capitaliste s'efforce de maintenir l'école dans son rôle de reproductrice des inégalités.

« Sur le plan idéologique, ajoute André Henry, le pouvoir a été largement battu en brèche. Mais il a trouvé une solution de substitution en édifiant patiemment, à côté du service public d'éducation, et parfois même en son sein, un second système élitaire. C'est à la fois le dualisme enseignement public-enseignement privé ; mais c'est aussi la ségrégation précoce entre les jeunes, l'organisation systématique de l'évasion scolaire, le refus d'assurer à tous une formation initiale de qualité, la mainmise patronale sur la formation continue, le développement des grandes écoles et des secteurs élitaires de l'enseignement supérieur au détriment de la masse des universités. Sous prétexte de porter remède à des maux qu'ils créaient eux-mêmes, toutes sortes de médecins imaginaires ont porté la situation à un point de confusion extrême. Chaque ministre a sa réforme, mais plus cela change, plus c'est pareil dans la dégradation ».

Donc, des gens perdus. « Il s'agit de redonner confiance en eux-mêmes à nos camarades », dit Albert Guillot, secrétaire pédagogique de la Fen et, à ce titre, maître d'œuvre du projet, « Cela fait plus de deux ans que nous travaillons là-dessus. Nous avons tenu des dizaines de réunions, deux journées nationales (13 octobre 1975 et 14 octobre 1976), un Conseil national, sans compter notre congrès de Grenoble, en février passé. Actuellement nos sections et syndicats nationaux en discutent. Le 17 février, nous trancherons. Mais bien sûr, le texte sera à modifier, et surtout à compléter ultérieurement... ». Cohérent, donc, mais non pas figé.

« Trop souvent, dit André Henry, les justes revendications des enseignants sont perçues par la population comme la défense de « privilèges » généralement imaginaires. Ce que nous avons voulu, c'est proposer un cadre global qui donne son sens à chaque revendication. Nos deux objectifs essentiels sont, au même degré, l'égalité des chances et la promotion d'un individu autonome à l'égard de lui-même comme de la société, c'est-à-dire d'un individu maître de soi, pleinement inséré dans la société sans s'en sentir un rouage ».

Les moyens proposés pour atteindre ces buts sont évidemment nombreux, et ils reposent sur les acquis élaborés au cours des années par les différents syndicats nationaux de la Fen, mais on peut en distinguer trois principaux.

Il y a d'abord la « formation initiale pour tous jusqu'à 18 ans ». Pourquoi pas la « scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans » prévue par le programme commun ? « L'objectif est bien le même, répond Albert Guillot, mais notre formule met l'acdent sur le fait que la prolongation à 18 ans doit résulter d'une conception nouvelle de l'éducation et non pas être décrétée en elle-même ». De fait, une telle mesure, dans les structures actuelles, serait aberrante. « Qaund nous parlons de formation jusqu'à 18 ans, ajoute André Henry, nous pensons à une conception plus globale de l'éducation. L'école est moins que jamais le seul lieu d'information des jeunes. Mais elle doit demeurer le lieu privilégié de la synthèse, de la mise en perspective critique de toutes ces informations. Encore faut-il qu'elle ne soit pas un monde clos ». D'où une série de propositions, de pistes sur l'intégration des différentes formes d'éducation dans la formation du jeune.

Les deux autres moyens, ce sont la restauration de l'enseignement supérieur, actuellement si dégradé du fait de la politique gouvernementale et — ce n'est qu'un aspect du problème précédent — l'amélioration et l'élévation de la formation des enseignants.

Tout cela est bel et bon, mais on n'échappe évidemment pas au problème des choix politiques. Car enfin, si coupée qu'elle puisse paraître de la société, l'école ne se situe pas en dehors d'elle. Choisir un type d'école, c'est aussi choisir une société. Le syndicalisme n'empiète-t-il pas alors sur le domaine politique ? « Cela dépend de ce que l'on appelle politique, répond André Henry. Notre texte est syndical en ce sens qu'il débouche sur un certain nombre de revendications que nous mettrons en avant, en accord avec le gouvernement, si l'actuelle équipe se maintient en place. Cela dit, il est bien évident que notre texte n'est pas sans rapport avec l'idée que nous nous faisons d'une société plus juste, plus humaine. Il est bien évident que nous avons pris parti pour le socialisme, et que c'est dans la perspective de la marche au socialisme que notre projet prend tout son sens. Il est absurde de demander une école égalitaire dans une société qui ne vit que d'inégalités et de hiérarchies arbitraires. A ce niveau, notre projet est politique, mais ce n'est pas un projet pour une politique ». Donc une base revendicative en tout état de cause, mais qui place toutes ces revendications dans la perspective du passage à une autre société.

Reste le débat à l'intérieur de la Fen elle-même. S'il est aigu, il est sûr aussi qu'il est d'un certain niveau, comme l'avait été le débat pédagogique du dernier congrès de la Fen. « Nous n'avons pas la religion de l'unanimisme, dit André Henry, mais le débat d'idées vaut toujours beaucoup mieux que le débat de procédure ». S'il n'avait que ce mérite, le document de la Fen aurait déjà une grande utilité. Puisse aussi sa discussion clarifier les positions et faire vraiment apparaître, sans procès d'intention, les véritables points de divergence.

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Le titre exact de ce projet est : « L'école de l'éducation permanente pour le progrès et pour la dignité de l'homme ».

Besançon

LA VILLE DE PROUDHON N'EST PAS A VENDRE



Besançon fêtera le 10 février les 25 ans de mandat de son maire socialiste Jean Minjoz qui, au terme de quatre mandats (de 1945 à 1947 et de 1953 à 1975), se retire. François Mitterrand participe à cet hommage aux côtés du sénateur Robert Schwint qui prend la tête de la liste d'union de la gauche.

C'est une œuvre considérable qu'ont accomplie les municipalités Minjoz. Par exemple, ce n'est pas par hasard que le dernier congrès des bureaux d'aide sociale s'est tenu dans la capitale comtoise : le centre communal d'action sociale, dirigé par l'adjoint socialiste Huot, a en effet accompli une œuvre pionnière en ce qui concerne le revenu minimal assuré, grâce à la commune, aux personnes âgées et aux femmes seules.

Dans le domaine de la mise en valeur des sites, du patrimoine culturel et artistique, c'est Jean Minjoz qui, malgré les critiques, a fait racheter par la ville l'imposante citadelle qui fut le berceau de la cité. Dans cette vaste enceinte, d'où l'on découvre un superbe panorama, ont été installés, grâce à la municipalité, un remarquable musée du folklore comtois qui présente des collections uniques touchant notamment à l'art du fer et au travail de la terre, et un musée de la Résistance. Cet ensemble attire un nombre croissant de visiteurs qui savent apprécier l'œuvre entreprise pour faire de ce haut lieu voué aux choses de la guerre un point de rencontre pour une meilleure compréhension entre les hommes.

Dans cette Franche-Comté encore marquée par un conservatisme majoritaire, la droite voudrait bien enlever la mairie de Besançon, le plus important bastion socialiste municipal de l'est de la France. Pour ce faire, elle a fait appel à un prétendu homme neuf, qui a abandonné ses fonctions de recteur pour monter à l'assaut de l'hôtel de ville.

L'argent coule à flot pour une campagne à l'américaine financée par le patronat local. Le candidat de la majorité a l'audace de se présenter comme n'étant pas un politicien alors qu'il vient de démissionner de son poste de directeur de l'institut de la recherche pédagogique... pour pouvoir mieux se consacrer à l'action politique !

Un tel bluff provenant d'un haut fonctionnaire giscardien n'impressionne pas les Bisontins. Ce monsieur a l'audace de prétendre que Besançon va mourir lentement si ses habitants ne votent pas pour lui. Dans la capitale comtoise où l'on apprécie la modestie et la discrétion de Jean Minjoz, ce tapage publicitaire indispose, même à droite... La ville de Proudhon n'est pas à vendre et demain l'équipe qui, autour de Robert Schwint, dirigera la municipalité aura toujours plaisir à accueillir tous les socialistes désireux à la fois de découvrir une belle ville et de mieux connaître l'histoire du socialisme français.

LA CAPITALE DU SOCIALISME UTOPIQUE

Besançon est, à sa manière, la capitale mondiale et historique du socialisme utopique. Ce socialisme que l'on redécouvre en ce moment un peu partout à cause de sa générosité, de sa fantaisie créatrice, de son respect des libertés individuelles comme de ses exigences communautaires. Quelle autre ville peut se flatter d'avoir donné le jour à des hommes comme Charles Fourier, Pierre-Joseph Proudhon, d'avoir vu passer sur les bancs de son lycée le jeune Victor Considérant, le disciple et le militant fouriériste par excellence, ou le peintre Gustave Courbet, futur président de la Commission des arts de la Commune de Paris ?

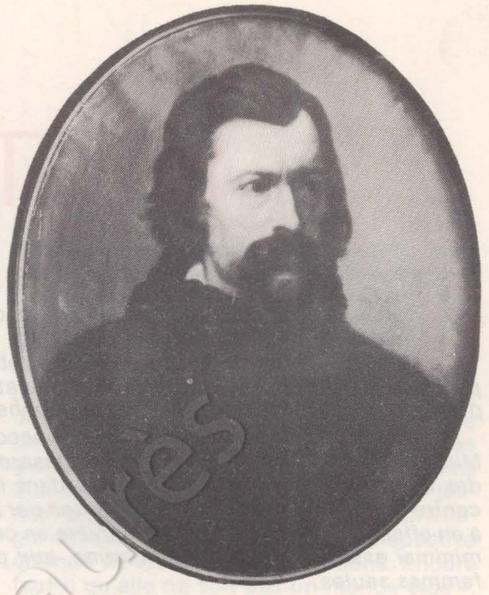
C'est parce qu'ils ont eu conscience de ce privilège et de cet honneur que Jean Minjoz, maire de Besançon, Albert Kohler, son adjoint aux affaires culturelles, et les conseillers municipaux dans leur ensemble ont décidé que le musée historique comtois du palais Granvelle se devait de rendre un hommage permanent aux grands ancêtres du socialisme, de maintenir vivant leur souvenir

→



Joseph Proudhon.





Victor Considérant.

et leur message : en attendant mieux, une grande et belle salle leur est consacrée, qui a été ouverte à la fin du printemps dernier.

Cela ne s'est pas fait sans réticence. Les conservateurs bon teint, cette ville en contient encore bon nombre, ont condamné cette initiative et se sont indignés : « Inadmissible, scandaleux de faire de la politique dans un musée ! » Que diront-ils lorsque sera réalisée la salle qui doit honorer les grandes figures religieuses de Besançon et de la Franche-Comté, Jeanne Antide Thouret, cette grande sainte de la charité envers les enfants pauvres et les délinquants, ou ces théologiens libéraux du XIXe siècle, disciples de Lammenais ?

Cela n'a pas été facile non plus. Comment, faire entrer des philosophes aux musées! Des gens qui ont couvert des pages et des pages de papier, pour présenter un système qui mette fin aux privilèges économiques et sociaux, à l'aliénation des travailleurs dans ce « nouveau monde industriel ». Il n'y a là rien de spectaculaire, de visuel, de muséologique. Et pourtant le résultat est séduisant, le visiteur se laisse emporter malgré (ou plutôt à cause) du parti pris didactique adopté par l'équipe qui a réalisé cet hommage.

Dans leur province, ces hommes ne furent pas des isolés. Ils ont fait école, ont eu des disciples : un panneau est consacré aux fouriéristes comtois. S'ils n'ont pu réaliser leur vœu, le phalanstère, peut-être ont-ils fait mieux : en entrant dans ces couvents industriels et agricoles, où les adoptés devaient s'épanouir en « harmonie », ils se seraient coupés du reste de la société. Restant « dans le monde » ils ont animé le mouvement de création, de mise sur pied, d'organisation des fruitières coopératives, fromagères, viticoles, agricoles. Ils ont été le levain dans la pâte humaine, de cette démocratie de petits paysans aux limites de l'aisance. Sur un autre panneau, on peut voir aussi les disciples et amis de Proudhon, en particulier Chaudey, qui, confident des derniers moments, a pu rédiger le dernier chapitre de l'ouvrage posthume du socialiste bisontin : « De la capacité politique des classes ouvrières », « ce catéchisme du mouvement ouvrier français ».

On trouve aussi dans cette salle quelques documents de choix : une maquette de phalanstère, un linteau de fruitière avec une inscription « communautaire », l'écharpe et le médaillon de député de Proudhon, sa citation à comparaître devant le juge pour avoir publié « De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise » (jugeant que la prison qu'il avait faite jusque-là avait suffisamment ruiné sa santé et appauvri sa famille, il s'enfuit en exil), des caricatures de l'homme le plus haï et le plus redouté par la bourgeoisie. Tout cela est vivant, évocateur.

Et le tout est accompagné de cartes, de

LIP : UN CADAVRE DIFFICILE A ESCAMOTER

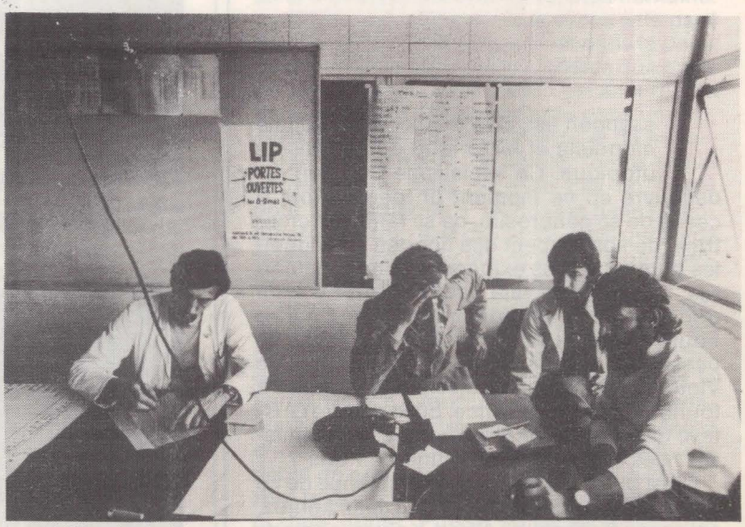
Que devient Lip ? Neuf mois après la deuxième faillite, c'est le silence. Pourtant, l'usine est toujours occupée par plusieurs centaines d'ouvriers, pourtant, le nouveau conflit dure depuis plus longtemps que celui de 73 sans que les travailleurs se soient découragés, malgré l'absence de perspective industrielle et l'indifférence générale.

En 1973, les Lip apparaissaient comme des victimes d'une injustice. Une mauvaise gestion les avait privés d'emploi. Attaqués par le gouvernement, ils ripostaient avec des armes inédites (prise des stocks, remise en route des chaînes). Les travailleurs se reconnaissaient en ces hommes et ces femmes attaqués qui refusaient de se laisser manipuler comme des machines devenues inutiles.

En 1976, les Lip sont des privilégiés. Ils ont bénéficié d'une relance dont le sabotage n'apparaît pas clairement (bien que dans les deux derniers mois les actionnaires aient en laissant se développer une « spirale dépressive », accéléré la chute). Ils sont payés pendant un an, sont perdus dans une marée de chômeurs et ne font apparemment que répéter leurs actions de 73. Pourtant, l'enjeu de Lip est aussi important que celui de 73 et concerne peut-être encore davantage les travailleurs. Avant tout, Lip, tel un pendu en place de Grève, doit en étant liquidée inspirer des réflexions de prudence à ceux qui voudraient lutter contre les licenciements. A une époque où le patronat exige le droit de licencier comme il veut pour préserver ses marges, cet exemple est important pour éviter que les chômeurs croient en l'efficacité d'une lutte pour l'emploi.

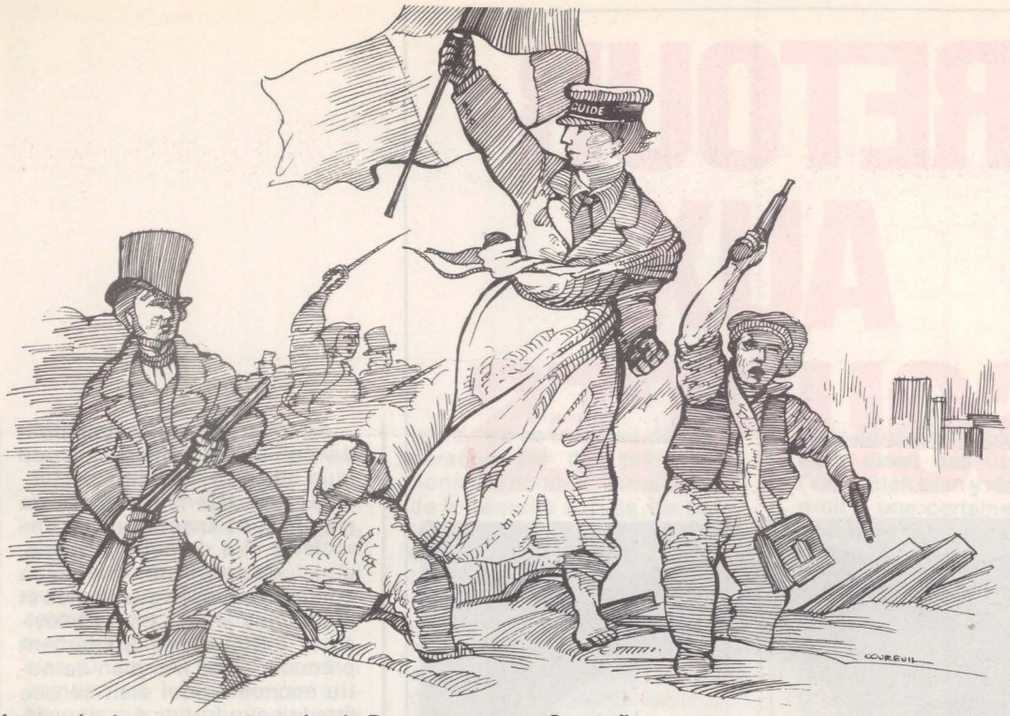
L'enjeu est également le maintien des syndicats que les éventuels industriels intéressés refusent de reconnaître pour d'éventuelles négociations. C'est surtout le droit des travailleurs à rester là où ils vivent. C'est la mobilité de la main-d'œuvre face à la mobilité du capital, le maintien d'un volant de chômage disponible à tout moment au gré des investisseurs. En effet, actuellement l'espoir pour les Lip de trouver un emploi hors de Palente est mince.

Depuis les licenciements collectifs, sur 867 salariés, 62 seulement ont retrouvé un travail. La situation de l'emploi est en effet très difficile en Franche-Comté. L'horlogerie, le textile, le bâtiment sont affectés par la crise et des réductions de personnel ont déjà été annoncées par Schlumberger (650 emplois actuellement), Rhône-Poulenc (2300 salariés) et Kelton (2 000).



Les délégués de Lip préparant l'opération « portes ouvertes », l'été dernier.

Le niveau de l'emploi en horlogerie baisse constamment. Sur les 12 000 travailleurs actuellement employés dans la branche, 6 000 risquent d'être au



Le musée du mouvement ouvrier de Besançon, vu par Coureuil.

graphiques, de citations. Dans un coin on a disposé des sièges et une table sur laquelle sont placés les principaux ouvrages de Fourier, Proudhon, Considérant, les brochures des théoriciens locaux des fruitières coopératives. Là le visiteur hâtif peut se transformer en lecteur studieux. Ce n'est pas une salle à traverser au pas de course, ce voudrait être un endroit où l'on se souvient, où l'on travaille.

Avec la création de cette salle des documents sont arrivés. Le musée de Dole a prêté un très beau, très simple tableau, « La saisie de Justice » : le laboureur, rentrant des champs, voit placarder sur sa modeste chaumière l'ordre de saisie parce qu'il ne peut payer ses dettes au bourgeois hypothéqueur. Des descendants du fouriériste Sauria, qui étaient venus voir le modeste hommage rendu à leur ancêtre, ont remis une correspondance d'une centaine de lettres, d'un intérêt historique extraordinaire concernant les relations, les conceptions des fouriéristes du vignoble et des bourgs jurassiens du Revermont.

Cette salle, si intéressante soit-elle, n'est qu'une pierre de l'édifice que Besançon est en train d'édifier à la gloire des grands socialistes. La revue municipale a entrepris la publication de toute une série d'articles sur le mouvement socialiste franc-comtois, Fourier, Considérant, l'école fouriériste comtoise, en attendant que vienne le tour de Proudhon, de ses amis et de son influence. Un professeur de géographie de la Faculté, Boichard, dans sa récente thèse sur l'élevage en Franche-Comté, brode une histoire des fruitières. Un jeune chercheur, Jean-Luc Mayaud révèle le dynamisme et le maintien des habitudes communautaires dans un mémoire volumineux sur les paysans dans le Doubs au XIXe siècle. Mais surtout, il y a plus de dix ans, la municipalité, grâce à la compétence et l'habileté du conservateur de la bibliothèque municipale, Mironneau, a réussi à acquérir tous les papiers personnels de Proudhon. C'est peut-être le plus bel hommage et le plus grand service que la ville de Fourier, de Proudhon puisse rendre à ces illustres enfants.

GASTON BORDET



Lip en 1973.

chômage avant 1980. En Suisse, la main-d'œuvre en horlogerie est passée de 85 000 en 1974 à 65 000 en 1976. Les prévisions sont de 45 000 dans deux ans.

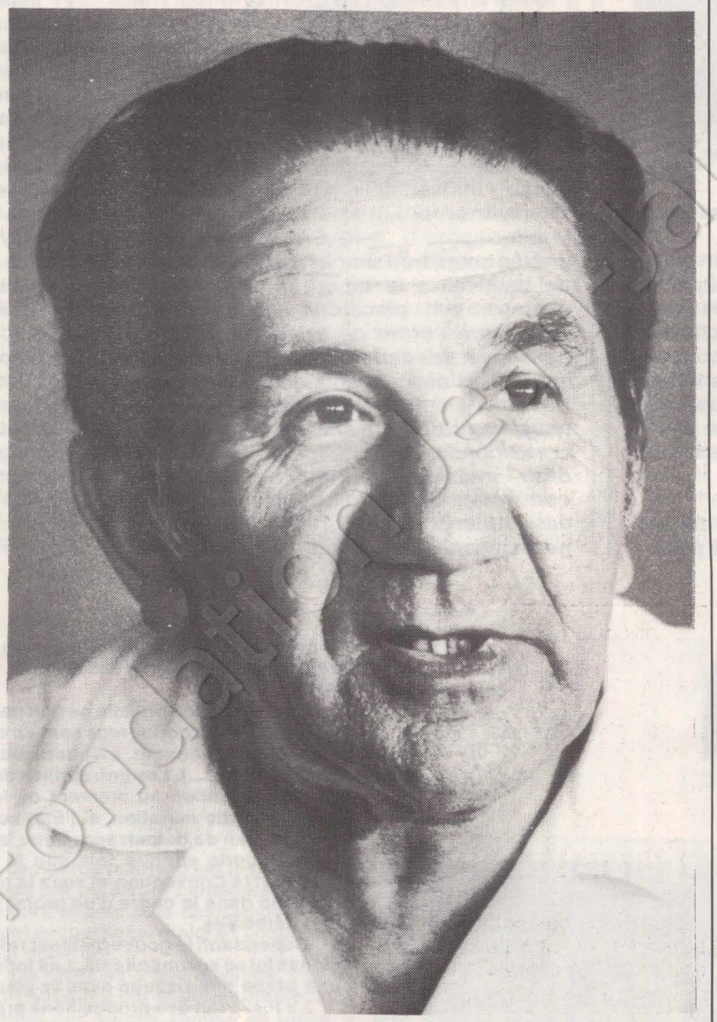
Cette situation difficile ne doit pas faire oublier que des solutions existent. Les techniques horlogères sont en effet utilisées dans de nombreuses industries (électroménager, électronique, mécanique fine, sécurité, régulation du chauffage, etc...). Les entreprises de la région et même Lip, qui avait amorcé sa diversification au moment où les actionnaires l'ont lâchée, pourraient entamer cette mutation, si l'Etat ou les collectivités locales les assistaient dans le plan de démarrage. Cette intervention extérieure a d'ailleurs eu lieu en horlogerie chaque fois que la concurrence étrangère était agressive (pendant la Convention et sous la monarchie de Juillet notamment). Elle est possible dans le cadre d'un projet précis, après des études d'industrialisation détaillées.

Cependant, le gouvernement refuse de faire le moindre effort avant qu'un industriel se soit manifesté. Les industriels, quant à eux, souhaitent partager une partie des risques avec le gouvernement. C'est l'impasse.

Le P.s. a fait des propositions précises. Il a organisé en juillet une journée de réflexion sur l'horlogerie. Il a ensuite participé à une commission d'enquête sur les actifs industriels. Il a demandé la nomination d'une mission de relance mandatée pour prendre tous contacts nécessaires avec quelques groupes industriels et financiers. Le P.s. préconise également un véritable plan électronique horloger adapté à la suppression d'emplois prévisible, orienté vers de nouveaux produits davantage que vers la modernisation de la montre traditionnelle dont les chances de survie sont faibles. Enfin, le P.s. demande aux organismes de la profession de remplir leur fonction d'assistance financière, commerciale et technique face à la crise. André Boulloche a demandé, lors du débat budgétaire, que la taxe parafiscale alimentant les organismes professionnels soit utilisée à une relance. Le secrétaire d'Etat au Budget n'a pas donné suite à cette demande, qui avait cependant obtenu son accord.

Malgré le blocage actuel, les travailleurs de Lip ont créé de nouvelles activités artisanales pour manifester leur volonté de travailler, de forcer une solution. Ces activités sont encore très limitées mais elles pourraient être liées à d'autres opérations (formation, transfert technologique vers les pays en voie de développement). Elles expriment une conviction profonde : le chômage ne peut être « soigné » par les seules indemnités, mais aussi par la recherche de nouvelles sources de revenu. Les travailleurs de Lip ont développé des recherches médicales, des travaux d'édition, des fabrications de lustres, de coussins, de différentes pièces pour l'automobile. Ces efforts montrent que Lip renaîtra sous une forme différente grâce à la détermination de ceux qui, depuis des années, se sont battus pour que l'entreprise soit maintenue.

RETOUR AUX SOURCES



PAR LE VICE-AMIRAL ANTOINE SANGUINETTI

On peut légitimement se demander — on me l'a du reste demandé — comment un gaulliste a pu en venir à se déclarer partisan convaincu de l'union de la gauche. On peut se demander, peut-être plus encore, par quel processus un militaire de carrière, parfaitement préservé par là même, jusqu'à présent, des jeux de la politique, a pu en venir à prendre position sur la place publique.

La dégradation de nos armées

En ce qui concerne le militaire, le moteur de mon évolution a d'abord été, évidemment, la dégradation de nos armées dans les dernières années où j'ai pu la suivre de près, aux postes élevés que j'occupais dans la hiérarchie. Ce fut la certitude acquise au fil des mois, devant la réaction gouvernementale vis-à-vis de nos problèmes, que le Pouvoir entendait, pour des raisons qui lui sont propres, ne rien faire pour changer l'état de choses : c'est-à-dire qu'il donnait à ses objectifs politiques inavoués, la priorité sur le moral, l'efficacité et l'équilibre d'un appareil de défense qui est pourtant l'un des garants essentiels d'une souveraineté nationale battue en brèche, il est vrai, dans de nombreux domaines.

Pour nous militaires, qui avons des responsabilités parce que nous sommes comptables devant la nation, en fait et en droit, de sa défense au-delà des défaillances éventuelles, toujours possibles, de l'Etat — c'est le fondement même du gaullisme historique — nous devions donc nous poser des questions. Nous avions le devoir d'avertir publiquement, sous peine de complicité, que certaines options peuvent porter atteinte à l'avenir de notre peuple, et qu'une fois de plus nous nous écartons de la ligne de conduite d'indépendance et de dignité qui fut la nôtre un temps.

Mais la constatation de l'impossibilité pour tout militaire, dans le système actuel, de franchir les barrages et de modifier les choses de l'intérieur, conduit tout naturellement à d'autres conclusions : parce que les ministres n'en ont pas le temps, que le personnel irresponsable qui les entoure poursuit d'autres buts, et que les hauts fonctionnaires civils de l'administration affichent un souverain mépris des opinions des autres, il n'est pas d'autre moyen pour faire prendre en considération une solution de bon sens dictée par des connaissances particulières, que de porter démocratiquement le combat sur le plan politique, le seul qui les atteigne parce qu'il est le seul qui puisse leur faire endosser leurs responsabilités, au sens propre du terme.

Or cette impression de devoir réagir, ne pouvait que se renforcer au spectacle parallèle de la dégradation nationale dans tous les domaines.

Au plan de notre indépendance, qui s'étend beaucoup plus loin que les seuls problèmes de défense armée, la mainmise étrangère sur certains secteurs clés de notre industrie, et la « westernisation » de la culture dispensée aux jeunes et aux moins jeunes par la télévision d'Etat sont également préoccupantes. Au plan de notre économie, qui était censée être le point fort de nos gouvernants, le laxisme institutionnalisé, les échecs successifs des nombreux plans miracles destinés à assainir la situation année après année, l'inflation persistante, le taux de chômage, la spéculation nationale et internationale, la fuite des capitaux, la fonte de la monnaie se passent de commentaires. Au plan de notre rayonnement et de l'idée que nous nous faisions de ce pays, la détérioration de nos relations avec le tiers monde, mise en évidence à Colombo, incite à réfléchir, tandis que notre dignité se ressent des commentaires suscités chez nos alliés par la récente affaire Abou Daoud, comme du reste par toutes les affaires louches qui se multiplient dans les coulisses du Pouvoir.

La dégradation de la nation

Au plan de la cohésion nationale, l'évasion fiscale organisée, l'incivisme des classes possédantes, la disparité excessive des revenus, les fortunes scandaleuses qui avoisinent trop de misères, illustrent les défauts majeurs de notre société, et les injustices s'accumulent si bien que le fossé se creuse, plus que jamais, entre les classes sociales. Au plan politique, enfin, l'instabilité des ministres s'est substituée à celle des ministères, la décrispation prend figure d'incantation rituelle et périodique, les désaccords se figent dangereusement, les passions s'exacerbent entre les partis de la majorité, sous l'effet des convoitises et des ambitions au point que l'Etat semble mis à l'encan.

En bref, tout prouve qu'il est

urgent, pour l'avenir de ce pays, de renverser la barre et de chercher hardiment, hors de toute exclusive et de tout slogan, de nouvelles solutions à nos problèmes.

La technique du combat, quel qu'il soit, consiste à aller à l'essentiel, hors des ambiguités et tergiversations toujours nuisibles. Or soyons nets, l'essentiel aujourd'hui, le seul moyen efficace de s'écarter de la ligne de conduite qui vient de faire ses tristes preuves et de mener enfin un changement qui ne soit pas de la poudre aux yeux, c'est de changer l'équipe dirigeante et de faire appel à l'opposition. C'est le droit de notre peuple, qui s'appelle l'alternance, et c'est à lui seul de juger si c'est « bon pour la France ». Là réside la liberté première des Français, leur droit démocratique de disposer de leur destin, même si certains semblent l'oublier.

Bien sûr, dans l'opposition se trouve le Parti communiste, et entrer dans l'opposition comporte de nouer une alliance avec lui. Or une alliance avec le Parti communiste pose des problèmes, du moins le prétend-on depuis soixante ans pour le plus grand succès des forces conservatrices. Et puis, ajoute-t-on en jouant de la corde sentimentale, vous ne pouvez pas rejoindre, vous gaulliste, ces hommes de gauche qui ont toujours combattu le Général !

Quand on nous dit que la gauche a toujours combattu de Gaulle, on a la mémoire singulièrement courte ; je parlerais plutôt pour ma part d'un retour aux sources et même de retrouvailles. Car les résistants à l'Occupation, ceux qui furent les gaullistes authentiques du temps où il y avait plus de coups à glaner que de prébendes, avant que le gaullisme devienne politique, puis alimentaire, vinrent dans leur écrasante majorité de la gauche populaire. Le gaullisme fut dès le début un combat et un espoir pour l'indépendance contre l'asservissement, pour l'humanisme contre les idéologies totalitaires, pour la justice contre l'exploitation.

Il faut se souvenir du reste que le programme du Conseil national de la résistance, le C.n.r., fut un programme de gauche, un programme commun avant la lettre, qui se traduisit dès la Libération par des nationalisations en nombre, l'instauration de la Sécurité sociale, les comités d'entreprise, et j'en passe. Ce n'est que plus tard que fut bloquée l'évolution, sous l'effet des intérêts occultes. Et le programme commun tant décrié n'est en somme que la reprise, après trente ans, des aspirations déçues de la Résistance.

Je déplore donc, comme beaucoup de gaullistes, le malentendu qui s'est creusé après coup entre la gauche et le Général, et l'a laissé aux mains d'un entourage intéressé, truffé de ralliements tardifs. Mais je me souviens aussi, si certains préfèrent l'oublier, du dénouement. La gauche l'a combattu, certes, à visage découvert. Mais l'on trouve aujourd'hui, dans la « majorité » qui nous gouverne, tous ceux qui l'ont trahi, tous les bûcherons qui ont scié le chêne jusqu'à l'abattre. Et ce n'est certes pas mieux, c'est le moins que l'on puisse dire.

Beaucoup plus que les hommes, au demeurant, importent les idées.

La pérennité de l'esprit d'abandon

Je ne suis pas communiste et personne ne m'a jamais soupçonné de l'être, mais j'ai de l'estime pour les communistes car ils se battent pour leurs idées, sans esprit de lucre ni de renoncement. Quant à leur sens national, j'ai souvenir qu'ils ont lutté contre l'occupant au point de mériter le surnom de « parti des fusillés », durement et jusqu'au bout ; alors que certains milieux qui sont aujourd'hui proches du Pouvoir et prétendent mettre en doute leurs motivations, ont pactisé jusqu'au bout, pour leur part, avec les adversaires.

Je suis frappé à ce propos de l'actuel retour en surface de thèmes favoris de l'intense propagande qui matraquait jour et nuit les Français sous Vichy, à croire du reste que certains de nos dirigeants actuels ont été plus sensibles qu'il n'aurait été souhaitable aux slogans ingurgités dans leur adolescence. On nous disait que l'occupant, si l'on voulait bien y réfléchir, avait droit à une certaine reconnaissance de notre part : car l'Allemand se battait, pour notre compte à tous, contre les Russes, et si par malheur il était battu, nous aurions le communisme. On nous disait aussi que la France n'était plus une grande nation, qu'elle n'était plus qu'une nation moyenne, et qu'il fallait en prendre son parti. Il fallait donc aider à bâtir, sous la coupe de notre puissant voisin, un ordre nouveau européen dont les avantages valaient bien, à l'évidence, d'aliéner une partie de notre souveraineté : comme si la grandeur des peuples se mesurait à la force ou la richesse.

Nous nous sommes quand même laissés aller à nous battre, à l'époque, aux côtés des communistes et des quelques autres fractions du peuple français qui participaient à ce combat. Sans plus réfléchir nous avons contribué, dans la mesure de nos moyens, à la défaite de l'occupant. Nous avons même eu des ministres communistes, aux armées en particulier, dans le gouvernement de Gaulle de la Libération, et nous n'avons perdu ni notre âme ni notre pays. Et l'Histoire nous a déjà donné raison, n'en déplaise à ceux qui, aujourd'hui, reprennent sans vergogne leurs vieilles antiennes.

Car si certains termes ont changé suivant la mode, la chanson reste la même : le danger est devenu celui d'un « collectivisme » que je n'ai pourtant trouvé dans aucun programme de gouvernement. Le nom du pays protecteur a changé, mais les bons apôtres sont toujours là pour nous prêcher les abandons et s'irriter des résistances. La subversion reste réelle, même si ce n'est pas toujours celle qu'on nous désigne.

L'héritage de la Révolution

Quand, de plus, nous voyons chez des voisins les totalitarismes dont nous avons déjà souffert retrouver leur arrogance, et tenir librement des réunions commémoratives avec la participation d'anciens SS français, quand chez nous-mêmes des collaborateurs impétinents, à la télévision ou dans la presse, relèvent la tête et tentent de justifier une période noire de notre Histoire sans que personne ne les rappelle à la décence, les gaullistes doivent s'interroger, c'est le moins que l'on puisse dire.

On m'a trop souvent menti dans ma vie, on m'a trop escroqué moralement pour que j'accepte encore de me laisser intoxiquer par des slogans tendancieux et des affirmations arbitraires. Alors aujourd'hui, si je ne partage évidemment pas toutes les options de chacun des partis de l'opposition, je retrouve dans leurs aspirations communes l'essentiel de ce qui fut le fond du gaullisme authentique : l'indépendance, c'est-à-dire la faculté pour notre gouvernement et notre peuple de choisir librement ses options, politiques, économiques ou culturelles, hors des diktats, des contraintes, des chantages ou de la concussion ; une certaine idée de l'homme, qui exige la protection des citoyens contre la dictature technocratique et administrative, en particulier par l'établissement de la démocratie locale ; et la justice sociale, qui ne peut se résumer à l'aumône d'un minimum vital, mais comporte d'abord la lutte contre les inégalités scandaleuses, et le refus de l'écrasement de certaines classes ou minorités, privées par le système des moyens de se défendre.

Nous avons entendu, le 12 octobre dernier, le président de la République expliquer aux téléspectateurs européens, de l'Est et de l'Ouest, que nous avions fait la Révolution française pour la liberté et que nous n'entendions plus la perdre. Certes, on ne peut mieux dire et nous saurons effectivement la défendre, d'où que vienne la menace éventuelle. Mais il aurait fallu préciser également que cette précieuse liberté fut justement conquise, avec quelles difficultés, contre une classe de privilégiés qui s'est perpétuée dans ce pays, et que la Révolution, nous l'avions faite aussi pour une égalité et une fraternité que nous attendons toujours. Et cela, il faut bien convenir qu'il n'y a plus que la gauche qui s'en souvienne.

Spéculation foncière

TOUJOURS LE REGNE DES COPAINS ET DES COQUINS

« Ne regrettez pas le 16e, devenu inaccessible, puisqu'il y a mieux à Parly 2 pour beaucoup moins cher ». Par publicité interposée les professionnels de l'immobilier reconnaissent les faits : les prix ont atteint un niveau plus que dissuasif sur le marché de l'immobilier parisien. Et pas seulement dans le 16e arrondissement. En deux ans, les prix moyens ont augmenté de 56,4 %. Une progression quasi géométrique, puisque l'augmentation n'était « que » de 25 % entre 1972 et 1974... En janvier 1977, selon les chiffres de la Fédération nationale des agents immobiliers (Fnaim), le prix moyen à Paris s'établit à la bagatelle de 6 650 F le m2 pour un appartement neuf...

Une moyenne qui ne rend pas compte d'écarts sensibles entre des quartiers plus ou moins « cotés ». Avenue Foch, le plafond des 20 000 F le mètre carré est crevé. On croit rêver : un mètre carré pour le prix d'une voiture neuve ! L'avenue « pavée d'or » est suivie de près par les Champs-Elysée, l'avenue Montaigne, l'île Saint-Louis. La proximité d'espaces verts se paie presque aussi cher que le prestige : rue Guynemer, boulevard Saint-Michel, la vue sur le jardin du Luxembourg se monnaie à prix d'or. Même chose aux alentours du parc Monceau, du bois de Vincennes ou des Buttes-Chaumont. Mais le jeu de Monopoly est à revoir : les quartiers « populaires » ne sont pas davantage épargnés par la flambée spéculative. Dans le 11e, le 10e, le 18e, le 19e, le 20e, la fourchette des prix s'élargit : si l'on trouve encore dans le fin fond de ces quartiers quelques programmes à 4 000 F le mètre carré, les opérations à plus de 7 000 F se multiplient. Le 11e, en particulier, connaît l'un des rythmes de rénovation les plus rapides. « Ce quartier encore abordable — prix moyen : 5.300 F le m2 — devrait intéresser les investisseurs », conseille un grand quotidien économique.

Qui est responsable ? « Nous n'y sommes pour rien, affirment les promoteurs, c'est le coût de la construction qui augmente... et puis on fait des logements de meilleure qualité. » Les salaires des ouvriers du bâtiment, élément du coût de la construction, seraient-ils à l'origine de la hausse ? Dommage pour les promoteurs — et pour les ouvriers... — mais l'argument est bidon. Une étude-conjoncture de l'Insee le démontre. Dans la région Provence-Côte d'Azur, les salaires des ouvriers du bâtiment sont inférieurs de 33 % à ceux de la région parisienne. Pourtant, le coût de la construction dans cette zone n'est inférieur que de 6,6 % au coût parisien. Question : où est passée la différence ? D'autant qu'en province la hausse des prix a été aussi très forte : 44 % de 1974 à 1976.

Sans rapport avec l'évolution des salaires, les prix de l'immobilier s'expliquent-ils par une amélioration de la qualité des immeubles ? « Il n'y a guère de différence entre la carcasse en béton d'une H.l.m. et celle d'un immeuble de luxe », affirme Alain Prijent, responsable de la section copropriété de la Confédération nationale du logement. Les normes de qualité, sont, en effet, très insuffisantes et ce sont des gadgets qui donnent l'illusion du luxe : vaste hall d'entrée, quelques millimètres de « pierre de taille » plaqués sur les façades, interphone...

Un ancien préfet

En réalité, l'élément clef du coût de la construction, c'est la charge foncière. C'est-à-dire le prix du terrain nu à bâtir. A Paris, cela atteint effectivement un niveau énorme : 30 à 60 % du coût total de la construction. Mais la rareté des terrains n'est pas seule en cause. La spéculation foncière, opérée à grande échelle par les banques, les sociétés d'assurances et les grandes sociétés d'investissement immobilier, y est pour beaucoup. Le mécanisme est bien rodé : on achète à bas prix un terrain où il est en principe interdit de construire. Puis on obtient une dérogation au plan d'occupation des sols et on revend le même terrain dix fois plus cher.

Les excellentes relations qu'entretiennent les grands investisseurs (banques, etc.) et la majorité de droite au Conseil de Paris facilitent grandement ces tours de passe-passe. Exemple : l'affaire du canal Saint-Martin. Avant même le vote du Pos du canal par le Conseil de

PROPOSITIONS SOCIALISTES POUR PARIS

Les socialistes de Paris proposent (1) :

1) Des mesures d'urgence :

— la réquisition des 88 000 logements vacants ;

— la concession à l'O.p.h.l.m. du domaine privé de la Ville ;

— le blocage des loyers et des charges jusqu'à la mise au point d'un barème municipal des loyers indexé ;

— le rachat par la municipalité des immeubles vétustes que leurs propriétaires refusent de restaurer, par l'usage de son droit de préemption : elle contrôlera la hausse des loyers des immeubles restaurés ;

— la garantie du maintien dans les lieux ou du relogement comparable en soumettant la délivrance des permis de construire à une enquête préalable sur les conditions futures de relogement des habitants ;

— la création d'un « service municipal du logement » à gestion tripartite (Conseil de Paris, locataires, propriétaires) qui gérera offres et demandes de logements, le fichier des mal-logés et contrôlera les achats des agences immobilières et des gérants d'immeubles.

2) Un plan pour Paris :

— développement des zones d'aménagement différé ;

— affectation des nouvelles ressources créées par la « loi foncière » pour le logement social.

— un Pos démocratique comportant des réserves foncières pour le logement et les équipements sociaux ;

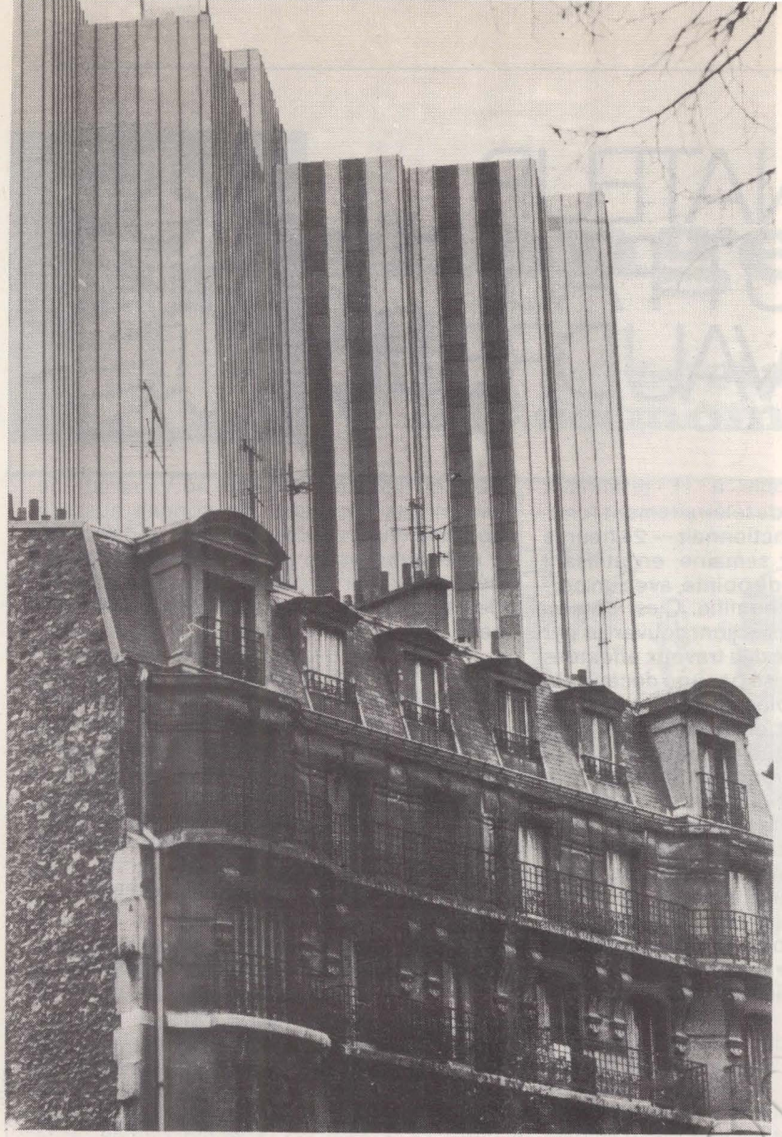
— l'Office public H.l.m. de la Ville aura à sa disposition tous les terrains constructibles appartenant à la collectivité ou à des entreprises nationales ;

— une taxe spéciale proportionnelle au prix de vente serait prélevée sur toute construction neuve privée au bénéfice de l'O.p.h.l.m. ;

— la suppression des sociétés d'économie mixte placées sous le contrôle effectif des banques.

(1) « Un plan socialiste pour Paris : prenons notre ville en main ». Disponible à la Fédération de Paris du P.s.







Paris, l'Ocefi, filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, avait obtenu un permis de construire portant sur 15 000 m2 rue du Terrage, rue Robert-Blache et quai de Valmy comportant 445 logements de luxe et 1 000 m2 de bureaux. Sur la demande du préfet, 5 000 m2 ont été cédés à l'Ocefi par la Ville de Paris. Or cette « cession » impose l'expulsion d'une trentaine de familles qui seront « relogés » dans la Zac de la Grange-aux-Belles (1). Opération réalisée par la Saci — encore une filiale de Paribas. Qui dirige la Saci ? Un ancien préfet. Bizarre, bizarre... Et comment expliquer que le projet de l'Ocefi se soit inscrit très exactement dans le plan d'occupation des sols au moment même où celui-ci est officiellement connu ? Dans l'immobilier parisien, le temps des « copains et des coquins » est encore loin d'être révolu... Avec toutes les conséquences que cela comporte. D'abord, la dépopulation : depuis 1962, Paris a perdu 500 000 habitants, l'équivalent de la population de Lyon. Le recensement de 1975 fait apparaître l'hémorragie : tous les arrondissements se sont dépeuplés — sauf un, le 13e.

Ensuite, la ségrégation sociale. La sélection par l'argent vide Paris de ses couches populaires. Entre 1962 et 1968 une famille ouvrière sur quatre est partie et, selon l'Insee, le nombre d'ouvriers aurait encore chuté de 20 % depuis 1968. Les commerçants et artisans sont passés de 154 000 à 94 000 (-39 %). Les jeunes ménages avec enfant sont aussi exclus de la ville : il y a deux fois moins d'enfants à Paris que dans les autres villes...

Les banques peuvent attendre

En fait, habiter Paris devient un véritable luxe. L'accession à la propriété y est de plus en plus limitée à une élite financière. Même des cadres supérieurs aux salaires élevés sont contraints de quitter Paris s'ils veulent acheter leur logement. Pour acheter un 4-pièces neuf de 86 m2 rue Curial dans le 19e, un ménage avec trois enfants doit disposer d'un revenu minimum de 12 000 F par mois : compte tenu d'un apport personnel de 80 000 F, les mensualités à rembourser seraient de 3 175 F pendant 20 ans... De quoi décourager bien des candidats à la propriété. Trop chers, les appartements se vendent très mal. La dernière enquête trimestrielle de l'Insee a fait apparaître le marasme au grand jour. Le stock des logements invendus augmente : le délai d'écoulement de ce stock est passé de 15 à 24 mois. Et Paris détient le triste record des logements vacants : 88 000, soit une augmentation de 114 % depuis 1968. Chiffre à rapprocher de celui des familles mal logées : 55 000 inscrites au fichier central... Et, au mépris des mécanismes économiques libéraux, les prix ne baissent pas : la loi de l'offre et de la demande est battue en brèche. « Ils ne baisseront pas », affirme Michel Fagot, le « Monsieur Conjoncture » de la Fnaim, qui prévoit au contraire une augmentation de 15 % en 1977.

« Baisser les prix pour écouler les stocks, vous n'y pensez pas ! répond un banquier. Cela risquerait de compromettre la confiance des investisseurs français dans le placement-pierre... » D'ailleurs, les banques qui sont derrière les principales entreprises de promotion immobilière ont les reins solides : elles peuvent attendre... Au taux actuel de rentabilité des opérations, il semblerait que le dixième des appartements puisse rester invendu plusieurs années. L'aide à la personne et la réforme du financement récemment votée par l'Assemblée nationale suffiront-elles à assurer un réel droit au logement ? « Le gouvernement orchestre une campagne parfaitement démagogique à la veille des échéances électorales, assure Prijent. Il est honteux de prétendre pouvoir faire accéder à la propriété des familles gagnant moins de 4 500 F par mois ».

Alors, tant pis pour la majorité des candidats à la propriété. Ceux qui ne désirent acheter ni pour placer leur argent ni pour en gagner, mais seulement pour satisfaire un besoin élémentaire : se loger...

MARIE-JOSE BERNARDOT

(1) Un comité de défense animé par les locataires et les militants du P.s. du 10e arrondissement mène actuellement une action pour obtenir le relogement des familles sur place dans le cadre du programme de l'Ocefi.

Grève

L'ORDINATEUR NE VEUT PAS ALLER AU VAUDREUIL

Depuis un mois, le principal ordinateur du ministère de l'Equipement ne fonctionne plus. Depuis le 3 janvier, à 14 h exactement, heure où les 21 employés du Setra, chargés du fonctionnement de l'ordinateur, se sont mis en grève.

Car le Setra, c'est-à-dire le Service d'études techniques des routes et autoroutes, va être démantelé ; un tiers des 650 personnes qui y travaillent vont quitter les locaux de Bagneux, abandonnant les bords de la nationale 20 pour une ville nouvelle de l'Eure, Le Vaudreuil, ou pour d'autres destinations encore inconnues. C'est le comité interministériel de l'Aménagement du territoire qui a pris cette décision, le 23 décembre dernier : la division Informatique du Setra (180 personnes) sera transférée au Vaudreuil, en 1979-80, et 60 autres postes seront mutés dans des services techniques régionaux. Aucune consultation du personnel ni des organisations syndicales n'a eu lieu. Aucune explication n'a été donnée.

Pourtant le Setra, créé en 1968 à partir du regroupement de 4 services relevant de la direction des routes, fonctionne bien. Mieux que bien même, puisqu'on lit dans un rapport établi par le bureau d'études Mac Kinsey, à la demande de la Direction des routes et de la circulation routière : « Le Setra est maintenant bien établi et joue un rôle considérable dans la concertation et la gestion des programmes routiers... Il semble que l'on puisse faire un constat brillant sur le rôle et l'organisation du Setra. » En d'autres termes, cet organisme remplit parfaitement ses missions initiales : proposer la doctrine et la réglementation technique en matière de tracés, terrassements, construction de chaussées et d'ouvrages d'art, entretien des routes et autoroutes ; établir directement des projets de routes et d'autoroutes ; participer à l'élaboration du plan directeur du réseau routier et autoroutier ; effectuer des études générales portant par exemple sur des programmes de travaux, etc.

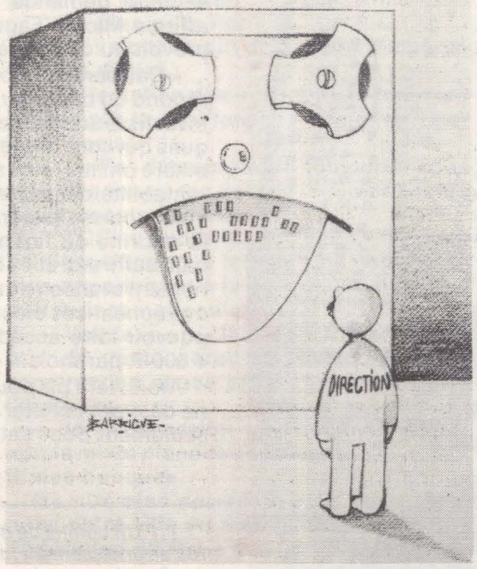
Aller chômer au Vaudreuil

Dans ces tâches, la division Informatique, créée en août 1969, joue un grand rôle : service central d'informatique du ministère de l'Equipement, c'est aussi la plus grosse division du Setra. Elle est, suivant la définition officielle, « à la disposition des directeurs et des chefs de service de l'administration centrale pour tous travaux d'analyses, de programmation et d'exploitation, ainsi que pour toutes consultations d'experts dans le domaine de l'informatique. Elle peut en outre, à la mesure de ses moyens, apporter des concours de même nature à des services extérieurs de l'Equipement... ainsi qu'à d'autres administrations, établissements publics ou privés, en relation avec le ministère ».

Son ordinateur, relié à 17 terminaux lourds et 40 consoles de télétraitement fonctionne — ou plutôt fonctionnait — 24 heures sur 24 et 5 jours par semaine, en utilisant toutes les techniques de pointe, avec un personnel extrêmement qualifié. C'est ce service — dont les dépenses sont couvertes par les recettes provenant des travaux effectués — qui est le premier visé par une décentralisation dont les véritables raisons demeurent bien mystérieuses. Et dont les conséquences ne peuvent être que néfastes.

Les risques sont grands en effet pour le personnel et, en particulier, pour les non-titulaires (80 % des effectifs du Setra). Chômage à Paris pour ceux qui ne pourront pas suivre le mouvement. Chômage au Vaudreuil pour les conjoints de ceux qui seront déplacés : le Vaudreuil, ville nouvelle, n'offre pas un seul emploi. « Les chômeurs n'y trouveront pas de travail, il n'existe pas d'emplois féminins, rien ne sera disponible avant des années », rappelait la semaine passée Jean-Paul Bachy, délégué national à l'emploi du P.S., venu soutenir les grévistes. Autre risque, et non le moindre : la perte vraisemblable d'un statut comportant une grille de salaires relativement intéressante. « On sait bien, disent les syndicalistes, que l'arrêt des embauches et les éparpillements de personnel facilitent les attaques de l'administration contre les règlements particuliers. »

Mais jusqu'à présent, l'administration refuse d'examiner les conséquences de cet exil pour le personnel. Mieux : un rapport à ce sujet est en préparation au ministère, mais il est loin d'être terminé... et on n'a pas attendu ses conclusions pour prendre la décision ! Pour l'instant, on sait seulement que ceux qui refuseront d'aller au Vaudreuil ne seront pas reclassés. On connaît aussi le contenu d'un rapport confidentiel demandé à une commission sur « les mesures destinées à faciliter le départ et la réinstallation des agents des administrations décentralisées. »



Une phrase, entre autres, mérite d'être citée intégralement, tant elle en dit long sur les méthodes de l'administration : « Le départ de 20 à 30 % des agents constitue un succès satisfaisant. Ces chiffres ne peuvent être obtenus qu'au prix d'incitations ou d'obligations faites aux agents en cause ». Et c'est sans doute pour éviter tout remous que le ministère de l'Equipement a « omis » de consulter le personnel sur son transfert.

Naissance d'un G.s.e.

Mauvais calcul. Depuis un an, des rumeurs de décentralisation couraient au Setra et les employés se mobilisaient. Mis au pied du mur à la suite de rassemblements devant son bureau ou dans le hall de l'établissement, le directeur du personnel reçoit la C.g.t. et la C.f.d.t. le 10 juin. Il accorde des augmentations de salaires, mais annonce les transferts prévus. Une grève, quinze jours plus tard, montre que les employés du Setra se battront pour rester à Bagneux. Plusieurs réunions du comité de décentralisation ont lieu les mois suivants, les informations les plus contradictoires circulent. Au gré des diverses actions menées, les employés du Setra définissent la lutte qu'ils mèneront si le ministère maintient sa position. Il la maintient et le fait savoir officiellement le 23 décembre. A ce moment, la riposte est prête. Un groupe socialiste d'entreprise, fonctionnant aujourd'hui avec 15 personnes, s'est formé.

Les travailleurs décident la grève. Une grève originale et efficace, qui permet de « tenir » longtemps. Autant qu'il le faudra. Seul le personnel du centre de calcul est en grève, il bloque l'ordinateur, gardé jour et nuit par grévistes et non-grévistes. Ce noyau « dur » représente, en quelque sorte, tout le personnel qui se réunit deux fois par semaine au moins en assemblée générale. Pour décider de la poursuite de l'action. Et de son financement : régulièrement, l'assemblée générale vote la collecte d'une journée de salaire, reversée à ceux qui ont arrêté le travail. Ainsi la dernière collecte, décidée le 18 janvier, a permis de réunir en une semaine la somme de 5 millions d'anciens francs. 430 personnes ont, chacune, versé leur salaire d'une journée dans la caisse commune. Pour la paie des grévistes. C'était la seconde fois depuis le 3 janvier. Ce n'est certainement pas la dernière...

MICHELE KESPI-BACKMANN

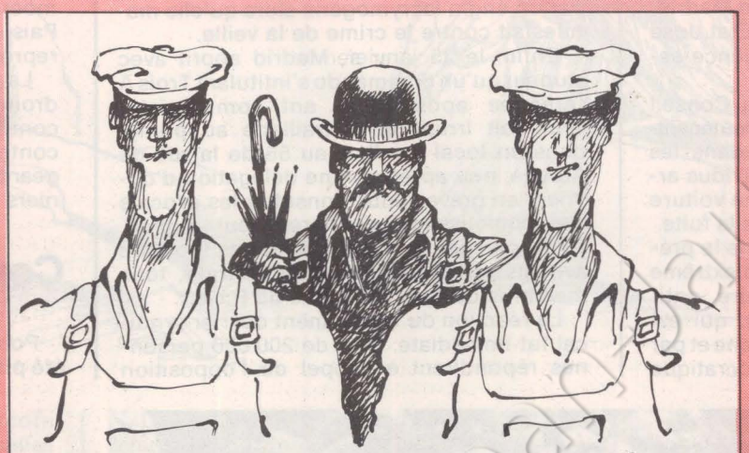
changer la vie sociale et économique

SOLAR : MYOPIE PATRONALE

Depuis le 13 janvier, 80 des 250 travailleurs de chez Solar, à Annecy, sont en grève illimitée. Ce qu'ils veulent : une augmentation de salaire (dans cet établissement, on gagne 1 582 F pour 40 heures et 12 ans d'ancienneté), un treizième mois et une amélioration des conditions de travail. Chez ce petit fabricant de lunettes, la majorité du personnel productif est composé d'O.s., et les salaires pratiqués sont les plus bas de la région d'Annecy. Un patronat particulièrement rétrograde aussi, qui, dès le premier jour de la grève a distribué aux employés un tract contre les grévistes, où on lit : « La loi sera appliquée et les éléments perturbateurs venus bloquer l'entrée seront poursuivis. Solar est assez grand pour régler ses problèmes sans les commandos extérieurs... » Du libre exercice du droit syndical.

DISQUALIFIÉ

Au début de novembre, six ouvriers du Livre étaient accusés d'avoir attaqué une camionnette du « Parisien libéré », dont 5 000 exemplaires avaient été détruits. Philippe Coujard, juge d'instruction au tribunal d'Evry et membre du Syndicat de la magistrature, fut chargé du dossier, le 10 novembre, par le procureur qui avait déjà préalablement qualifié l'affaire de « vols et dégradation volontaire de véhicule ». Le jour même, le juge Coujard contredisait son procureur en disqualifiant les faits avant néanmoins d'inculper les six ouvriers. Le procureur fit aussitôt appel. La Chambre d'accusation lui a donné raison le 25 janvier en annulant l'ordonnance de Coujard et en le dessaisissant du dossier : elle lui reproche d'avoir déterminé sa conviction à partir d'éléments étrangers à celui-ci. Mais que le juge Pinsseau, auteur du non-lieu dans l'affaire des micros du « Canard enchaîné », se rassure ! Qui douterait que sa conviction n'ait été inspirée que par le seul contenu du dossier ?



Flicage antisyndical, vu par Pym.

LA LUTTE D'ACTIME

Depuis la fin du mois de novembre, les usines de la société Actime Industrie à Dreux et Vernouillet (Eure-et-Loir) sont occupées par leurs 480 salariés.

Ce mouvement des travailleurs n'a pas constitué une surprise : depuis trois ans, cette société, qui possède une autre usine à Saint-Malo et fabrique des pièces électroniques de haute précision (aéronautique, astronautique et nucléaire) connaît de graves difficultés. Erreurs de gestion sur erreurs de gestion, commentent la C.g.t. et la G.g.c. Déjà en 1972, Actime Industrie se portait si mal que l'Etat avait été amené à prendre une participation de 20 %. Aucune amélioration ne devait en découler. En 1974, parce que les banques ne veulent plus couvrir un déficit d'un milliard de francs, une nouvelle société entre en lice, la G.i.i., et reprend la direction générale de Actime. Sans plus de succès : l'inflation de l'encadrement fait alors rage. A Dreux et Vernouillet, on ne compte pas moins de 17 directeurs.

Le déficit, lui, passe rapidement à près de 3 milliards. Malgré les divers rapports adressés aux pouvoirs publics et les expertises de comptes demandées par la C.g.t., rien n'est fait pour sauver cette entreprise. Le 9 décembre, alors que les usines sont déjà occupées, Actime Industrie dépose son bilan.

Depuis, sollicité par les travailleurs, les syndicats et le député P.s. d'Eure-et-Loir, Maurice Legendre, le ministre de l'Industrie, Michel d'Ornano, a proposé un acheteur. En effet, la société de Construction métallique de Provence (Arles) était d'accord à condition de fermer l'usine de Saint-Malo et de ne rengager qu'une faible partie des travailleurs avec des salaires inférieurs de 13 à 20 %.

En bloc, les ouvriers ont refusé. Un nouvel acheteur s'est fait connaître, depuis. En attendant une solution, le 23 décembre les salariés de Actime se sont rappelés aux bons souvenirs des pouvoirs publics en venant participer, par surprise, au conseil municipal de Dreux.

Des ouvriers ! Certains conseillers de cette municipalité centriste de droite en sont encore tout émus.

54 % A VIVRE « MOINS BIEN »

39 % des Français considèrent qu'ils vivent dans la pauvreté : c'est ce que révèle un sondage réalisé par l'Ifop à la demande de « l'Humanité ». La pauvreté était définie ainsi dans le questionnaire : ne pas disposer « du strict nécessaire pour pouvoir à la fois se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner, donner un bon métier à ses enfants. » Guère plus de la moitié des Français (55 %) estiment en avoir les moyens. Mais 54 % des travailleurs pensent qu'ils vivent moins bien qu'il y a cinq ans. Et 75 % ne sont plutôt pas d'accord — voire pas d'accord du tout — avec l'affirmation selon laquelle le gouvernement s'occupe en priorité des plus défavorisés.

LOCK-OUT ET ENFANTS A LA RUE

Les 106 employés du Foyer départemental de l'enfance, à Brétigny, se battent pour la réouverture de ce centre. C'est le 3 janvier que la préfecture de l'Essonne et la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale avaient décidé de fermer le foyer, mettant ainsi à la rue les enfants qui s'y trouvaient et lockoutant le personnel. Les salariés ignorent toujours s'ils seront payés, et s'ils pourront garder leur emploi. Ils ont d'ailleurs appris qu'un projet de restructuration, à l'étude à la préfecture, prévoyait 22 licenciements. Il faut dire que, en septembre, une grève avait eu lieu au foyer pour dénoncer des fautes de gestion. Après ce mouvement, un protocole d'accord avait été signé, dont les engagements ont été, au fil des jours, bafoués (blocage des titularisations promises, refus de payer les primes légales, salaires en dessous du Smic...). Avant d'en arriver à la fermeture. Et à la répression : le 14 janvier, une délégation des travailleurs se rendait à la Direction de l'action sanitaire et sociale pour demander des négociations sur la réouverture du foyer. C'est à coups de matraque qu'ils ont été chassés par la police.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron
21, avenue F. Drouet
02310 CHARLY-sur-MARNE

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
Tél. : (23) 82.01.97

TOUTE L'ESPAGNE CONTRE LE "BUNKER"

Un mois et demi après le mystérieux enlèvement, dans les rues de Madrid, du président du Conseil de l'Etat, José Maria de Oriol, une vague de violence secoue la péninsule ibérique.

Le lundi 24 janvier, le président du Conseil suprême de la Justice militaire, le lieutenant-général Villaescusa, était enlevé dans les mêmes circonstances : quatre individus armés l'ont obligé à monter dans une voiture (une Seat bleue) et ont ensuite pris la fuite.

L'enlèvement est attribué, comme le précédent, à un prétendu groupe d'extrême gauche le Groupe révolutionnaire antifasciste Premier Octobre (Grapo), qui est considéré par l'ensemble de la gauche et par la majorité de la presse démocratique comme un sigle servant à couvrir l'activité provocatrice de l'extrême droite.

« La nuit des longs couteaux »

L'enlèvement de Villaescusa aux premières heures de la matinée fut suivi, le lendemain, par l'assassinat d'un étudiant, Arturo Ruiz, pendant une manifestation en faveur de l'amnistie. Il était 14 h quand trois individus qui se proclamèrent « guerilleros du Christ-Roi » provoquèrent un groupe de manifestants. Selon des témoins, le plus jeune des fascistes tira sur le groupe. Arturo, âgé de 19 ans, s'écroula pour ne plus se relever. Le leader des « guerilleros du Christ-Roi », Sanchez Covisa, fut interpellé et interrogé par la police, qui pourtant le libéra peu après.

Vingt quatre heures plus tard, la seconde victime, fut une étudiante en sociologie de 20 ans, Maria Jesus Najeda, touchée à la tête par un engin lacrymogène alors qu'elle manifestait contre le crime de la veille.

Enfin, le 25 janvier, Madrid apprit avec stupeur qu'un commando s'intitulant Trois A (Alliance apostolique anti-communiste) avait fait irruption, mitraillette au poing, dans un local syndical au 55 de la rue de Atocha, peu après qu'une délégation d'ouvriers en grève venue consulter les avocats des commissions ouvrières l'eut quittée. Cinq personnes furent abattues : quatre avocats et un employé administratif, tous membres ou sympathisants du P.c.e.

La réaction du mouvement ouvrier syndical fut immédiate. Plus de 200 000 personnes répondirent à l'appel de l'opposition démocratique et assistèrent à l'enterrement des victimes du massacre de la rue de Atocha. La grève générale s'étendit aussitôt à Madrid où dans les entreprises, les transports, l'Université, ainsi qu'à la télévision, le mouvement fut très suivi. Au Pays basque, l'arrêt de travail fut général.

Avec œillets rouges et poing levé, le peuple madrilène au chant de « l'Internationale », rendit un émouvant hommage à ses disparus. Le gouvernement qui tolérait la manifestation, mais ne la « patronnait » pas, s'excusa en prétendant qu'« il ne pouvait pas garantir la sécurité ». Un service d'ordre, en majorité communiste, prit donc en charge la gigantesque manifestation qui se déroula sans le moindre incident.

C'est ainsi qu'a commencé en Espagne, ce que toute la presse s'accorde à appeler « la nuit des longs couteaux ». Des menaces de mort contre des personnalités de l'opposition se mirent à pleuvoir. Et, selon ce qu'on affirme à Madrid, Adolfo Suarez lui-même n'est pas épargné. Plusieurs journaux démocratiques comme « Diario 16 » et « El Pais » ont également reçu des menaces de représailles.

La campagne terroriste de l'extrême droite s'affirme bien comme un chantage contre le gouvernement et une menace contre l'opposition dont les principaux dirigeants ne couchent plus chez eux ces derniers temps.

Communiqué commun

Pour la première fois, un communiqué a été publié en commun par le gouvernement et l'opposition, dans lequel il est demandé à la population de garder son calme et de ne pas répondre aux provocations. Les deux signataires sont tombés d'accord pour qualifier ces attentats de « complot contre les institutions démocratiques ».

Tandis que la vague de violence continuait à se propager — six policiers furent criblés de balles vendredi dernier et trois d'entre eux succombèrent à leurs blessures — le gouvernement se réunit en session extraordinaire. Il décida l'état d'exception à Madrid pendant un mois. Des arrestations ont été opérées dans les milieux d'extrême droite et d'extrême gauche ; les manifestations de rue ont été interdites ; enfin, le gouvernement demande aux partis et aux syndicats de fermer leurs locaux, car « il ne peut plus garantir leur sécurité ».

L'opposition a décidé de faire confiance au gouvernement, face à la violence fasciste. Pour les uns et les autres, il s'agit d'arriver aux élections du mois de juin en ayant réussi



L'enterrement des victimes du massacre de « Atocha 55 », à Madrid.



Le lieutenant-général Villaescusa.



à isoler l'extrême droite plus encore qu'après le référendum. Mais avec quelles garanties démocratiques se déroulera la confrontation électorale ? Les partis de gauche seront-ils légalisés d'ici là ? Felipe Gonzalez, secrétaire général du Psoe, a rencontré Suarez le 17 janvier. Au cours de cette réunion, s'est posée, pour la première fois en Espagne, la question de la parution légale de « El Socialista », l'organe central du Psoe. Prémice d'une légalisation ?

La proximité des élections pourrait d'ailleurs favoriser un processus d'unification entre les divers courants du socialisme espagnol. Une réunion de la Convergence socialiste de Madrid (partie intégrante de la Fédération des partis socialistes) a posé récemment l'idée de l'unité avec le Parti socialiste populaire de Tierno Galvan et avec le Psoe, de loin le courant majoritaire.

Enrique Baron (Convergence socialiste) déclara que « cette unité était indispensable pour éviter un échec de la gauche ». Une autre tendance est favorable à l'unité avec la gauche non socialiste. Un manifeste fut signé le 27 janvier dernier par 120 socialistes madrilènes (40 pour chaque formation). On ne sait pas encore ce qui résultera des modalités de cette alliance électorale dont l'objectif, plus que programmatique, est d'augmenter la capacité d'action et de mobilisation devant l'imminence de la confrontation électorale. La Fédération des partis socialistes se prononce pour une fusion des diverses organisations et souhaite également que se présente devant l'électorat un parti socialiste unique. Cette discussion a bien entendu des répercussions sur le plan syndical où les militants du Psoe sont plutôt affiliés à l'Union générale des travailleurs, alors que les membres du Psp et de la Fédération des partis socialistes se retrouvent de préférence au sein des Commissions ouvrières ou à l'Union syndicale ouvrière.

Suarez s'est adressé samedi aux Espagnols par l'intermédiaire de la télévision, pour leur demander de garder leur calme et en affirmant « sa décision de continuer le processus jusqu'à la démocratie totale ».

Le roi Juan Carlos avait récemment déclaré : « Nous ferons le nécessaire pour que notre armée conserve son prestige et son honneur ». Depuis cette déclaration de principe, diverses mutations et transferts montrent un timide commencement de réforme entrepris dans l'institution militaire.

Le 13 janvier dernier avait été créée la charge de chef d'état-major de l'Armée, au poste duquel fut placé le lieutenant-général Rodriguez, dont les déclarations sur « le nécessaire apolitisme de l'armée » avait été remarquées. On a aussi parlé de la création imminente d'un ministère de la Défense ce qui séparerait les fonctions politiques et militaires de l'actuelle armée.

Sur ce point particulier, et combien brûlant, les positions des partis politiques sont assez contradictoires. Selon l'hebdomadaire « Cambio 16 », la droite et le centre sont favorables à des réformes « prudentes », le Psoe considère comme « un pas en avant positif les changements intervenus dans la modernisation de l'armée », le Parti communiste déclare de son côté : « Il n'existe pas encore de plan de réforme militaire, seulement des commentaires et des suppositions ». Quant à l'extrême droite, elle affirme dans « El Alcazar » qu'il s'agit d'« une manœuvre maçonnique ».

La principale intéressée étant bien nerveuse, on dit que Juan Carlos aurait entrepris discrètement une « tournée des popotes » afin de calmer les esprits.

Plusieurs fois au cours de son Histoire, l'Espagne a tenté de réformer son armée. La dernière fois, ce fut sous le gouvernement républicain de Azana. Car par sa structure l'armée est un organe de répression aux mains de la classe dirigeante. Ou bien les réformes entreprises sont structurelles et mettent en question la finalité même de l'armée actuelle ; ou alors l'armée gardera toujours en son sein — Franco et Pinochet en témoignent — un foyer de subversion et de conspiration contre-révolutionnaire. Le programme du Psoe élaboré lors de son dernier congrès a prévu une série de réformes allant dans ce sens.

Le massacre de la rue Atocha a obligé le gouvernement Suarez à sortir de l'ambiguïté dans laquelle il se complaisait. Car la répression continue et si presque tout est toléré, rien n'est légal. La nouvelle situation d'exception à Madrid est là pour le démontrer. C'est de cette situation inextricable que l'opposition s'efforce de faire sortir le gouvernement.

L'Espagne au carrefour

Le gouvernement Suarez s'appuie toujours sur les bases du franquisme, le grand capital et les grands propriétaires terriens. Mais il représente aussi la nouvelle bourgeoisie espagnole qui souhaite une ouverture vers l'Europe et l'établissement d'une démocratie pluraliste. Dans ce cheminement, il était obligatoire de s'allier avec les forces politiques de l'opposition. L'actuelle vague de violence est un chantage de l'extrême droite qui cherche ainsi à empêcher le dialogue gouvernement-opposition et tente de provoquer une réaction de l'armée devant « l'altération de l'ordre public ». C'est dans ce sens qu'on peut interpréter la déclaration que vient de faire Felipe Gonzalez : « Cette provocation fait partie d'un plan beaucoup plus vaste pour déstabiliser le gouvernement. L'opposition reste sereine, mais ou le gouvernement prend l'offensive contre le terrorisme ou nous ne pourrons pas poursuivre le dialogue tant que durera l'escalade de la violence. »

L'appel commun de toute la presse espagnole exprime bien la gravité de la situation.

Quoique les conséquences de cette situation soient tragiques et imprévisibles, il faut bien savoir que le « Bunker » est en train de jouer sa dernière carte. De l'attitude du gouvernement, de l'opposition démocratique et du mouvement ouvrier, dépend le reste.

MIGUEL GARCIA

changer la vie politique en France

ECHANGE FRANCO-ALGERIEN

La première réunion du groupe de travail P.s.-F.l.n. concrée au nouvel ordre économique international (voir « l'Unité » de la semaine dernière) a été importante à plusieurs égards. C'est en effet le début d'un échange concret et approfondi entre notre Parti et le F.l.n., riche d'une déjà longue expérience politique et gouvernementale. La délégation algérienne a pu ainsi longuement expliciter la logique et la cohérence de ses choix économiques fondés sur la volonté de construire une économie nationale indépendante, et par là même amenée à prendre en compte les principales revendications du tiers monde. Le Parti socialiste pour sa part a exposé les objectifs qu'il s'est assignés pour faire jouer à la France, à sa place et en tant que pays industrialisé, un rôle efficace dans l'élaboration d'un nouvel ordre mondial. Des convergences se dessinent clairement sur ce thème : éviter qu'un simple replâtrage du désordre existant ne serve de « geste » destiné à faire face aux problèmes conjoncturels les plus criants.

Quant aux relations franco-algériennes, elles devront être l'illustration exemplaire de ce qu'un ordre international plus juste permettra d'établir. Fondées enfin sur la confiance et la clarté, elles poseront toutes les questions qui se posent entre un pays industrialisé et un pays en voie de développement : partir de l'intérêt national de chacune des parties, tenter autant que possible d'assurer un meilleur équilibre des échanges, mais aussi organiser dans un cadre multilatéral et bilatéral l'inévitable déséquilibre des relations au détriment des plus développés et en faveur des pays moins développés.

KAFKA A MELUN

Yvon-Jean Poudroux, autonomiste réunionnais, poursuit à l'hôpital de la prison de Fresnes la grève de la faim qu'il a entamée le 10 janvier dans sa cellule de Melun. Condamné en février 1976 à 7 ans de prison pour l'enlèvement d'un magistrat à la Réunion — dans l'espoir d'obtenir la libération d'un autre militant autonomiste — Poudroux réclame le statut de détenu politique. Après ses deux précédentes grèves de la faim, l'une de 58 jours en juin, l'autre de 40 jours à Fresnes, il avait obtenu ce statut et son transfert au quartier politique de cette centrale. Mais, à l'occasion d'un transfert ultérieur à Melun, il a de nouveau été assimilé aux droits communs... tout en se voyant interdire, « en tant que politique », les permissions accordées aux droits communs ! D'où sa nouvelle grève. En dessous de quel poids du corps d'un détenu, l'administration compte-t-elle clarifier sa situation et reconnaître ses droits ?

SIMEONI : RETOUR AU REALISME

Le retour d'Edmond Simeoni en Corse, après cinq cent vingt trois jours de prison, était un préalable — nécessaire mais pas suffisant — au règlement du problème corse. Parmi les six mille personnes venues l'accueillir et l'écouter, le 22 janvier à Bastia, une majorité d'autonomistes attendait sans doute, dans le discours prononcé par leur leader, le signal d'une nouvelle mobilisation spectaculaire. Ont-ils été déçus ? Probablement, car Edmond Simeoni s'est efforcé, au contraire, d'affiner son analyse de la situation locale en choisissant de refuser les effets faciles et la démagogie.

L'appel au réalisme apparaît au centre de sa nouvelle démarche, longuement mûrie par des mois de réflexion en prison. Il a pris conscience, notamment, que le « pouvoir actuel n'a rien compris au problème corse. » Dans sa conférence de presse du 14 janvier dernier il affirmait : « J'ai eu le temps de bien comprendre le mécanisme du pouvoir central, des groupes d'influence qui se le partagent et qui tentent d'empêcher la gauche d'arriver au pouvoir. » Quant au projet de Statut particulier présenté par le P.s., il estime que cette démarche est essentielle car « il y a enfin un projet soutenu par un grand parti national voulant institutionnaliser le droit à la différence ». Cette idée a été reprise dans son discours du 22 janvier où il a reconnu que la proposition du P.s. est « une faille dans le système centraliste. »

Cela ne signifie pas, cependant, un rapprochement immédiat entre autonomistes et socialistes, car le leader corse doit encore convaincre ses amis du bien-fondé de l'analyse socialiste. De plus, soucieux de bâtir l'union la plus large entre les autonomistes et ce qu'il appelle « les hommes de progrès », ne souhaitera-t-il pas, en dernière analyse, ne favoriser aucune alliance précise pour conserver les mains libres ?

Quoi qu'il en soit, en refusant la voie de la violence, il a opté pour un règlement démocratique et pacifique du problème corse. Mais celui-ci — et Edmond Simeoni semble en être de plus en plus persuadé — ne peut sortir que des urnes, au niveau national comme au niveau insulaire. Reste que pour le moment aucune décision n'a été prise par lui devant les prochaines échéances électorales, même si en lisant les différentes déclarations du chef de file autonomiste, on l'aperçoit en filigrane.

PENALTY CONTRE DURAFOUR

Les giscardiens n'ont pas de chance avec les vedettes du sport. A Toulouse, Walter Spanghero a éconduit le maire sortant Pierre Baudis, qui avait annoncé un peu tôt la participation du rugbyman à sa liste. A Saint-Etienne, Dominique Rocheteau a protesté contre une brochure, diffusée par le



maire-ministre, qui utilisait sa photo en couverture. Le footballeur a ajouté qu'il voyait bien qu'ainsi Michel Durafour recherche « une clientèle de jeunes ».

REPRESSION RECYCLEE

Une baudruche se dégonfle. Le Pouvoir aussi. A la suite des déclarations tonitruantes de Jacques Chirac à l'Assemblée nationale, le 26 novembre 1975, contre ceux qui « démoralisent l'armée », 56 personnes, civils et militaires, avaient été inculpées par Christian Gallut, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat. Malgré tous ses efforts, Gallut ne parvint pas à étouffer ce dossier. Le 1er octobre 1976, Jean Jonquères, procureur général à la Cour de sûreté, démissionnait en préconisant le non-lieu dans cette affaire créée à des fins politiques.

Gallut vient enfin de faire un premier pas en ce sens. Il a signé la semaine dernière 21 ordonnances de non-lieu. Après avoir toutefois opéré un distinguo entre ceux qui ont conçu les tracts, ceux qui les ont confectionnés et ceux qui les ont passivement reçus.

Comme nous l'avons déjà relevé, le Pouvoir a changé de tactique : face au développement de l'action des objecteurs de conscience, à celle du mouvement non-violent et au maintien de dizaines de comités de soldats dans les casernes, tant en France qu'en Allemagne, l'opération Cour de sûreté lui est apparue inopérante et maladroite. La répression qu'il développe dans les casernes est tout aussi inacceptable. Après la condamnation par le P.s. des arrestations arbitraires d'appelés français, la section de Tübingen du Parti social-démocrate allemand vient de protester à son tour contre ces sanctions, intervenues à Karlsruhe, Landau, Neustadt, Reutlingen et Tübingen.

UN JEUNE HOMME DE 4 MILLIONS D'ANNEES...

Le Musée de l'Homme vous propose jusqu'au mois d'octobre une étonnante exposition sur les origines, l'histoire, l'évolution de notre espèce. Merveilleusement présentée, cette exposition fait débuter « notre aventure » à 70 millions d'années avant notre ère. Surtout, elle montre que l'homme véritable est apparu il y a 4 millions d'années et non pas 1 million, comme on l'a appris à l'école. On y lit en toute clarté la filiation qui, d'un petit rongeur « purgatorius » à l'homo sapiens, établit l'origine animale de l'homme.

On y découvre aussi — et ce n'est pas le moindre paradoxe — que la paléontologie est une science ultra-moderne utilisant l'informatique et les sciences atomiques. Une branche de la science dans laquelle les Français sont en pointe. Mais un domaine dans lequel le travail d'équipe est indispensable, des équipes dont les membres sont de plus en plus jeunes. Enfin, les dernières découvertes devraient être sujets de réflexions essentielles : l'homme évolue-t-il du fait de mutations génétiques, ou pour s'adapter au milieu ? Les deux sans doute, mais dans quelle relation ? N'oublions pas que Marx et Engels s'appuyaient sur Darwin et sur les dernières découvertes des sciences de l'homme à leur époque. Ils étaient sur la bonne voie.

Le principal organisateur de cette exposition est Yves Coppens, maître de conférences au Muséum d'histoire naturelle et sous-directeur du laboratoire d'anthropologie du Musée de l'Homme. Nous lui avons demandé quels étaient le sens et l'intérêt des dernières découvertes de la paléo-anthropologie, auxquelles il a d'ailleurs directement contribué.

L'UNITE : Pourriez-vous tout d'abord retracer les grandes étapes de l'évolution de l'homme telles qu'elles sont montrées dans cette exposition ?

YVES COPPENS : Il y a dans cette exposition une perspective due à l'introduction de la paléontologie, à la volonté de considérer l'évolution de l'homme sur une très longue période. J'ai voulu transmettre cette notion de la profondeur du temps pour que l'évolution de l'homme soit plus visible. Plus on prend du recul, plus elle est apparente.

L'homme est un primate et le premier primate est apparu il y a 70 millions d'années à la fin du secondaire. La première étape est celle des simiens, qui apparaissent il y a 40 millions d'années avec les singes du Nouveau Monde et ceux de l'Ancien Monde ou catarhiniens. Nous en venons.

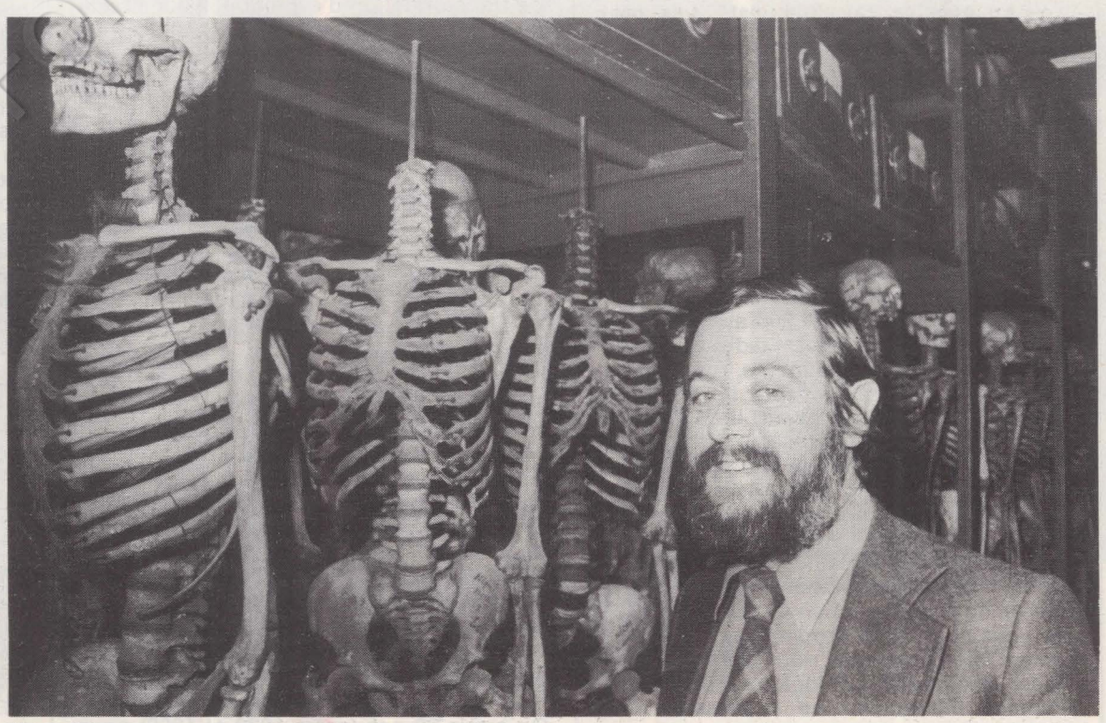
L'étape intéressante suivante se passe vers 28 à 30 millions d'années. Un gisement d'Egypte montre un simien suffisamment différencié pour entrevoir que c'est à cette époque que se font les différentes radiations qui mènent aux primates d'aujourd'hui. Les différentes branches mènent aux grands singes (chimpanzés), aux gibons, aux petits singes (babouins) et la quatrième aux hommes. On peut dire que la première origine profonde des hominidés se situe donc vers 30 millions d'années.

L'étape suivante date environ de 15 millions d'années. Elle correspond au premier redressement des hominidés. Leur milieu forestier commence à perdre des arbres en raison de la sécheresse. Le ramapithèque qui apparaît alors ne marche pas sur ses pattes postérieures mais se lève occasionnellement probablement pour contrôler l'horizon et voir si d'éventuels prédateurs n'apparaissent pas. Cette marche bipède occasionnelle entraîne toute une série de transformations physiques. La tête est portée différemment sur le corps. Les mains sont libérées. Les pieds ont une autre assise. Ceci conduira aux caractéristiques qui font l'homme. Associées à ce ramapithèque, on a trouvé des pierres dont les tranchants ont été utilisés. Ce qui prouve bien que la main est au moins libre de temps en temps, puisque l'outil apparaît : caillou ou os.

L'étape suivante s'appelle australopithèque. Il apparaît il y a 6 à 7 millions d'années et durera jusqu'à moins 1 million d'années par rapport à notre ère. Il a été découvert en Afrique. Il est bipède permanent, son cerveau augmente de volume. Il demeure voûté.

→





Yves Coppens.

UN JEUNE HOMME DE 4 MILLIONS D'ANNEES...

Sa taille est environ de 1 à 1,20 mètre. Pour la première fois, il taille l'outil. C'est un caillou non plus simplement utilisé, mais aménagé pour un propos précis. Malgré cela, sur le plan anatomique il découvre un pré-homme.

C'est probablement il y a 4 millions d'années en Afrique que de l'un des groupes d'australopithèques émerge le genre homo. C'est le même genre, mais pas la même espèce qu'aujourd'hui. La première espèce apparue est ce qu'on appelle homo habilis. On les trouve en Ethiopie et en Tanzanie puis au Kenya en Afrique du Sud et en Asie. Il semble donc que c'est à cette époque de l'homo habilis, vers 2 millions d'années, que l'homme sort du continent africain. Il commence sa conquête de l'Ancien Monde poussé sans doute par le changement de son régime : il mange de la viande et donc chasse, ce qui l'entraîne à poursuivre le gibier.

Vient ensuite l'homo erectus, ou pithécanthrope, qui nous apporte deux éléments nouveaux : industrie améliorée (par exemple, des bifaces) et maîtrise du feu (800 000 ans, en France). Il faut enfin noter la première démonstration d'une idée religieuse : les crânes sont brisés, ce qui semble correspondre à une espèce de rite.

Vient enfin l'homo sapiens, il y a quelques centaines de milliers d'années (au moins 500 000). Le culte des morts est plus poussé (l'enterrement apparaît chez la sous-espèce des Néanderthaliens). Vers 40 000 ans, il faut noter l'apparition de l'art.

— En quoi ce calendrier est-il une nouveauté ?

— D'abord, parce que les travaux se sont considérablement développés depuis 15 ans. Les chantiers, par exemple, au lieu d'être menés à trois personnes, le sont à cinquante, ce qui implique l'introduction du travail d'équipe, qui s'est révélé essentiel ; et, vu l'importance des matériaux relevés, l'utilisation de l'informatique.

On a fait par ailleurs des progrès considérables dans les méthodes de datation. Le carbone 14, bien connu, ne nous sert pas, car il ne dépasse pas 50 000 ans. On a recours à d'autres isotopes radio-actifs. Le principe est toujours le même. Au moment de la formation d'une couche, il y a apparition d'un produit radio-actif. Il commence aussitôt à se désintégrer en produits de transformation qui, en ce qui concerne le potassium par exemple, sont l'argon et le calcium. Lorsque vous arrivez quelques millions d'années après, vous trouvez du potassium qui reste de certaines quantités de ces produits de transformation. Connaissant la vitesse de transformation de l'un dans l'autre, vous pourrez déterminer l'âge très facilement. Ces méthodes nous ont permis de tracer un cadre chronologique précis. Nous sommes maintenant en possession des grandes étapes.

— La localisation des apparitions des différentes étapes reste un peu obscure. Y a-t-il tronc commun ou simultanéité d'apparition ?

— A mon avis — mais je n'engage que moi — il y a tronc commun. Et tout a l'air de concorder aujourd'hui pour situer l'apparition des simiens de l'ancien monde il y a 40 millions d'années en Afrique. De même que le début de la différenciation entre les groupes de primates il y a 30 millions d'années. Vient ensuite l'extension sur le reste de l'Ancien Monde.

C'est à nouveau il y a 7 ou 8 millions d'années, à partir d'un groupe africain du ramapithèque, qu'apparaît l'australopithèque. Autrement dit, l'origine profonde de l'humanité se situe en Afrique, de même que l'origine de l'humanité fabricante il y a 4 millions d'années. Entre les deux, je pense qu'il y a eu des espèces de pulsations à travers tout l'Ancien Monde.

— Les premières extensions du genre qui a donné l'homme datent de quelle époque ?

— Apparemment, vers 20 millions d'années et la seconde vers 2 millions d'années. L'Afrique a joué dans tout cela un rôle privilégié.

— Cela s'explique-t-il ?

— Non.

— Et quel est le pourquoi de ces transformations ?

— Le paléontologiste ne peut pas répondre à cette question. Il ne peut que constater que, quand il s'adresse aux couches géologiques, plus les couches sont récentes plus les animaux sont compliqués. D'où la notion de transformation d'évolution. Il y a effectivement évolution des formes simples aux formes compliquées, des formes indifférenciées aux formes spécialisées. Cela correspond, en fait, à une réaction des corps au milieu. Il s'agit d'adaptations.

Il y a tout de même deux processus dans cette évolution. L'un, génétique, que l'on ne connaît pas bien, entraîne les mutations.

— Le hasard ?

— En un certain sens, oui. Mais ce sont des hasards canalisés. Il y a un choix dans un éventail, mais pas de possibilités d'aller au-delà. Un éléphant n'aboutira pas à un ours du jour au lendemain.

Je crois d'autre part à un rôle très important du milieu. Je le constate dans mes travaux.

— La nécessité ?

— C'est ça. Dans les travaux que j'ai réalisés, j'ai pu constater une pression évidente du milieu (assèchement) et une réaction de ce groupe homo et de beaucoup d'autres d'ailleurs dans le sens de l'adaptation.

— Les découvertes de la paléontologie ont-elles été acceptées facilement ?

— Les conceptions philosophiques et religieuses d'une époque donnée jouent un rôle essentiel dans l'histoire de la science. On a mis 30 ans (entre 1830 et 1860) pour adopter l'homme de Néanderthal. On le considérait comme un être pathologique et maintenant comme un homo sapiens.

Il a fallu presque 40 ans, entre 1944 et maintenant, pour que l'australopithèque soit admis.

L'homme a de la peine à admettre son ascendance animale et son lien proche avec l'animalité. C'est compréhensible. Il faut que la communauté scientifique soit prête à recevoir une découverte. Quand Leakey a donné 1 750 000 ans pour l'australopithèque, on a crié. Aujourd'hui, 3 ou 4 millions d'années passent très bien.

Il est évident que trente-six modes de pensées dans le monde ont du mal à se faire à cette notion d'évolution. Cela fut longtemps le cas de notre Occident chrétien. Ce l'est encore en Ethiopie.

— D'autres civilisations font-elles place à l'évolution ?

— Certaines civilisations supportent des mythes de transformation avec des espèces végétales et animales de plus en plus compliquées.

— Un travail important vient d'être fait sur l'outil.

— Deux phénomènes nouveaux sont apparus. Certains préhistoriens ont eu l'idée de recenser les outils. Ça leur a permis de se mettre « dans la peau » de l'homme préhistorique. On est amené aujourd'hui à la refabrication de la plupart des types d'outils connus. On a même retrouvé l'ordre de succession de la plupart des gestes.

D'autre part, on a mené les fouilles de façon plus précise. On n'enlève plus la pièce quand elle est découverte, on la laisse et on cherche autour. Cela permet de trouver des relations entre les pièces. Il a été possible de retrouver les aménagements du territoire, les lieux de passage, les menus. On a même pu ramasser une pierre taillée et, un à un, tous les éclats qui en proviennent. On a trouvé de véritables ateliers avec l'endroit où s'est assis l'homme, tous les éclats, et la pierre qu'on a retaillée. Le tout à quelques millions d'années d'ici. Eclat par éclat, on a ensuite fait machine arrière jusqu'à preuve d'origine. Ce qui a permis de retrouver les gestes un à un.

— Ces découvertes permettent d'insister sur la continuité de l'évolution de l'homme. Est-ce incompatible avec la notion de révolution ?

— Sans doute pas. Cette évolution continue depuis plusieurs millions d'années s'est aussi faite par étapes, par sauts, par évolutions.

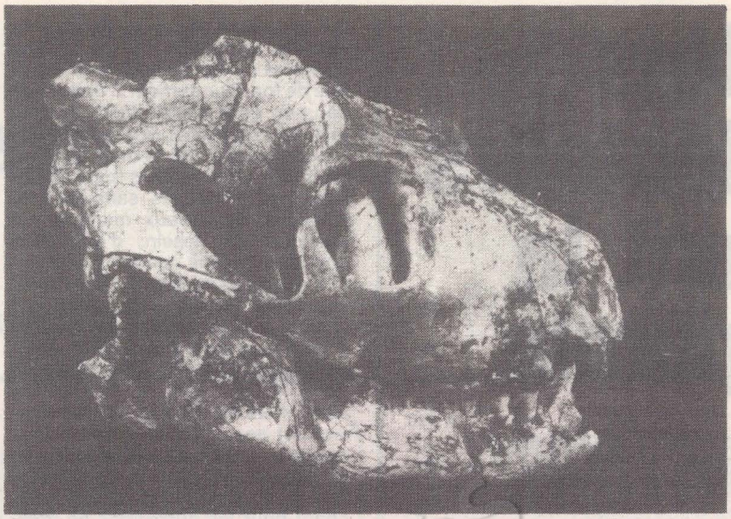
— Travailler sur une telle échelle nous influence-t-il ?

— Certainement. Au contact d'une telle profondeur du temps humain, nos petits problèmes, nos petites transformations, qui nous apparaissaient énormes, prennent une plus juste proportion.

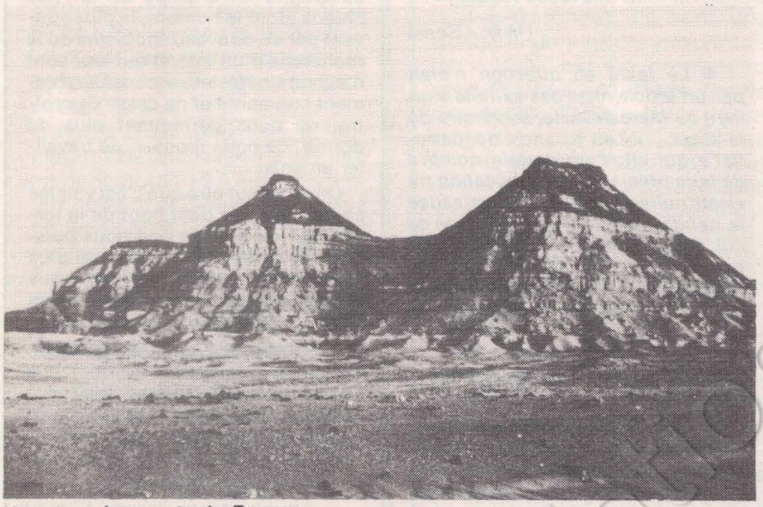
Propos recueillis par FRANCIS PISANI



Reconstitution de l'environnenent d'il y a 40 millions d'années au Fayoum, en Egypte.



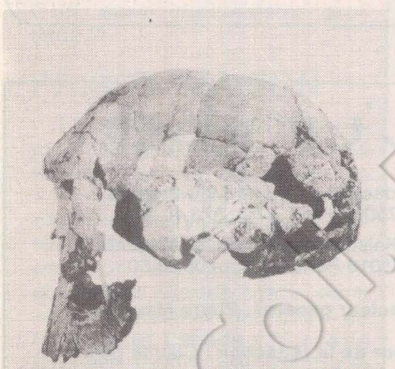
Crâne d'Adapis magnus, le premier primate connu (70 à 40 millions d'années).



Vue des gisements du Fayoun.

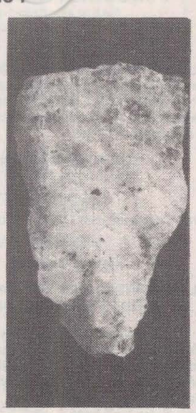


Exemple de prosimien (primate évolué) actuel : le lémurien de Madagascar.

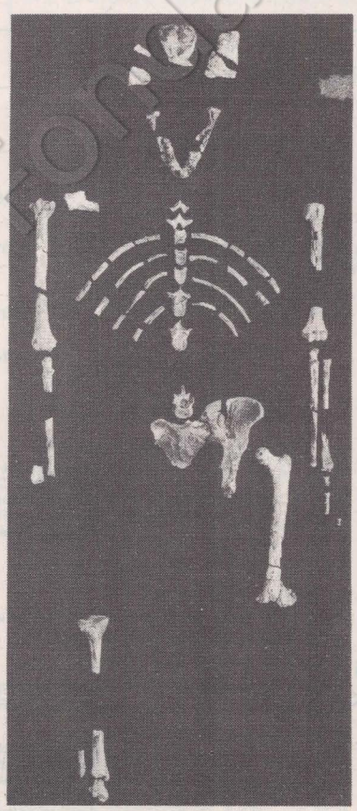


Crâne d'homo habilis :

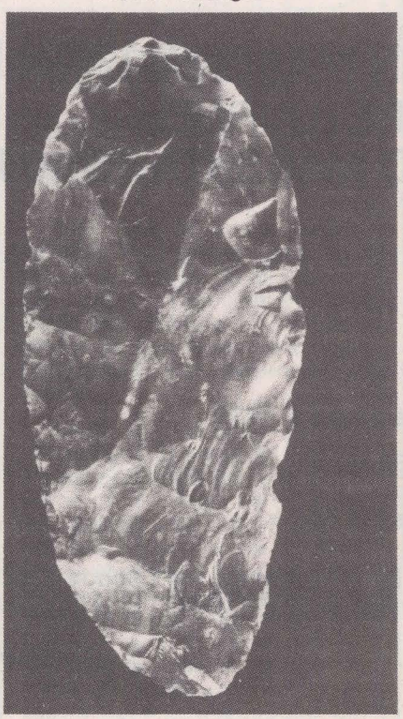




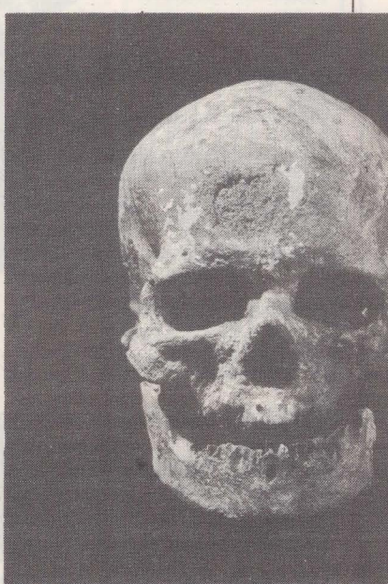
Premiers outils du monde trouvés dans la vallée de l'Omo, en Ethiopie.



Lucie, australopithèque âgée de 3 millions d'années.



Biface.



Crâne de l'homme du Cro-Magnon.

Nos lecteurs ont la parole

BEAUBOURG ET LES C.E.G.

Je voudrais vous faire part de ma surprise à la lecture de l'article « Faut-il brûler Beaubourg ? » dans le n° 234 de « l'Unité ».

Jean-Paul Liégeois hésite à tirer à boulets rouges sur ce musée polyvalent qu'on a pu découvrir hier soir à la télévision, avec en particulier une salle où sont exposés des ciseaux, des chaussures, etc.

Il ne s'agit pas de ne pas vouloir favoriser le développement de la culture, il s'agit de se demander si cette opération était la meilleure à mener ou si elle est destinée à masquer la misère de l'éducation culturelle dans le reste du pays. On nous dit : Beaubourg n'appartient pas qu'à Paris, Beaubourg appartient à la France. Entendez-vous enfants du Béarn, de Bretagne ou de Provence !

On nous a dit hier soir que l'architecture était faite pour choquer, pour provoquer l'imagination.

C'est bien choquant en effet de voir construire un tel musée quand on manque encore de collèges.

Jean-Paul Liégeois sait-il qu'à la place on aurait pu construire 300 C.e.g. du type de celui que nous attendons ici depuis 18 ans, et une trentaine par an avec les seuls crédits de fonctionnement ? Sait-il que dans un petit département comme le nôtre il reste encore 5 collèges qui fonctionnent à 100 % dans des préfabriqués démontables mal insonorisés, mal climatisés, sans salle de sciences, de travaux manuels, de musique, de dessin, d'éducation physique ? (sans commentaires).

N'eût-il pas mieux valu construire ces 300 collèges, cela aurait fait chaque jour le bonheur de milliers d'enfants et contribué à créer matériellement l'égalité des chances (dans le domaine de l'éducation nous faisons partie ici du tiers monde) beaucoup plus que le musée Beaubourg qui témoigne une fois de plus de la tendance centralisatrice du Pouvoir et de son penchant pour les opérations de prestige.

Comment un journaliste de « l'Unité » n'a-t-il pu voir que Beaubourg en ignorant le reste ? La gauche aussi devra faire des choix. J'ose espérer qu'elle fera les bons, en priorité.

(V. DE MARCH - 23 Bonnat)

● *La gauche ne saurait en aucun cas reprendre les arguments de la droite : déshabiller Pierre pour habiller Paul. Il n'y a pas à choisir entre 300 C.e.g. et Beaubourg : ce sont des faux choix de ce type que la droite nous propose depuis des décennies. Ce qu'il faut c'est en même temps les 300 collèges et Beaubourg : les deux correspondent à de vrais besoins.*

J.-P.L.

DEFENSE DE LA GENDARMERIE

Sympathisant du Parti socialiste depuis de nombreuses années et venant d'y adhérer, j'ai lu avec stupeur dans le n° 234 de « l'Unité » pages 24 et 25, l'article intitulé « Bonnes feuilles : Les gendarmes au service du patronat », non signé.

Je pense qu'avant de publier des articles de ce genre, un journaliste digne de ce nom se doit de vérifier la véracité de ce qu'il va écrire. Si tel est le cas, j'aimerais connaître la source de ses renseignements, car je réfute en bloc ce qui y est et qui met en cause la gendarmerie.

Je voudrais rappeler à l'auteur inconnu de cet article qu'au point de vue « civisme » la gendarmerie n'a de leçons à recevoir de personne, qu'elle existait avant qu'il fût né et sûrement elle survivra après lui. Je voudrais aussi lui dire (car ceux en activité ne peuvent le faire) qu'elle a actuellement davantage besoin de défenseurs que de détracteurs pour rester elle-même au-dessus de la mêlée, alors qu'on voudrait bien l'y inclure comme souvent cela a été le cas. J'ajoute qu'elle n'est au service d'aucun parti politique et que les syndicats la jugent souvent sur des « on dit » ou des idées reçues.

(M.B. - Sens)

● *Le texte en question n'était pas un article mais des extraits d'un livre de Marcel Caille, secrétaire de la C.g.t. : « Les truands du patronat » qui citait un certain nombre de faits précis. Cette publication ne visait nullement à mettre en cause la gendarmerie en tant que telle ce qui serait injuste et absurde mais de montrer qu'en certains cas elle peut être conduite à se faire l'auxiliaire d'un patronat de combat.*

CONTRE LE BRUIT

Dans l'« Unité » n° 232 le Parti socialiste s'élève contre le bruit et, d'abord, celui des avions à Roissy.

C'est très bien — nous l'en remercions — et c'est en même temps une nécessité car pour obtenir une société meilleure, pour que nous puissions, avec lui, participer à cette tâche, il faut d'abord que notre vie quotidienne soit « vivable ».

Et il n'y a pas que les avions qui rendent notre vie de chaque jour — et même de chaque nuit — de plus en plus fatigante et pénible : les « poids lourds (qui, trop souvent « oublient » de prendre les déviations prévues pour eux à l'extérieur des villes et des bourgs) ; les autoroutes (avec ses 795 000 km notre réseau routier total — le plus important d'Europe — n'est-il pas suffisant ?); les motos tous terrains (qui nous enlèvent les derniers coins de tranquillité qui nous restaient) et les autres : les épouvantails sonores contre les oiseaux (dont on se passait fort bien il y a une quinzaine d'années quand on ne recherchait pas un rendement à outrance, au détriment d'une qualité qui nous est pourtant nécessaire) qui, du début du printemps à la fin de l'automne, transforment, par leur bruit, nos campagne en champs de tir ; les chiens, dont le nombre, le plus souvent par un nouveau snobisme ou la recherche d'un intérêt qui leur sont d'ailleurs néfastes, a considérablement augmenté et ne cesse de croître, ne nous permettant plus de dormir, de nous reposer, de travailler en paix...

On dira peut être que c'est voir les choses par « le petit bout de la lorgnette » mais, pour que nous puissions en voir et en réaliser de plus grandes, ne faut-il pas que nous soyons « disponibles », dans notre santé et une certaine tranquillité ?

Ce serait sans paradoxe un résultat social et humain important si le Parti socialiste obtenait déjà que diminue dans notre budget la part croissante qu'y prennent... les boules Quiès — bien fâcheuse caractéristique de notre époque.

(R.CASSANT - 49000 Angers)

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (130 F) ☐

▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : René Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot



changer la vie quotidienne

LE COUP DE GRASSE (suite)

Hervé de Fontmichel, maire de Grasse, n'a pas encore daigné répondre à l'article sur l'usine d'incinération paru dans « l'Unité » (n° 231). Depuis, les doutes quant au procédé de pyrofusion choisi sont devenus certitudes : après 4 mois de douloureuse expérimentation, le Luxembourg va rejeter ce procédé.

Après trois tentatives d'allumage, une quatrième a eu lieu en décembre : 12 jours de fonctionnement et l'unité se trouve à nouveau hors service. Elle avait seulement brûlé 350 tonnes d'ordures contenant beaucoup de cartons et de bois au lieu de 2 500 tonnes exigées par le contrat. Elle avait consommé 850 litres de fuel par tonne de déchets, au lieu des 5 litres annoncés, et l'usine avait dégagé une forte fumée noire, non prévue...

Alors, Grasse sera-t-elle la seule ville d'Europe à bénéficier d'un aussi merveilleux procédé ?

PRISON MAISON

L'emprisonnement à domicile, ça existe. Pas pour tout le monde, bien sûr. Mais pour ces « marginaux », définis on ne sait comment, qui vivent dans les cités de transit. Peu à peu s'est créé un dispositif coercitif qu'analyse Claude Liscia dans « L'enfermement des cités de transit » (La Cimade, 176, rue de Grenelle 75007). Elle montre le danger de ce mécanisme où l'habitat devient un mode de rejet de plusieurs milliers de personnes, une source d'aggravation des inégalités par ailleurs dénoncées.

SILENCE SUR LES INSOUMIS

Les procès de Debiesse et de Mathes prévus au tribunal de grande instance de Nîmes les 28 janvier et 11 février ont été reportés « sine die » après que le substitut du procureur ait avoué que les deux insoumis avaient été « cités par erreur » à ces audiences ...

Un recul donc, à mettre sur le compte de la mobilisation et de la sympathie très large dont ont bénéficié Debiesse et Mathes. A rapprocher aussi d'une possible consigne nationale ; en effet, il n'y a pas eu de procès d'insoumis en France depuis juillet dernier.

LA SANTE NE S'ACHETE PAS

Sur le thème « La santé ne s'achète pas », les huit plus importantes organisations de consommateurs belges ont organisé samedi dernier une grande journée d'information sur les médicaments. Tout a démarré à partir d'une initiative du mouvement coopératif socialiste, dénonçant les 20 millions de kilos de médicaments que les Belges achètent par an, luttant contre les 16 à 25 % de son chiffre d'affaires que l'industrie pharmaceutique belge consacre à la publicité (contre 10 % à la recherche). Et, peu à peu, la campagne est devenue nationale.

TELEPHONE : ON NE S'ENTEND PLUS

D'un côté, le gouvernement se décerne un satisfecit pour les efforts en matière de téléphone. De l'autre, l'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (Afutt) y trouve encore à redire.

Selon un sondage Sofres, l'image de marque du téléphone s'améliore sensiblement chez les abonnés. Mais qu'en pensent les deux tiers des Français qui n'ont pas encore le téléphone chez eux ? Pour les « privilégiés » qui le possèdent, une amélioration est malgré tout notable, mais le nouveau plan de numérotage risque de la détruire : le système actuel étant saturé, les P.t.t. s'apprêtent, en 1980, à modifier l'indicatif interurbain dans la région parisienne et à mettre en œuvre en 1987 un nouveau plan de numérotage qui passerait à 8 chiffres. On parle, pour l'opération d'un coût de 2 milliards...

L'Afutt propose une autre solution, plus simple, moins coûteuse, inspirée du système canadien : maintien de la région parisienne et passage de la province à 7 chiffres ; établissement d'un code régional (suppression du départemental) à 3 chiffres et harmonisation du système d'accès à l'international.

En attendant ces décisions malgré tout lointaines, l'Afutt a envoyé aux candidats pour les municipales un questionnaire. Gageons que tous seront prêts à se battre pour obtenir des cabines publiques, thème du questionnaire...

PLUMEURS ET PLUMÉS

Que faire contre ces escrocs qui pullulent, protégés par on ne sait qui, toujours prêts à plumer l'innocent, le mal-informé ? Exemple : aux environs d'Agen (Lot-et-Garonne), ils sont une trentaine de « futurs propriétaires » lésés par un promoteur, Jean-Pierre Lacourrège, après une faillite frauduleuse. Ignorants de ce qui se fait, cédant au chantage de ce comédien, plusieurs d'entre eux ont signé des traites sur les travaux à venir qui permettaient à Lacourrège d'obtenir des crédits de sa banque. Cinq d'entre eux ont même payé leur terrain sans être passés devant le notaire.

Réunis en comité de défense, les maîtres d'ouvrage de ce lotissement ont porté plainte conjointement avec le procureur de Marmande pour escroquerie. L'enquête a été ouverte en décembre 1975, mais l'affaire n'a toujours pas été appelée au tribunal.

Pour la majorité des « plumés », une solution est en vue puisque la commune de Pont-du-Casse, là où était prévu le lotissement, va racheter les terrains qui étaient hypothéqués et permettre aux maisons de se construire. Mais les responsabilités restent dans l'ombre : Lacourrège avait obtenu de la préfecture des certificats attestant la viabilité du lotissement. Sans eux, pas de permis de construire. Seulement, aucun travail de viabilité, ou presque, n'est encore effectué à ce jour.

D'autre part, la banque, une succursale de la Société générale à Marmande, n'aurait pas dû accepter les traites signées par les futurs propriétaires. Son directeur a d'ailleurs été muté récemment à Saint-Jean-de-Maurienne. Il avait aussi donné toutes les garanties sur les affaires de Lacourrège à ceux qui s'en étaient inquiétés, alors qu'en janvier 1974 son découvert était déjà de 85 203 F...

Depuis, rien ne s'est passé : le sieur Lacourrège court toujours. Il a retrouvé du travail dans une société de construction industrielle de maisons, dans les Landes...





Différentes par leurs situations sociales, par leurs options politiques, des conseillères municipales disent avec humour comment elles sont arrivées à la mairie et assument leurs responsabilités dans les Conseils municipaux à très forte majorité masculine. 20F.

changer la vie culturelle

Chanson

LA QUINZAINE DE BERANGER

Le chanteur François Béranger revendique des textes et une musique « des villes », des chansons qui aient le ton agressif de notre civilisation urbaine (voir « Les entretiens de l'Unité » dans notre numéro 190). Béranger dit volontiers : « Chanter ne change pas la vie, mais chanter aide à vivre ». Pendant une quinzaine de jours, jusqu'au 20 février, Béranger va tenter d'aider à vivre les habitants de Saint-Denis, dans les Hauts-de-Seine. Pendant cette période, en effet, il s'installe au Théâtre Gérard-Philipe. Renouvelant ainsi l'expérience faite l'an dernier à la même époque par la Québécoise Pauline Julien. La chanson s'enracine décidément là où seul le théâtre avait jusqu'à maintenant droit de cité : dans les salles auparavant réservées aux créations dramatiques. Le clou s'enfonce. C'est une bonne chose.

Théâtre

LES TROUBADOURS DE LA COURNEUVE

Joyeuse nouvelle : le Centre dramatique de La Courneuve s'installe... à La Courneuve. Jeune troupe jusqu'ici sans murs, elle investit, le jour même de son inauguration, la nouvelle salle du Centre culturel Jean-Houdremont. Elle y donnera, jusqu'au 20 février, 9 représentations de son spectable « Les troubadours ». Les troubadours célèbres furent Guillaume d'Aquitaine, les Gascons Marcabru et Cercamon, l'Aquitain Jaufré Rudel, le Limousin Bernard de Ventadour, le Toulousain Peyre Vidal, le Provençal Raimbaut de Vaqueiras, le Carcassonnais Raimon de Miraval, etc. Les voici tous à La Courneuve, réunis par Robert Arnaut, mis en musique par Antoine Duhamel et en scène par Pierre Constant. Au dernier festival d'Avignon, ce spectacle avait fait un malheur. Puisse-t-il dynamiser la vie culturelle des Courneuviens !

Chanson-musique

L'AMERIQUE LATINE A RENNES

La Chilienne Violeta Parra et l'Argentin Atahualpa Yupanqui furent les premiers sourciers de la « nouvelle chanson » et de la « nouvelle musique » en Amérique latine. Collectant l'ancestral folklore, les ritournelles et les chants populaires, ils ont rendu une mémoire et un héritage à un continent. La voie ouverte, des dizaines de créateurs s'y engouffrèrent. L'humus fut si bon et l'invention si grande que put se dérouler, en juillet 1967 à Cuba, un festival de la « Cancion de protesta », dit « Festival de la rose qui pleure ». Autant de cris étaient réunis là-bas, autant de cris contre le silence et la solitude de nombreux peuples latino-américains.

Depuis 1967, la rose a beaucoup pleuré, souvent même elle a saigné. Et de nouveaux chants sont nés. On parle désormais de « chanson debout ». Les Chiliens en exil en sont le fer de lance. Mais ils ne sont pas les seuls à tenir la tête haute au nom de l'Amérique latine. On va pouvoir s'en rendre compte à Rennes : du 1er au 6 février, la Maison de la culture présente une « semaine latino-américaine » de la chanson et de la musique. Le programme est riche et significatif dans sa diversité : Martin Saint-Pierre et Fernando Marques le 1er février ; Paco Ibanez et le Quarteto Cedron le 2 ; Daniel Viglietti et Atahualpa Yupanqui le 3 ; Waskar Amaru et Una Ramos le 4 ; Patricio Manns, Oswaldo Rodriguez, Manduka, Nana Vasconcelos, Teca et Ricardo le 5 ; et les Quilapayun le 6. La rose pleure, la rose saigne, mais rien ne peut l'empêcher de chanter.

Cinéma

VOYAGES EN ITALIE

Depuis le 26 janvier, le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers programme, dans sa salle d'art et d'essai, du cinéma italien. Le cycle durera jusqu'au 1er mars. Il s'intitule : « Voyages en Italie ». Ont déjà été projetés : « Amarcord » de Federico Fellini, « Nous nous sommes tant aimés » d'Ettore Scola et « Accatone » de Pier Paolo Pasolini. A venir : « Rocco et ses frères » de Luchino Visconti, jusqu'au 6 février ; « Il bidone » de Fellini, jusqu'au 8 ; « Théorème » de Pasolini, jusqu'au 8 ; « Premier acte » de Bernardo Bertolucci, jusqu'au 15 ; « Metello » de Mauro Bolognini, jusqu'au 15 ; « Deuxième acte » de Bertolucci, jusqu'au 22 ; « Affreux, sales et méchants » de Scola, jusqu'au 22 ; « Casanova, un adolescent à Venise » de Luigi Comencini, jusqu'au 1er mars ; et « Mort à Venise » de Visconti, également jusqu'au 1er mars. Autant de voyages qui donnent chacun leur grille de lecture pour l'Italie d'aujourd'hui. Le pluralisme dans la richesse, ce n'est pas mal, non ?

Littérature

FORUM POUR L'ECRITURE

La Maison de la culture de Nanterre va vivre un moment d'exception ce samedi 5 février : elle accueille dans ses murs 60 écrivains pour 6 débats autour du roman et de la poésie. Seront, entre autres, présents : Hervé Bazin, Raphaèle Billetdoux, Roger Bordier, Jean-Louis Bory, Marie Cardinal, Bernard Clavel, Georges Conchon, Max Gallo, Raymond Jean, Armand Lanoux, Jacques Madoule, Gilles Perrault, René-Victor Pilhes, Vladimir Pozner, Suzanne Prou, Maurice Roche, Pierre Seghers, Tahar Ben Jelloun, Jean Thibaudeau, Françoise Xénakis, etc. Intitulé des six débats : Littérature et société, Femmes et écritures de femmes, L'avant-garde aujourd'hui, Poésie au présent, Littératures et régions, Romans historiques. L'intérêt étant que les problèmes agités le seront dans le cadre d'un mois d'action pour la promotion de la littérature, mené à l'échelle du département des Hauts-de-Seine par la M.c. de Nanterre.

Musique

FONTAINE JE BOIRAI...

Six semaines durant, depuis le 31 janvier et jusqu'au 6 mars, le Théâtre Fontaine (rue Fontaine, à Paris) accueille à 18 h 30 « Chouette musique ». Jusqu'à samedi, c'est le groupe Confluence qui joue : trois cordes, deux percussions, un hautbois, une flûte et un saxophone. Du 7 au 12 février, c'est au tour de Sirkel and Co : deux Français et deux Anglais réunis par le goût du rock. Du 14 au 19 février, le violoniste Ripoche et le guitariste Demay se renvoient les notes. Mama Bea Tekelsky entre en scène du 28 février au 5 mars : quelqu'un qui tient à la fois de Catherine Ribeiro et de Colette Magny ; mais elle a manifestement beaucoup pris également à Jacques Higelin et Léo Ferré ; quel cocktail ! Pour finir, du 7 au 12 mars, Steve Potts : un jeune et déjà grand saxophoniste.

Edition

ANCIEN ET NOUVEAU CHEZ MASPERO

Pour février prochain l'éditeur François Maspero annonce quelques publications d'importance : « Ecrits de prison » d'Ulrike Meinhof, « C'est nous les canuts » de Fernand Rude et un inédit du linguiste américain Noam Chomsky, « Réflexions sur le langage ». Dans le même temps il fera reparaître des ouvrages anciens mais depuis longtemps épuisés : « Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis de 1866 à nos jours » de Daniel Guérin, « L'imagination sociologique » de Wright Miles, « L'équilibre mental, la folie et la famille » de Laing et Esterson et « La femme potiche et la femme bonniche » de Claude Alzon.

LE CHAGRIN ET LA PITIE A HOLLYWOOD

« C'est vous, messieurs, qui vous livrez en ce moment à une activité anti-américaine et qui violez la Constitution ! » Voilà ce qu'avait crié l'acteur Lionel Stander à la face de la commission chargée de débusquer « les rouges » d' Hollywood et de Broadway aux plus ignobles heures de la guerre froide. A l'avant-dernière séquence du film de Martin Ritt « Le prête-nom », qui raconte cette période où l'Amérique devint folle, le personnage principal, Howard Prince, ne dit pas autre chose, même s'il le dit plus crûment et plus brièvement. Contre la bêtise et la haine, ce sont quelques mots qui frappent aussi fort que la tirade du « Dictateur » de Chaplin ou que le discours du « M. Smith au Sénat » de Capra.

D'autant plus fort qu'ils sont arrivés après un long silence. Le cinéma américain a beau avoir manifesté plus d'une fois son courage et sa franchise, il n'avait pratiquement jamais osé se remémorer ces heures d'ignominie et les « cinéastes militants » Pollack-Redford eux-mêmes n'y avaient fait qu'allusion dans « Les plus belles années de notre vie ». Voici enfin « Le prête-nom », un quart de siècle après : à peu près le temps qu'il avait fallu aux Français pour que « Le chagrin et la pitié » leur rappelle ce qu'ils auraient préféré enterrer dans l'oubli.

Des héros et des traîtres

Et pourtant, quelle belle distribution pour un drame shakespearien ! D'un côté, dans le camp des tourmenteurs, un politicien détraqué qui mourra dans la déchéance alcoolique, Joseph McCarthy, et un petit sénateur nommé Nixon qui finira en malfrat minable sa conquête du pouvoir dans la plus importante nation du monde. En face, 325 producteurs, metteurs en scène, scénaristes, stars formant un « plateau » sans précédent devant les caméras — puisque certaines audiences étaient filmées. Pêle-mêle, là, Joseph Losey, Dalton Trumbo, John Berry, John Garfield, Jules Dassin, Paul Robeson, Edward Dmytryk, Irwin Shaw, Zero Mostel, Martin Ritt, Herbert Biberman, Bertolt Brecht, Dashiell Hammett, Abraham Polonsky, Robert Rossen, Michael Wilson... Et quel scénario ! Une histoire pleine de héros, comme Stander, ou Zero Mostel couvrant ses « juges » de sarcasmes, ou Garfield qui tint tête jusqu'à la mort : une crise cardiaque s'ensuivit, qui le terrassa. Et des traîtres, aussi, pressés de moucharder : ceux auxquels on pouvait s'attendre, les Ronald Reagan et les John Wayne, et encore Robert Taylor et Walt Disney, mais aussi « l'homme de gauche » Elia Kazan.

Bref, de quoi faire un film noir, très noir. Surtout si l'on songe au climat de délation et de haine qui devait régner. Lui seul peut expliquer ce qui se passa dès la fin des années quarante autour d'une commission créée en 1938. Car le Congrès n'avait voté aucune loi anticommuniste et la commission ne pouvait sanctionner qu'un refus de réponse ; mais la « peine » prononcée était souterraine : l'intéressé était inscrit sur la « liste noire » — qui n'avait aucune existence officielle mais, de fait, décidait de l'emploi ou du non-emploi au cinéma et à la télévision de quiconque était soupçonné de communisme, de socialisme, d'avoir milité pour l'Espagne républicaine ou pour l'amitié avec l'U.r.s.s. pendant la guerre, d'avoir participé à un défilé de Premier Mai...

Lauréat perdu

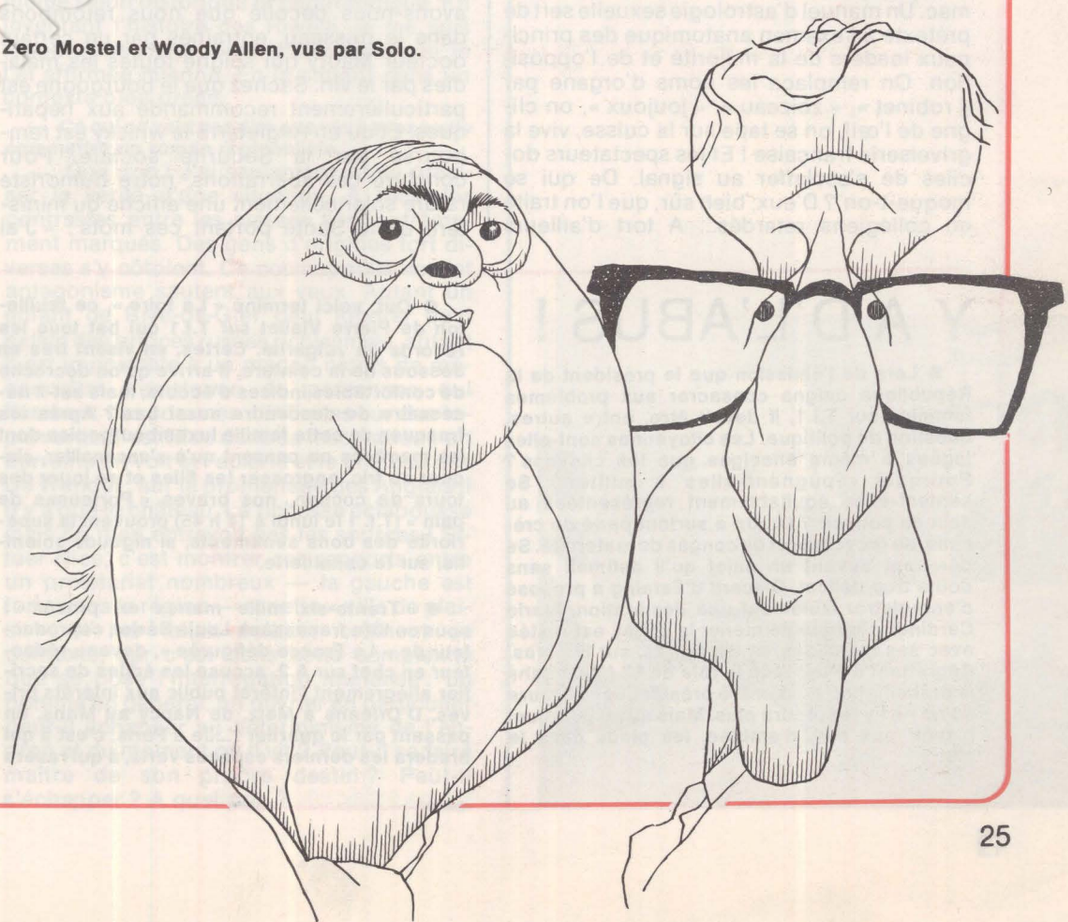
Voilà comment le réseau de terreur qui se tissa autour des pseudo-juges de la commission stérilisa pour de longues années la part la plus intéressante du cinéma américain. Garfield mort, l'acteur Philip Loeb poussé au suicide, l'ex-communiste Dmytryk et neuf autres en prison pour refus de réponse, la chasse aux sorcières contraignit à l'exil d'aussi grands créateurs que Losey, Dassin ou Michael Wilson, Et qui peut nier que la très prometteuse œuvre de Polonsky (« L'enfer de la corruption ») ou de John Berry fut à jamais compromise ? Martin Ritt lui-même peut déclarer aujourd'hui : « J'ai eu beaucoup de chance ». N'empêche qu'à cause de son inscription sur la liste noire — il avait été membre du P.c. avant de renvoyer sa carte au lendemain du pacte germano-soviétique — cet ex-réalisateur vedette de la chaîne de télévision C.b.s. vivota six ans avant de pouvoir réaliser, par interim, son premier film de cinéma.

Les plus chanceux, parmi les victimes de la liste noire, furent les scénaristes. C'est ainsi que naquit le système des prête-nom qui a inspiré le personnage de Prince qu'interprète Woody Allen. Ce fut notamment un beau moment que cette remise de l'Oscar du meilleur script attribué à « Robert Rich » en 1956, alors que ses amis savaient qu'il s'agissait de Dalton Trumbo... Une revanche, malgré tout.

C'est à ce niveau que Ritt a préféré en rester. Le film noir, il ne l'a pas fait. Ni le pamphlet que semblait appeler le sujet. « Je suis encore plein de colère, dit Ritt. Mais je ne suis pas amer ». Il a donc, par crainte d'être complaisant, choisi la comédie, l'humour. Lorsqu'on lâche dans un film le petit Juif naïvement roublard nommé Woody Allen, il est vrai que cela donne un humour jamais innocent. De même quand on fait jouer au merveilleux Zero Mostel un rôle qu'il connaît bien, presque le sien à l'époque du maccarthysme : tout comme Ritt, le scénariste Walter Bernstein et deux autres acteurs du film, Mostel était sur la « black list ». La mention qui en est faite en dessous de leurs cinq noms dans le générique final ne ressemble en rien, pourtant, à une citation d'anciens combattants : elle est, discrètement, à la fois un appel contre les listes noires, toutes les listes noires, et l'avertissement que, de surcroît, elles sont au bout du compte inutiles.

SERGE RICHARD

Zero Mostel et Woody Allen, vus par Solo.



MARTIN OU WATERLOO

Qu'est-il arrivé à Jacques Martin ? Il avait tous les défauts du monde, mais il était drôle. Il rabâchait des chansons ineptes, mais il nous faisait rire. Il nous agaçait souvent, nous décevait parfois, mais finissait toujours par nous attraper. Oui, durant une année, les gros bataillons du public le suivirent fidèlement, il présida nos repas dominicaux et ses facéties de potache le hissèrent en tête des indices d'écoute. Qui a changé : lui ou nous ? Dans sa nouvelle émission du dimanche (13 h 20 - 21 h 30 sur Antenne 2), le charme n'opère plus. Est-ce le luxe du décor qui tue l'animateur ? Les remaniements de l'équipe qui exigent un nouveau rodage ? Ou simplement est-il impossible d'avoir de l'humour huit heures d'affilée ?

Son marathon s'ouvre allègrement par une revue d'actualité dont l'irrespect nous met en appétit. Hier, Martin nous montrait le Pape, Jimmy Carter, Jacques Borel, les généraux Bokassa et Massu, se ruant à l'assaut de la mairie de Paris. Demain, les zizanies politiques lui fourniront à coup sûr, d'autres gags. Avec des vedettes telles que Chirac et d'Ornano — puisse la caisse noire ne pas oublier de leur verser leur petit cachet ! — il n'y a pas grand mérite à provoquer l'hilarité. Sur cette lancée, nous avalons sans rechigner la séquence de resquillage dans le métro. Chacun en prend pour son grade, les hauts personnages et l'homme de la rue ; inclinons-nous, c'est la règle du jeu.

Mais, après ces savoureux amuse-gueule, le plat de résistance nous reste sur l'estomac. Un manuel d'astrologie sexuelle sert de prétexte à l'examen anatomique des principaux leaders de la majorité et de l'opposition. On remplace les noms d'organe par « robinet », « zoizeau », « joujoux », on cligne de l'œil, on se tape sur la cuisse, vive la grivoiserie française ! Et les spectateurs dociles de s'esclaffer au signal. De qui se moque-t-on ? D'eux, bien sûr, que l'on traite en collégiens retardés... A tort d'ailleurs



même pour ceux-là : les écoliers boudent ce genre de facéties. « C'est complètement débile ! », soupirèrent ceux qui regardaient avec moi.

Le tour de piste de Piem dont le crayon malicieux pique la vérité au vif, le reportage de Pierre Bonte au cœur de la province candide ramènent l'espoir. L'esprit soufflerait-il enfin sur la lorgnette ? Hélas, à peine avons-nous décollé que nous retombons dans le ruisseau, entraînés par un certain docteur Maury qui soigne toutes les maladies par le vin. Sachez que le bourgogne est particulièrement recommandé aux hépatiques. Et qu'en Angleterre le whisky est remboursé par la Sécurité sociale. Pour conclure ces aberrations, notre humoriste rature solennellement une affiche du ministère de la Santé portant ces mots : « J'ai cessé de fumer et j'ai réduit l'alcool ». Sans doute les ligues anti-alcooliques protesteront-elles, mais qui les entendra ? Pas les millions de gens auxquels un poivrot a déclaré que le bordeaux guérissait l'anémie.

Et l'après-midi continue, s'enlise, entrecoupé de « Pom, pom, pom, pom » (premières mesures d'un morceau dont il faut deviner le titre), de dessins animés, de feuilleton (américain comme il se doit), et de variétés que Fernand Reynaud aurait hésité à présenter à l'Alcazar de Rodez. José Artur, Jacques Rouland et Pierre Tchernia dirigent avec bonhomie un concours intervilles portant sur le théâtre, la chanson et le cinéma. Un pauvre petit monstre de dix ans vient chanter « J'ai un tempérament de feu » sous l'œil attendri de Sheila. A la danse succède le sport et la soirée s'achève par des défilés de vedettes : Trenet, Sardou, Claude François. Applaudissez, messieurs-dames ! Vous en avez pour votre argent. Et si vous n'êtes pas contents, changez de chaîne.

Oui, courage, quittez vos rails ! F.r.3 vous offre justement (le 6 février à 16 h 55) son morceau de bravoure : une Grande Bataille du passé, réalisée, ressuscitée par Henri de Turenne. Cette fois, il s'agit de Waterloo qu'illustrent de nombreux extraits de films tandis qu'un aréopage de spécialistes internationaux discute, au coup par coup, le déroulement stratégique. « D'un côté, c'est l'Europe et de l'autre la France... » Combien de fois, depuis 1815, les soldats de plomb ont-ils rejoué ce combat, rendant à Grouchy et à Blücher la place que leur attribuait Napoléon ! Saisie par l'épopée, la télévision retrouve les accents lyriques qu'elle réserve habituellement aux matchs de rugby. « Pas de quartier ! », crie Wellington. Et Cambronne, en guise de réponse, lui jette le mot célèbre qui vous a peut-être échappé, un instant plus tôt, lorsque vous avez envoyé sur les roses la lorgnette de Jacques Martin.

GABRIELLE ROLIN

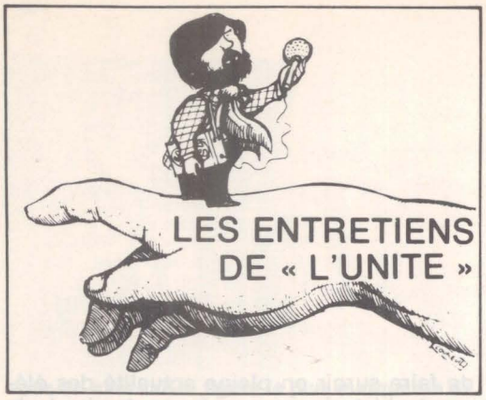
Y A D'L'ABUS !

● Lors de l'émission que le président de la République daigna consacrer aux problèmes féminins sur T.f.1, il devait être, entre autres, question de politique. Les citoyennes sont-elles logées à même enseigne que les citoyens ? Pourquoi répugnent-elles à militer ? Se sentent-elles équitablement représentées au sein du pouvoir ? Or, on a surtout parlé de crèches, de recyclage et de congés de maternité. Se dérobant devant un sujet qu'il estimait sans doute trop délicat, Giscard d'Estaing a proposé d'enregistrer isolément une déclaration. Marie Cardinal, chargée de mener le débat, est restée avec ses questions, et les nôtres, sur les bras. Regrettant d'avoir tenu le rôle de M. Loyal dans la présentation du numéro présidentiel, elle jure qu'on ne l'y reprendra plus. Mais aussi pourquoi n'avoir pas mis, d'emblée, les pieds dans le plat ?

● Ouf, voici terminé « La foire », ce feuilleton de Pierre Viallet sur T.f.1 qui bat tous les records de vulgarité. Certes, en visant très en dessous de la ceinture, il arrive qu'on décroche de confortables indices d'écoute, mais est-il nécessaire de descendre aussi bas ? Après les frasques de cette famille luxembourgeoise dont les membres ne pensent qu'à s'encanailler, claquer du fric, engrosser les filles et se jouer des tours de cochon, nos braves « Porteuses de pain » (T.f. 1 le lundi à 14 h 45) prouvent la supériorité des bons sentiments, si nigauds soient-ils, sur la canaillerie.

● « Trente-six mille maires en procès » : sous ce titre fracassant, Louis Bériot, coproducteur de « La France défigurée », devenu rédacteur en chef sur A 2, accuse les édiles de sacrifier allègrement l'intérêt public aux intérêts privés. D'Orléans à Metz, de Nancy au Mans, en passant par le quartier Italie à Paris, c'est à qui bradera les derniers espaces verts, à qui rasera les vieux quartiers pour édifier des tours. Tous ceux qui auront vu mardi sur T.f.1 le bilan de cinq années d'émission et qui désirent en savoir plus liront ce réquisitoire et s'en souviendront le jour des élections municipales (aux Editions J.C. Lattès).

● Durant l'année 1976, les créations originales n'occupèrent que le quart du temps d'antenne, alors que les trois chaînes projetaient ensemble 524 films dont la moitié sont d'origine américaine. Une augmentation des productions françaises entraînerait-elle inévitablement un relèvement de la redevance ? Dénonçant ce chantage Jack Ralite, député communiste, révèle, dans une question écrite à l'Assemblée, que « les sociétés de télévision ont fait en 76 des bénéfices évalués à dix milliards d'anciens francs, sur lesquels l'Etat prélève la moitié, à titre d'impôt sur les sociétés ». Peut-être saurons-nous un jour où passe l'argent des contribuables ?



MAX GALLO : "JE MONTRE SANS CESSE LE POIDS DE L'HISTOIRE D'EN HAUT SUR LES GENS D'EN BAS"

Une trilogie niçoise. C'est-à-dire trois romans (« La baie des Anges », « Le palais des fêtes » et « La promenade des Anglais ») parus chez Robert Laffont entre l'automne 1975 et l'automne 1976. Une série « best seller » comme on n'en avait plus connu depuis Zola. Un succès de librairie. Surtout, une fresque historique d'une seule traite. Trois volumes, certes, mais un livre unique, une aventure continue : celle des Revelli, Italiens immigrants venant braver le destin du côté de Nice, s'y enracinant, y faisant souche. Celle des Gallo, celle de la famille de l'auteur ? Oui et non. Oui, parce que le grand-père de Max Gallo est arrivé à Nice vers 1890, comme les trois frères Revelli. Non, parce que l'autobiographie a vite été débordée pour devenir un pan de l'histoire de tout le mouvement ouvrier. Oui, parce qu'en la famille Revelli Max Gallo retrouve la mémoire de la famille Gallo. Non, parce que la part d'imaginaire est venue étoffer et investir l'histoire individuelle. Max Gallo ne s'est pas contenté d'étaler ses souvenirs, il les a ensemencés. La moisson appartient aux lecteurs. Elle s'appelle plaisir et identité. Car le roman des Revelli, c'est notre image à l'imparfait. Peu ou prou, il n'y a pas si longtemps, nous étions tous des Revelli. Tous, c'est-à-dire une grande partie du peuple français : nous dont la généalogie a racine en milieu ouvrier.

Aujourd'hui écrivain couronné, Max Gallo ne fut pas toujours ce romancier vainqueur. Il fut d'abord ce « macaroni » à qui ses origines interdisaient tout accès à la culture et aux privautés des dominants. « On est toujours l'étranger de quelqu'un ». Gallo fut l'étranger du savoir. Il n'a pas oublié ce passé récent. Loin de le fuir, il a voulu publiquement en prendre possession. D'où ce livre en trois temps, gros d'espoir et d'incertitudes mêlés. D'où cette sève de fraternité qui court sur 1 050 pages. Fière revanche sans haine. Gallo a pris la force de son œuvre à la source de sa vie : il est sans doute le seul agrégé d'Histoire, le seul docteur ès lettres français à posséder un C.a.p. de mécanicien-ajusteur...

« L'UNITE » : Quelle part l'historien Max Gallo a-t-il pris à la gestation de « La baie des anges », roman de Max Gallo ?

MAX GALLO : J'ai écrit un roman en trois parties, pas une étude historique. Cela dit, il est vrai que mes préoccupations d'historien sont demeurées sous-jacentes. Et mon roman est une certaine manière de mettre en avant les questions que je me pose depuis longtemps sur le destin du mouvement ouvrier occidental depuis la fin du XIXe siècle. Mes interrogations sont multiples : que veut dire pour un ouvrier la révolution ? Et la politique ? Et l'ambition ? Et l'appartenance à une classe sociale ? Comment un ouvrier vit-il quotidiennement sa condition ? Comment le mouvement ouvrier a-t-il perçu et compris les événements entre 1900 et aujourd'hui ? L'ensemble renvoyant à ma propre vie : je suis né d'un père ouvrier ; quelles traces cela a-t-il laissé ou non dans ma tête ?

Disant cela, je fais surgir une ossature, un contenu idéologique, une trame historique. Mais si je n'avais voulu exprimer que des idées, j'aurais fait un essai historique. J'ai écrit un roman : c'est autre chose. Pour le romancier l'Histoire n'est qu'un matériau donné en pâture à l'imagination. Je devrais dire un des matériaux. Car mes souvenirs strictement personnels, mes hantises, mes obsessions en constituent un autre. Le brassage se fait au niveau de l'écriture, de la liberté de l'écriture : cette méthode n'est pas celle de l'historien.

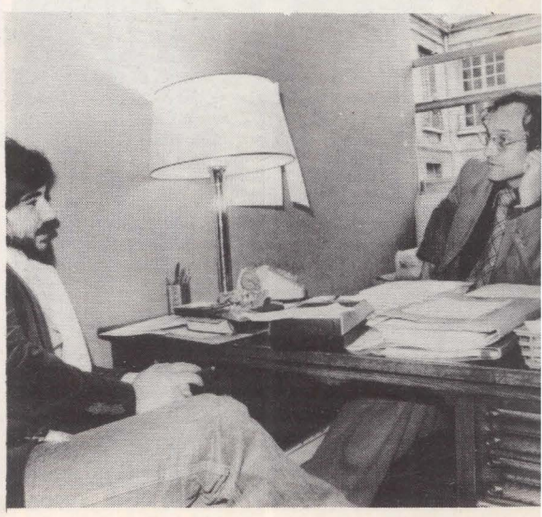
— Dans le dernier volet de votre trilogie, celui qui correspond à votre génération, les éléments autobiographiques seraient relativement faciles à débusquer. Faut-il en conclure que la saga des Revelli ne serait rien d'autre que celle des Gallo ?

— C'est le propre du roman : il semble toujours autobiographique, mais il ne l'est jamais vraiment. Il y a sans doute des correspondances entre la famille Gallo et la famille Revelli. Mais les différences sont plus grandes encore : certains des Revelli connaissent une réussite sociale — notamment Carlo qui devient entrepreneur et grand bâtisseur — qui n'a jamais atteint les Gallo. Tout cela, en fait, n'est qu'anecdote. L'important n'est pas là. Ce que les Revelli et les Gallo ont ensemble est plus profond : des attaches de classe et une mémoire commune. Ils sont nés de la même terre, du même sillon historique et géographique. En inventant l'histoire des Revelli, je me suis réapproprié ma propre histoire mythique, je l'ai affirmée mienne. En la situant dans un contexte bien précis.

— Ce qui ne veut pas dire que vous avez voulu commettre un roman régionaliste...

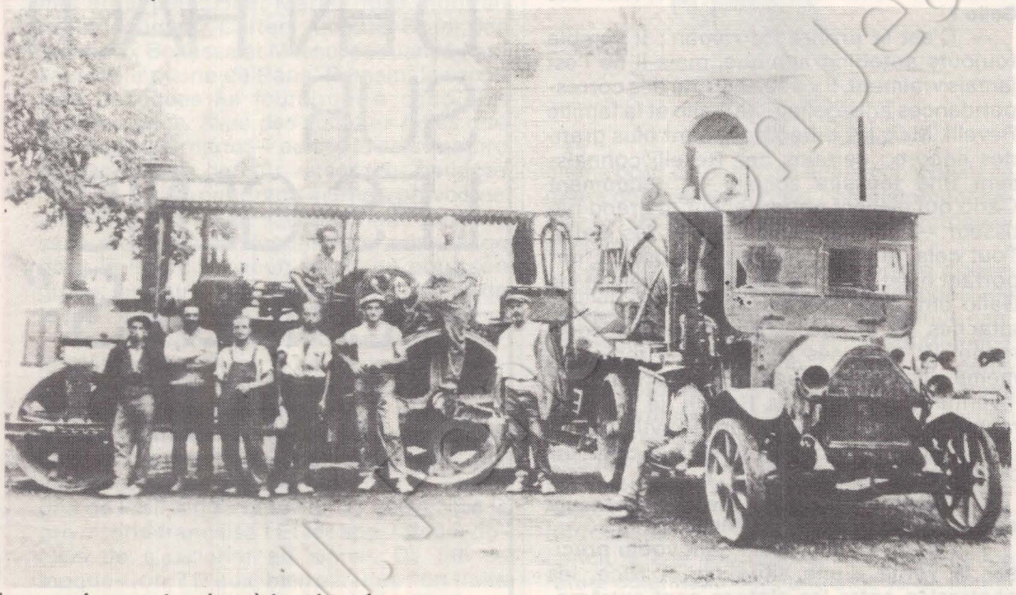
— Que non ! J'ai seulement voulu préciser la vérité d'une situation. A Nice, les contrastes entre les classes sont extrêmement marqués. Des gens d'origines fort diverses s'y côtoient. Ce cosmopolitisme, cet antagonisme sautent aux yeux. Autant un enfant de Rive-de-Gier peut ignorer qu'il existe des princes russes richissimes, autant il est impossible à un maçon niçois de méconnaître l'existence de personnes qui flambent des sommes mirifiques sur des tapis verts. C'est Nice dans sa fascination : en Lorraine on voit et l'aciérie et le château des De Wendel ; sur la promenade des Anglais il n'y a que le château. La richesse éclabousse mais on n'en entrevoit pas les sources ! Situer Nice, c'est montrer ces rapports entre un prolétariat nombreux — la gauche est forte dans la région — et cette « ville de plaisir ». Il me fallait éclairer crûment ce contexte, car c'est dans cette complexité que se pose l'interrogation immense : un homme en général, un ouvrier en particulier peut-il échapper au déterminisme de l'endroit et du moment où il vit ? Peut-il se faire maître de son propre destin ? Peut-il s'échapper ? A quel prix ?

→





La fête à Nice, pendant les années folles.



Les ouvriers cantonniers à la même époque.



Le maire Jean Médecin entouré de la duchesse de Vendôme et du duc de Connaught.

J'ai raconté Nice, mais mon roman a eu beaucoup de lecteurs à Lille. Pourquoi ? Parce que la vérité particulière d'une situation, si elle n'est pas tronquée, renvoie à des vérités générales. Je suis certain que les sentiments et les événements vécus par les Italiens Revelli à Nice ont été ressentis identiquement... disons par un Breton s'installant à Paris. C'est en ce sens que mon roman n'a rien de régionaliste. Il attire seulement l'attention sur un cas qui est généralité : la France dans son ensemble, à l'image de Nice, est nourrie de l'extérieur. Combien sommes-nous de ces Français par raccroc ? Certes il existe encore des résidus d'une vieille France ancestrale. Mais la majorité du peuple français n'est-elle pas composée de Français de la bordure ? Quel Français n'a pas dans sa famille au moins une branche « étrangère » ? Nous sommes presque tous des immigrés. Ce n'était peut-être pas ma volonté au départ, mais je crois bien que j'ai fait un roman internationaliste.

— Un roman partisan aussi, peut-être...

— Je ne crois pas à l'objectivité. Je n'ai aucun goût pour le sectarisme et le manichéisme de l'œuvre de propagande. J'essaie seulement, avec mes qualités et mes défauts, avec ma sensibilité et ma mémoire, de démonter les déterminismes sociaux, politiques et psychologiques qui scellent la vie d'un individu à l'intérieur d'un destin collectif. Je montre sans cesse de quel poids pèse l'Histoire d'en haut. Sur les gens d'en bas. C'est mon point de vue. Qui dit point de vue dit parti pris. Dès que j'esquisse un personnage, je dis aussitôt à quoi il passe son temps et comment il gagne sa vie : c'est un point de vue tout à fait partisan.

J'entends que mon roman soit une contribution à la mémoire collective du monde ouvrier dans sa diversité, sa complexité et ses contradictions. C'est partisan. J'essaie de faire surgir en pleine actualité des éléments historiques passés au tamis de la technique romanesque. C'est encore partisan. Ce qui m'intéresse, ce que j'ai voulu faire consciemment dans « La baie des anges », c'est tenir sur une période précise le discours de « ceux d'en bas ». Comme moi, mes personnages sont totalement partisans.

— Vous faites montre d'une tendresse particulière, sans cesse répétée au fil des pages, pour l'ouvrier communiste Dante Revelli. Pourquoi ?

— Sans doute parce qu'il est un peu une image de mon père... Surtout parce que j'ai toujours été attiré par ces hommes qui ont eu un peu plus de 20 ans en 1917 : encore enfants, dès l'âge de 11-12 ans, ils avaient connu la condition ouvrière de la fin du XIXe siècle ; puis ils avaient été traumatisés par la guerre ; aussi ont-ils été soulevés d'un immense espoir utopique par la révolution d'octobre. Ils ont été le levain du début du XXe siècle, parce qu'ils y ont fait leur entrée avec leur bagage libertaire hérité des décennies précédentes. Bien sûr, par jeunesse ou par activisme, ils ont fini par se couler dans le moule stalinien, mais, au bout du compte, de déception en déception, ils ont su garder malgré tout une extraordinaire vitalité. L'Histoire les a sans cesse laminés, ils se sont toujours redressés. Et toujours, même dans la défaite, je les ai vus porter haut la flamme de l'optimisme. Ce que je dis là n'est ni sentimentaliste ni triomphaliste. C'est simplement constat : il a existé des hommes de la trempe de Dante Revelli que les revers de l'Histoire n'ont pas réussi à abattre. Ces hommes debout sont pour moi le symbole de la permanence d'une espérance. Comment ne pas les saluer ? Comment ne pas les aimer ? Ne sont-ils pas ce que le XXe siècle n'a pas réussi à ruiner ?

Il m'a fallu attendre les années 60, la remise en cause des idéologues autoritaires, d'un certain marxisme figé et sectaire pour voir ressurgir des comportements du type de Dante Revelli...

Ce qui m'a intéressé en ce Revelli-là, c'est aussi qu'au-delà de son adhésion à un parti précis, il a gardé en lui des contradictions riches, des ambiguïtés prometteuses. Je le répète, je refuse le manichéisme. Dante Revelli n'est pas un homme sec et schématique, c'est un être complexe qui non seulement affiche un espoir insolent, mais demeure le stigmate arrogant de la mémoire du monde ouvrier. Car là est le drame du mouvement socialiste : à chaque génération on a oublié les heurs et malheurs de la génération précédente. Qui se souvient en lisant Soljenitsyne que Victor Serge avait déjà tout dit du Goulag soviétique dès 1932 ? A chaque génération, on repart bardé d'illusions... comme si rien ne s'était produit auparavant. A chaque génération, on commet la bévue de faire table rase. Dante Revelli, pour moi, c'est le contraire de la table rase, c'est notre mémoire vivante.

— Et Violette, cette belle femme que vous ne vous résignez pas à laisser vieillir ? A mon sens

vous en avez fait la figure la plus marquante de votre livre. Pourquoi ?

— Si l'on m'avait dit, à la fin du premier volume, que Violette Revelli prendrait une place aussi importante par la suite, j'aurais souri... Elle a fait son nid un peu malgré moi. Elle a peu à peu envahi le roman. Mais cette invasion, maintenant, me semble logique et évidente : comment écrire l'aventure du monde ouvrier de 1890 à nos jours sans que la « montée des femmes » s'y inscrive en surimpression ? Il y avait d'abord eu Lisa, la mère, femme soumise. Puis Denise, la femme de Dante, petite-bourgeoise acariâtre et rancie. Violette surgit enfin, exemplaire : elle est la femme qui introduit la liberté dans sa vie et contamine son entourage. Après elle, ce sera irréversible. Oui, le destin des femmes est bien un des axes essentiels de mon roman.

— Chronologiquement, la dernière femme de la dynastie des Revelli dans votre livre, c'est Christiane. Elle devient professeur. Un enfant de la classe ouvrière devient une intellectuelle. Comme cela vous est arrivé. Nous rejoignons là votre vie personnelle. Vous aussi, un beau jour, vous avez fait votre « entrée dans le temple ». Comment un fils du monde ouvrier vit-il son accession à la culture ?

— La conquête de la condition d'intellectuel est difficile pour un fils d'ouvrier. Comme beaucoup d'autres j'ai d'abord été longtemps un exclu de la culture. J'aurais pu ne jamais y accéder. Les « gens d'en bas » ont longtemps ignoré qu'il existe des moyens pour y parvenir, des bourses par exemple... Mais je n'insisterai pas sur ces obstacles : Bourdieu et Passeron l'ont déjà fait, et fort bien. Je suis donc devenu, comme Christiane Revelli, un intellectuel. Mais je me sens différent des autres.

Lié par mon origine de classe, je n'ai pas avec la culture les mêmes rapports que les intellectuels issus des milieux bourgeois. Il y a chez eux un dilettantisme, un aristocratisme, un esthétisme qui m'est totalement étranger. La culture n'est pas pour moi un miroir attendrissant, un supplément agréable ; elle est une conquête et un outil. Eux la confondent volontiers avec la réalité. Pour moi, elle est un instrument de mesure de la réalité. Elle est une clef qui me permet de comprendre le monde et de prendre la parole. Pour un homme issu du monde ouvrier, la culture, aussi sacrilège que cela puisse paraître à certains, est d'abord utilitaire : elle est moyen d'émancipation et arme de savoir, donc promesse de liberté. Le raffinement n'y est pas de mise.

Un intellectuel sorti du cocon ouvrier ne sera jamais un intellectuel dilettante. Son choix, réduit, est ailleurs : ou bien il devient un militant politique du monde ouvrier ; ou bien sa culture devient le tremplin de sa trahison, il rompt avec sa classe et devient un chien de garde du Pouvoir ; ou bien il se fait créateur. La quatrième voie me semble une erreur de parcours : les enfants d'ouvriers qui font des thèses en université ne le font pas par envie ; seule l'ambition sociale les guide ; mais cet univers les rend malheureux.

— A travers les trois volumes de « La baie des anges », vous avez repris en charge votre passé, votre histoire. Mais votre présent, qu'en faites-vous ? Je veux dire : votre présent d'intellectuel ?

— Le roman de mon présent ? J'y pense. Je pense à un grand roman contemporain. Je suis motivé, mais pas encore assez armé. J'y réfléchis cependant souvent. Ah ! l'épineux problème des contradictions de l'intellectuel dans la France des années 1970... Il y a, bien sûr, les questions de création. Il y a surtout le rôle de l'intellectuel face au Pouvoir. Pour tout un chacun, le Pouvoir se manifeste de trois façons : il rationalise (ou tente de le faire), il opprime, il tient un discours. Souvent des intellectuels choisissent de tenir le discours du Pouvoir. Quel discours ? S'il tient celui de la rationalisation, l'intellectuel devient le technocrate. S'il tient celui de l'oppression, il devient l'intellectuel-procureur. Il reste pourtant une solution : l'intellectuel peut se contenter de tenir le discours de ceux qui n'ont jamais la parole, de « ceux d'en bas ». L'intellectuel doit avoir une constante attitude critique face au Pouvoir : en faisant entendre le discours d'en bas face à ceux d'en haut.





Course cycliste organisée par les clubs de quartier.

— Quel que soit le Pouvoir ?

— Je souhaite vivement ici demain, et ailleurs aussi, partout, la victoire des forces de gauche. Mais l'Histoire du XXe siècle a démontré, preuves cuisantes à l'appui, que le ralliement inconditionnel des intellectuels au Pouvoir quel qu'il soit était une erreur, que les conséquences en étaient toujours une atteinte aux libertés. Car, si personne ne continue à faire entendre le discours d'en bas, c'est la schlérose, la bureaucratie, la mort de la démocratie. Les intellectuels n'ont pas à être des orthodoxes. Il faut qu'ils sachent demeurer, en toutes circonstances, des hérétiques têtus. Je suis et serai un hérétique.

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS



Banquet de la victoire du Front populaire.

Au risque de vous plaire



Spectacles

OU SONT-ILS (EN FEVRIER) ?

* Yvan Dautun : Au Café de la Gare (41, rue du Temple, Paris 4e), jusqu'au 5.

* Le Cuarteto Cedron : A la Maison de la Culture de Nanterre, les 4 et 5.

* Anne Sylvestre : Au Théâtre 71 de Malakoff le 12 et à Compiègne le 22.

* Jean-Paul Farré : Sur la Péniche (Quai de Valmy, Paris 10e), jusqu'au 20.

* Christian Dente : A Dieppe le 11.

* Dick Annegarn : A Nevers le 4, Bourges le 5, Rodez le 8, Toulouse le 9, Agen le 10, Bordeaux le 11, Lyon le 22, Roanne le 24, Clermont-Ferrand le 25, Saint-Etienne le 26 et Annecy le 27.

* Le groupe Mélusine : en Champagne-Ardennes du 7 au 20.

* Marie-Paule Belle : à Stains le 5 et Charleroi le 7.

* Juliette Gréco : à la Maison de la Culture de Nanterre les 4 et 5, au Stadium (Paris), le 17.

* Pierre Tisserand : à Sceaux le 12.

* Yves Simon : à Aubervilliers le 11.

* Jean-Claude Monnet : à l'Hôtel Hérouet (54, rue Vieille du Temple, Paris 4e), jusqu'au 13.

* Francisco Montaner : à la M.j.c. d'Epinay-sur-Seine le 5.

* Jean-Max Brua : à la Tanière (45 bis, rue de la Glacière, Paris 13e), jusqu'au 13.

* La Swing Limited Corporation : concert Basie (faculté d'Assas) le 3 février à 21 h.

* Le groupe Confluence : au Théâtre Fontaine (18 h 30) jusqu'à samedi.

* Robert Wood : au Centre culturel américain du boulevard Raspail à Paris, les 10, 11 et 12.

* Michel Portal Unit : à Massy (6, avenue de France) samedi à 21 h.

* Les groupes Tri-Yann, la Bamboche ; Donzella : au Stadium (Paris) le 17.

* Guy Bedos : au Théâtre de la Renaissance (20, boulevard Saint-Martin, Paris 10e) jusqu'au 20.

* Bernard Haller : à Villefranche-sur-Saône le 4, Moulins le 5, Brest le 8, Douai le 10, Lille le 11, Douai (à nouveau) le 13, Villeneuve-sur-Lot le 15, Aurillac le 16, Colomiers le 18, Reims les 22, 23, 25 et 26.

* Julos Beaucarne : à Aurillac le 4, Vénissieux les 5 et 6, Villeneuve-d'Ascq le 8, Incourt (Belgique) le 25 et Vervier (Belgique) le 26.

* Jean-Marc Roulet et Jean-Marie Tréhard : au Centre d'Action culturelle « Les Gémeaux » à Sceaux le 17.

* François Béranger : à Saint-Denis (Théâtre Gérard-Philipe) du 4 au 20, Bordeaux le 24 et Mont-de-Marsan le 25.

* Djamel Allam : à Thionville le 6, aux « Faux-nez » de Lausanne (Suisse) du 10 au 16.

* Le groupe Imago : à Brunoy le 4, Villeparisis le 5, Ablon le 11, Limeil-Brévannes le 12, Vitry le 16, Morangis le 18, Fontenay-aux-Roses le 25 et Louviers le 26.

* Michel Bulher : à la Vieille Grille (1, rue du Puits-de-l'Ermite, Paris 5e), jusqu'au 13, à Sainte-Croix (Suisse) le 19 et Carouge (Suisse) le 26.

* Gilles Servat : à Epernay le 15, Tinqueux le 16, Troyes le 17, Melun le 18, Montmagny le 19 et Bouvron le 26.

* Bernard Lavilliers : à Aubervilliers le 10, Romorantin le 11, Valence le 16, Hagondange le 19, Grenoble le 24 et Lyon le 25.

* Henri Tachan : à Nice le 6.

* Alain Meilland : à Rouen le 7.

* Joan-Pau Verdier : à Aubervilliers le 12.

* Jacques Higelin : à Nancy le 24.

* Mouloudji : à Fourmies le 18.

* Areski et Brigitte Fontaine : à Corbeil le 5, Clermont-Ferrand le 17, Auxerre le 19, Bourges le 23 et Tours le 24.

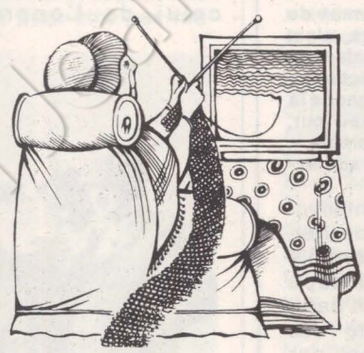
* Teca et Ricardo : à la Maison de la Culture de Rennes le 5 et Pantin le 12.

* Le groupe Malicorne : à Yvetot le 8, Bourg-la-Reine le 11, Nantes le 15, Rennes, le 16, Brest le 17, Allonnes le 20, Chamonix le 23 et Uckange (Moselle) le 26.

A ne pas manquer

L'AMERIQUE LATINE A RENNES

La Chilienne Violeta Parra et l'Argentin Atahualpa Yupanqui furent les premiers sourciers de la « nouvelle chanson » et de la « nouvelle musique » en Amérique latine. Collectant l'ancestral folklore, les ritournelles et les chants populaires, ils ont rendu une mémoire et un héritage à un continent. La voie ouverte, des dizaines de créateurs s'y engouffrèrent. L'humus fut si bon et l'invention si grande que put se dérouler, en juillet 1967 à Cuba, un festival de la « Cancion de protesta », dit « Festival de la rose qui pleure ». Autant de cris étaient réunis là-bas, autant de cris contre le silence et la solitude de nombreux peuples latino-américains. Depuis 1967 la rose a beaucoup pleuré, souvent même elle a saigné. Et de nouveaux chants sont nés. On parle désormais de « chanson debout ». Les Chiliens en exil en sont le fer de lance. Mais ils ne sont pas les seuls à tenir la tête haute au nom de l'Amérique latine. On peut s'en rendre compte à Rennes où, jusqu'à dimanche, la Maison de la Culture présente une « Semaine latino-américaine » de la chanson et de la musique. Martin Saint-Pierre et Fernando Marques, Paco Ibanez et le Quarteto Cedron, Daniel Viglietti et Atahualpa Yupanqui s'y sont déjà produits. Voici le programme des trois derniers jours : Waskar Amaru et Una Ramos ce 4 février ; Patricio Manns, Oswaldo Rodriguez, Manduka, Nana Vasconcelos, Teca et Ricardo le 5 ; et les Quilapayun le 6. La rose pleure, la rose saigne, mais rien ne peut l'empêcher de chanter.



Télévision

VENDREDI 4 FEVRIER

« La peur de vieillir » : le troisième âge du magazine Vendredi (20 h 30, F.r.3).

« La Bataille de Waterloo » — voir p. 26 (21 h 30, F.r.3).

Roland Dumas et Colette Piat à Apostrophes : « Quand les avocats jugent la Justice » (21 h 30, A2).

L'Histoire polonaise dans le délire d'une fête villageoise : le chef-d'œuvre d'Andrzej Wajda, « Les noces » (22 h 45, A2).

« Les monopoles de l'information » (17 h, France-Culture).

A ne pas manquer

MAROTO A MONTPARNASSE

Sébastien Maroto nous expliquait récemment : « La guitare est le seul instrument populaire qui ait été mis au service de la musqiue classique » (voir le n° 230 de « l'Unité »). Le guitariste Maroto se fixe pour tâche essentielle de « tenter de rendre la musique au peuple ». Il s'y emploie régulièrement à travers la province. Une fois n'est pas coutume : il s'installe à Paris. Il donnera un concert chaque soir, à 18 h 30, au théâtre Montparnasse, du 8 au 19 février. C'est un sacré pari ! A notre connaissance, aucun guitariste classique ne s'est jamais produit plus de trois soirs consécutifs dans la capitale. « Sébastien Maroto, a écrit l'écrivain Jean-Pierre Chabrol, n'est pas un homme couché sur une guitare, c'est un tout, une guitare humaine ». On pourra le vérifier ces jours, à Paris.

SAMEDI 5

France-Galles de rugby (14 h 50, T.f.1 et A2).

« Le vaisseau fantôme » de Wagner — en stéréophonie avec France-Musique (20 h 30, F.r.3).

Aux Samedis de France-Culture : « Israël, socialisme et nationalisme » (14 h 05).

DIMANCHE 6

« Winchester 73 » d'Anthony Mann ou la perfection classique du western (17 h 45, T.f.1).

« L'homme en question » : le dessinateur Jacques Faizant (20 h 30, F.r.3).

Une élégante digression du cinéaste Michel Deville sur l'arrivisme : « Le mouton enragé », avec Romy Schneider, Trintignant, Birkin, et Cassel (20 h 30, T.f.1).

« La guerre froide continue » : un reportage de la télévision suisse en Corée du Sud (22 h T.f.1).

Le prototype du film « noir » : « Le faucon maltais », de John Huston, d'après Hammett — et le début du mythe Bogart (22 h 30, F.r.3).

Gaston Defferre au Club de la presse (19 h, Europe 1).

LUNDI 7

Un merveilleux — et presque inédit — divertissement hitchockien avec Marlène Dietrich : « Le grand alibi » (20 h 30, T.f.1).

Bidasse au Maroc 1955 : « Le pistonné », de Claude Berri — à ne voir que pour Guy Bedos (20 h 30, F.r.3).

Alain Decaux raconte... la fin de Rommel (21 h 55, A2).

A l'émission L'huile sur le feu : « La faim dans le monde », avec Alfred Sauvy et René Dumont (22 h 55, A2).

MARDI 8

Quand un champion de rodéo de retour au pays se révolte contre promoteurs et profiteurs : « Junior Bonner » de Sam Peckinpah, avec Steve Mc Queen (20 h 30, F.r.3).

« De fil en aiguille », une émission d'André Akoun sur le phénomène de la mode (21 h 20, T.f.1).

MERCREDI 9

Brest, 1777... « L'ancre de miséricorde », ou le romanesque de Mac Orlan adapté sur une musique de Stivell (20 h 30. T.f.1).

« Mariage à l'italienne » : de Sica, Sophia Loren et Mastroianni en plein mélo (20 h 30, F.r.3).

La médicale de Barrère-Lalou : « Le droit à la folie » — l'expérience de la clinique de Jean Oury et Félix Guattarri à La Borde (21 h 50, T.f.1).

JEUDI 10

Tribune libre : la Lica (19 h 40, F.r.3).

« La mariée était en noir » de François Truffaut : la vendetta de Jeanne Moreau (20 h 30, F.r.3).

Au magazine L'Evénement : les collectivités locales — avec Olivier Guichard et Robert Fabre (21 h 20, T.f.1).

changer la vie avec le Parti socialiste

LES SOCIALISTES ET L'INDUSTRIE

Les 12 et 13 février prochains se tiendra à Paris, à la maison de la Chimie, un colloque socialiste sur la politique industrielle. Venant après les rencontres économiques de Suresnes et le débat de « l'Expansion », ce colloque constituera un événement politique de première importance. En confrontant leurs vues avec des économistes, des syndicalistes et des chefs d'entreprise, les socialistes y définiront les orientations nouvelles qu'ils entendent donner à l'effort industriel français.

Sept tables rondes seront consacrées à
— la planification et la nouvelle logique de croissance
— l'environnement international de notre industrie
— le financement de la politique industrielle
— les petites et moyennes entreprises
— l'innovation et la création d'entreprises
— l'emploi industriel
— les travailleurs et l'entreprise

André Boulloche, Jean-Pierre Chevènement, Jacques Delors, Jacques Attali, Christian Pierre, Jean Matouk, Jean-Paul Bachy et Michel Rocard introduiront les débats dont la conclusion sera tirée par François Mitterrand.

Les demandes de participation doivent être adressées à Gilles Martinet, secrétaire aux Etudes, 7 bis place du Palais-Bourbon.

L'I.S. ET LA CHARTE 77

L'Internationale socialiste communique la déclaration de son président Willy Brandt, sur les événements de Tchécoslovaquie : « Sans vouloir interférer dans les affaires intérieures d'un autre pays, nous exprimons le grand intérêt que nous portons à certains événements en Tchécoslovaquie.

« Il est tragique que les signataires de la Charte 77 soient victimes de pressions et poursuivis, alors que la Charte appelle au respect et à la prise en compte des droits civils.

« Nous en appelons aux autorités responsables pour que cesse la répression contre d'honorables citoyens qui bénéficient d'une grande estime en Europe ».

EGALITE ET LIBERTE

La France détient le triste record des inégalités, ainsi que l'a récemment démontré une étude fort sérieuse de l'O.c.d.e. Ceci n'empêche pas les discours officiels d'insister lourdement sur les efforts mis en œuvre pour les faire disparaître. Et dans ces discours, égalité et liberté sont insidieusement opposées. Le 5 février, une journée d'études sera organisée au Fiap (30, rue Cabanis, Paris 14e), de 14 h à 23 h, par Démocratie et Université et par la Ligue des Droits de l'Homme pour démystifier ces discours de la droite dont les contradictions ne sont pas absentes. Cette journée sera aussi l'occasion d'une réflexion prometteuse sur la et les libertés, sur l'égalité et les conditions pour l'atteindre, sur la mystification et l'automystification des discours de droite, sur les diverses analyses de la gauche et enfin sur les conditions de la démocratie au niveau local. Parmi les orateurs inscrits figurent notamment Henri Noguères, Michel Berson et Alain Meyer, Roland Weil, Daniel Augé, François Dalkert et Madeleine Rebérioux.

CADRE DE VIE ET SOCIALISME

Au moment où la droite, sous toutes ses formes, tente dans un but électoral de récupérer toutes les luttes pour le cadre de vie, le quatrième Colloque national du groupe socialiste des praticiens du cadre de vie s'est tenu les 22 et 23 janvier 1977, à Châtenay-Malabry.

A l'ordre du jour :

Les municipalités face à l'outil de production (maîtres d'ouvrage, entreprises, banques, promoteurs).

En effet, existe-t-il une pratique et une mise en œuvre socialistes du cadre de vie ?

Les nationalisations, la réforme foncière contenues dans le programme commun de gouvernement sont-elles le garant d'un cadre de vie socialiste ?

Pour tenter de répondre à ces questions, ce groupe rassemble tous les professionnels militants du Parti socialiste, ainsi que des sympathisants, dépassant ainsi volontairement la division du travail qui leur est imposée quotidiennement. Son organisation est fondée sur les régions et rattachée aux commissions nationales culturelles cadre de vie, il a pour but d'approfondir les rapports entre Socialisme et Cadre de Vie et de porter à la connaissance du Parti le résultat de son travail.

Il importe donc que tous les professionnels : aménageurs, architectes, ingénieurs, urbanistes, sociologues, tous les travailleurs qui participent à l'étude et à la réalisation du cadre de vie rejoignent le groupe.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

Les entretiens du jeudi (de 19 h et 21 h) seront animés :
— 10 février par Pierre Bérégovoy et Michel Benassayag
— 17 février par Robert Pontillon et Michel Rocard.

ALLO P.S.

Bulletin quotidien d'information du Parti diffusé tous les soirs à partir de 20 heures et jusqu'à 9 heures du matin, sur le numéro de téléphone **555.91.92.**

Désormais, chaque jeudi, notre bulletin sera rédigé et enregistré par l'un de nos responsables nationaux, qui fera, à cette occasion, le bilan de ce qui s'est passé dans son secteur :
— 10 février : bilan de politique international tiers monde par Lionel Jospin
— 17 février : bilan de politique dans le secteur public par Michel Rocard
— 24 février : bilan de politique intérieure par Claude Estier
— 3 mars : bilan politique des élections municipales par Louis Mermaz

A gauche on n'avance pas sans repères

REPERES

le mensuel du Ceres

Prix du numéro : 10 F

AU SOMMAIRE DU N° 38

LA CRISE DE L'ETAT

débat avec
Christine Buci-Gluksmann
Manuel Castells, Nikos Poulantzas

BEAUBOURG, L'ART ET L'ARGENT

BULLETIN D'ABONNEMENT

(Bulletin à découper ou à recopier et à nous renvoyer accompagné d'un :

☐ — Chèque bancaire à l'ordre des Editions Jacques Mandrin, 5, rue Payenne - 75003 PARIS,

☐ — Chèque postal (3 volets) - n° 34.875.30 J - LA SOURCE

Nom .....

Prénoms .....

Adresse .....

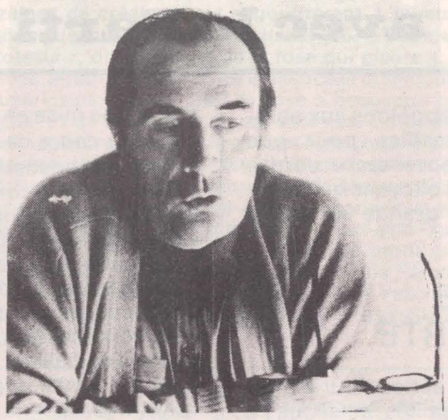
.....

TARIFS :

Abonnement annuel .....**100 F**
Etudiants, chômeurs, retraités .....**80 F**

Abonnement de soutien .....
.....**à partir de 150 F.**

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

MARDI 1er FEVRIER

Deux jours en Grèce, six jours en Amérique latine, ces aller et retour n'accordent guère leur dû aux plaisirs du voyage. Je ne m'en plaindrai pas cependant. Ce que j'ai vu et entendu, l'accord subtil des compagnons de route, la chaleur de l'accueil et, peut-être, au-dessus de tout cette facilité que j'éprouve dans mes rapports avec moi-même quand le temps et ma vie tournent rond, m'ont offert, dans la mesure exacte où j'en avais besoin, le sentiment de la durée.

A Corinthe, ou plus précisément quinze kilomètres à l'ouest, sur le bord de la mer qui longe le nord du Péloponnèse, se trouve le village de Vrachati, où Théodorakis a bâti sa maison. (Le premier soir qu'il y coucha, au terme d'une impatiente, d'une amoureuse attente, la police vint l'y chercher pour ne le ramener qu'après deux ans d'absence.) J'y suis arrivé la nuit, Mikis au volant, par l'un des beaux chemins du monde. Pendant le trajet, je m'étais répété les noms que me renvoyaient les panneaux indicateurs et dont l'assonance a déterminé pour toujours la mémoire de mon langage, Athènes, Eleusis, Mégare, Thèbes, Corinthe, Mycènes, Argos, Epidaure, Delphes, l'univers tout entier déployé dans les bornes étroites d'un canton de la terre. Mikis récitait lui aussi, à mi-voix, les syllabes familières, s'émerveillant qu'elles eussent gardé le mystère et la grâce d'un poème qu'on lit pour la première fois.

Au rez-de-chaussée, ma chambre de grès et de bois blanc, qu'ornaient les gravures luxuriantes d'un peintre péruvien et les sages portraits de Goethe et de Johann Strauss, donnait sur un jardin. Je m'y promenai un moment. De l'autre côté de la palissade, un vent froid soulevait la mer. Le mouvement des vagues couvrait à intervalles réguliers la mélodie que Mikis, avant d'aller dormir, essayait au piano.

Le lendemain fut bousculé. La politique en Grèce n'envie rien à la France. A Vrachati j'ai rencontré Papaandréou, Protopapas, Mavros, Florakis, Illiou, Dracopoulos — hautes figures de la Grèce contemporaine en lutte contre la dictature et dirigeants actuels des six partis d'opposition, dont trois sont dérivés du communisme, l'E.d.a., le parti orthodoxe et le parti de l'intérieur, deux du socialisme, le P.A.S.O.K. et l'Union démocratique socialiste, enfin l'Union du centre. Autour de la table nous avons déjeuné, dîné, devisé. Je connaissais les polémiques, souvent aiguës, qui les séparent, leur liberté de ton et le goût qu'ils ont du tranchant. Mais — cinq d'entre eux ont partagé l'exil, la prison, la torture — ils ont en commun l'amour de leur pays et la liberté dans le sang. S'ils ont signé un pacte électoral lors des municipales (ce qui leur a valu d'emporter plusieurs villes, dont Athènes), ils restent divisés sur des points capitaux, divisions qui tiennent davantage, m'a-t-il semblé, à la difficulté qu'ils ont à surmonter leur propre histoire qu'aux réalités du présent. Encore ne faut-il pas mésestimer celles-ci, l'adhésion au Marché commun, ou la tactique à suivre face au Premier ministre que les uns décrivent comme le fourrier inconscient de la droite militaire, tandis que les autres voient en lui un moindre mal et même le garant du retour progressif à la démocratie. La position de Constantin Caramanlis, bien qu'effritée, reste considérable. Tout passe par lui. Devais-je le rencontrer ? Sans exception mes visiteurs me le conseillèrent, y compris Florakis, secrétaire général des communistes orthodoxes, dont le péché mignon n'est pas la complaisance. Je me rangeai à cet avis. Après qu'eurent été évoqués quelques souvenirs de son exil de huit années en France, la conservation que j'eus avec Caramanlis (il me reçut au Parlement dans le vaste bureau d'angle réservé au chef du gouvernement) porta sur le sujet, le seul sujet qui occupe jusqu'à l'obsession l'esprit de tous les Grecs : le conflit latent avec la Turquie, qu'il s'agisse de Chypre, des droits sur la mer Egée, et d'abord sur son sous-sol, ou des minorités de Thrace. Je répugne à l'indiscrétion et ne porte évidemment jamais sur la place publique les propos que je dois à la confiance de mes hôtes. Mais je ne crois pas me tromper en pensant que le Premier ministre ne me réservait pas ses alarmes lorsqu'il me dit qu'on ne pouvait exclure l'hypothèse d'une guerre. La Turquie, chacun m'en a parlé. Sur le même mode, avec une égale détermination. Au moins sur ce point, l'unité nationale existe. On sent les Grecs exaspérés. Certes, les politiques gardent la tête froide. Dans l'état de l'opinion, il faut admettre que Caramanlis montre plus de courage à freiner les entraînements qu'à les encourager. Cette prudence, on la discerne aussi dans l'argument des principaux leaders de gauche. Mais qui sera maître d'une situation qu'un mot, un geste suffit à dynamiter ?

La mauvaise humeur générale se cristallise avec ou sans nuances sur les Américains. On les accuse un peu partout (sauf dans la zone d'influence de la C.i.a., fort active) d'avoir choisi l'alliance turque contre l'amitié grecque, soit qu'elle fût plus utile au bloc occidental, soit qu'ils redoutassent un retournement d'Ankara vers l'Union soviétique. On leur prête à cet égard un machiavélisme absolu. Par exemple dans l'affaire de Chypre. L'un des plus sérieux responsables de l'heure a avancé devant moi que le State Department avait monté l'opération pour se débarrasser à la fois de Makarios, coupable de neutralisme (il ne dut qu'à la chance d'échapper à la mort), et des colonels, devenus impossibles — ce qui présentait le double avantage de rendre la Grèce à la démocratie, et donc de plaire au peuple grec, tout en servant les intérêts du peuple turc. Comme toujours, de telles suppositions font crédit plus que de raison à l'imagination ou à l'habileté des puissants. La marche du monde obéit à des pulsions plus simples, c'est-à-dire au désordre et aux lois du hasard. Mais, quand une idée fixe s'empare de millions d'hommes, fût-ce à tort, sa vérité n'est pas loin.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325